

land

Dans le feu du travail

Le burnout se généralise dans le monde du travail. Dans sa nomenclature, la CNS snobe cette maladie professionnelle. Trois victimes parlent

E Stater Jong

Premier échevin à Luxembourg, Serge Wilmes brigue un rôle majeur dans la capitale. Il se verrait bien être celui qui mettra fin au règne du DP

Who cares?

Das gesellschaftliche System basiert auf ungesehener und unbezahlter Arbeit, die meist von Frauen verrichtet wird. Die Situation ändert sich schleppend

Ferme les yeux

Le réchauffement climatique alimente l'inflation, selon des études publiées par la Banque centrale. Mais le risque climatique en général est mal pris en compte par le secteur financier

Abenteuer *light*

In den 1950-Jahren wandelten Öslinger-Bauern sich zu Campingplatzbesitzern. Das Geschäft lohnt sich. Eine sozio-historische Annäherung

Foto: Olivier Halmes



land

Unabhängige Wochenzeitung
für Politik, Wirtschaft und Kultur

#36

69. Jahrgang
09.09.2022



5,00 €

Dans le feu du travail

Alena Ilavská

Le burnout se généralise dans le monde du travail. Dans sa nomenclature, la CNS snobe cette maladie professionnelle. Trois victimes parlent

En 1980, le psychanalyste américain Herbert Freudenberger publie *Burn-Out, The High Cost of High Achievement*. Il décrit « un phénomène d'épuisement professionnel », une définition entrée depuis dans l'histoire. Une année plus tard, les psychologues américaines Christina Maslach et Susan E. Jackson développent une méthode d'évaluation psychologique de cette expérience : Maslach Burnout Inventory (MBI), considérée comme un jalon dans la mise en place du diagnostic. En 1990, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) inclut le terme, pour la première fois, dans sa dixième édition de la « Classification Internationale des Maladies » (CIM) ; non comme « une affection médicale », mais comme « un syndrome » ayant un impact sur la santé. Dans la dernière édition de ladite classification, l'OMS précise qu'il s'agit d'« un syndrome conceptualisé comme

résultant d'un stress professionnel chronique qui n'a pas été géré avec succès. »

Au Luxembourg, le burnout n'existe pas dans la nomenclature des actes et des services des médecins établie par la Caisse nationale de la Santé (CNS). Pourtant, le secteur financier a lui seul enregistré 209 cas déclarés en 2021, soit une augmentation de 26 pour cent par rapport à l'année précédente. Dans ce même secteur, 43,5 pour cent d'employés sont à risque selon les autotests de burnout pratiqués à l'Association de santé au travail du secteur financier et tertiaire (ASTF). Les risques psychosociaux ont augmenté de 31 pour cent, lit-on dans le rapport annuel 2021 de l'ASTF. Selon le *Quality of Work Index 2021*, élaboré par l'institut de recherche sociale Infas pour la Chambre des Salariés, la ten-

dance à la hausse des burnouts se confirme pour la sixième année consécutive. On enregistre, tous secteurs d'activité confondus, une augmentation de sept pour cent en 2021, comparé à l'année précédente. Cela représente une hausse de 34 pour cent comparé à 2014, année du début du suivi.

Il y a des termes médicaux, des registres officiels et des statistiques. Et il y a le vécu de ceux qui sont passés par le feu du travail. Entre les deux, il y a un gouffre. « Cela fait partie du mécanisme de la domination que d'empêcher la connaissance des souffrances qu'elle engendre », écrivait le philosophe allemand Theodor W. Adorno dans *Minima moralia* en 1951. Le mécanisme en jeu de nos jours est celui de la pression de la performance. Les statistiques quantifient et les études décrivent ses conséquences tant bien que

mal. Car il est impossible d'exprimer en termes simplement rationnels ou quantitatifs la traversée d'un être qui résiste de toutes ses forces à reconnaître qu'il est en train de se consumer.

Nous avons rencontré ceux qui l'ont traversé. Il s'ensuit trois récits de ce mal méconnu. Celui de Pascal qui a décidé de se battre sans recourir à l'aide institutionnalisée, en préservant le sens du devoir vis-à-vis des autres. Ensuite l'histoire de Mika qui, au bord de l'abîme, croise la personne dont l'attention lui permet de se sauver in extremis. Enfin, Nathalie* qui se cogne à l'incrédulité de son entourage, aux yeux duquel elle est « trop jeune » pour un tel diagnostic. Trois témoignages de ce mal-être mal vécu, entre les lignes l'indicible de la souffrance. ●

Marcher au-dessus du vide

Pascal, directeur dans l'information, 55 ans au moment du burnout

d'Land : Où en êtes vous aujourd'hui ?

Pascal : Je suis sorti du monde du travail il y a un an et deux mois. Je m'occupe de ma femme. J'aide mon fils à reconstruire sa maison en étant fatigué, car je travaille d'arrache-pied. Le sentiment de surmenage revient, avec des flash-backs du burnout professionnel, de l'épuisement moral et physique que j'ai vécu pour enfouir mes émotions, pour consentir des efforts sans limite, sans capacité de prendre du recul. Le burnout, c'est une coupure complète, un fusible qui a explosé dans mon corps. C'est la peur, l'incapacité de communiquer, de recevoir des messages ; la fatigue.

Comment est-ce arrivé ?

Mon premier burnout était en 2019. Je me suis réveillé un jour et tout était noir. J'avais peur d'ouvrir le moindre email, avec, en plus, une notion de culpabilité, d'incapacité à l'engagement. Je devais me déplacer aux Pays-Bas, j'ai appelé pour dire que j'étais malade. J'ai vu le médecin, tous les voyants étaient au rouge. Il m'a dit : « Vous arrêtez ou vous allez en mourir ! » J'ai refusé d'analyser. C'était une expérience plus physique qu'intellectuelle. Je continuais à prendre des projets au travail, souvent non réalisables. J'avais une peur terrible de ne plus pouvoir

contrôler les outils informatiques, de regarder les demandes, de devoir réagir. J'ai décroché mon téléphone péniblement. Je n'étais plus rationnel. Je me suis confondu en excuses face à un CEO pervers narcissique qui fonce. J'ai commencé à marcher au-dessus du vide. Je ne peux pas mettre de mots sur ce qui s'est passé. Je revois juste des images où tout s'effondre. Le mot burnout n'existait pas dans ma tête. Ça ne peut pas m'arriver à moi ! Il fallait pourtant mettre le mot sur les maux... Cela a pris une bonne semaine, une descente aux enfers rien que pour intégrer la notion. Le temps a été long. Je me suis écroulé. Je restais sur le canapé du matin au soir. À ce moment, tu te dévalorises toi-même : si c'est un burnout, alors tu ne sers à rien, tu ne peux rien pour les autres, plus rien.

Comment vous-en êtes vous sorti ?

Je n'ai pas cherché d'aide médicale. J'ai plutôt constitué « une cour » de soutien. J'ai compté sur ma femme et mes amis pour reconstruire ma confiance perturbée. Je suis resté trois mois hors du travail. Un jour j'ai reçu un appel : « Tu vas revenir ou pas ? », comme un rappel à la réalité. Ma notion du temps avait changé. J'ai repris, sans beaucoup d'énergie. J'attendais la fin de semaine avec impatience. En deux ans, j'ai eu deux burnout. Un an plus tard, j'ai été viré. Je n'ai jamais récupéré, même si j'ai retrouvé de la confiance. C'est moi qui ai demandé qu'ils me virent. Mais j'ai vécu pendant deux ans avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête.

Qu'avez vous fait ensuite ?

J'ai signé un nouveau contrat de travail avec la responsabilité du développement de la clientèle. Ce boulot exigeait douze à quinze heures par jour, un engagement total. Matériellement, c'était impossible à réaliser. Mes prédécesseurs étaient partis, le premier après un mois, le deuxième après trois mois. Mais tu penses pouvoir tenir. J'ai craqué après quatre mois. Un black-out pendant une semaine. C'était à nouveau un « burn ». J'avais l'expérience du premier. Je le savais. Je suis resté chez moi, je m'asseyais et je ne pouvais plus me relever, seulement regarder la télé ou dans le vide. Je ne voyais pas de sortie. Le jeune patron de l'une de nos agences m'appelait toutes les semaines. Je croyais que je reviendrais.

À la mi-décembre, une étincelle est apparue : il faut que je redémarre, je dois de me relancer. Le même jour, on m'a proposé de reprendre à temps partiel, sans être le numéro un. C'était un mi-temps thérapeutique. La mise en route ne s'est pas bien faite. J'ai fait deux semaines à cinquante pour cent. Après deux semaines, en réalité, j'étais à 80 pour cent, avec une pression terrible, l'enfer jusqu'en avril. Le CEO avait pris mon poste en mon absence et j'étais devenu le second. C'est un homme de 52 ans, avec une capacité de travail de quinze à 18 heures par jour, méticuleux, incapable de faire confiance. Il contrôlait tous les projets. Un jour, on a diagnostiqué une maladie grave chez ma femme. J'ai informé que je devais quitter le bureau pour l'hôpital. Dans la salle d'attente, je reçois un email de mon chef. Il s'est montré très agressif, utilisant des mots qui ne lui ressemblaient pas... Je lui en veux beaucoup. Quelques temps après, le SAMU a ramassé mon chef au travail. Il n'y est plus jamais revenu. J'ai décidé de partir. Il a voulu me voir quatre mois plus tard, pas pour moi, pour essayer comprendre son propre cas.

Le burnout est-il un syndrome suffisamment reconnu ?

Le regard des autres sur le burnout varie, parfois stigmatisant, parfois non. La notion s'est banalisée, car beaucoup de gens investi dans leur travail sont en burnout. J'en connais plein autour de moi. La notion s'est banalisée aussi pour les services de ressources humaines. Avant les entreprises gardaient 80 pour cent d'effectifs et vingt pour cent tournaient. Aujourd'hui ce sont 80 pour cent qui tournent. Alors quand certains disparaissent... Quand il n'y a plus de ressources en interne, on engage des externes. Dans les groupes internationaux, douze heures de travail par jour, même dans l'illégalité, on s'en moque. Valeurs et principes se diluent dans la quête de profits.

Quelle a été la plus grande difficulté rencontrée ?

C'est la perte de confiance en moi et la reconstruction après. Il y a aussi l'incompréhension. Le burnout, certains pensent que ça n'existe pas, que c'est impossible... jusqu'à ce que ça leur arrive à eux. Puis ils pleurent comme des gosses, de peur de crever.

Quelles leçons en tirez-vous ?

Qu'on ne peut pas se refaire. Je pourrais subir un troisième burnout. Même avec mon expérience et la possibilité de reconnaître les symptômes. Il y a aussi l'éducation, mon père m'a dit : « Il faut que tu t'arrêtes ! » Je lui ai répondu : « Papa, tu m'a éduqué comme ça. Je ne peux pas changer. »

Et une fois traversé... ?

Le burnout, c'est la vivacité jamais retrouvée. ●



Oliver Holmes

« Je revois les images où tout s'effondre »

Au moins deux ans pour tourner la page

Mika, gestionnaire de risque dans une banque, 46 ans au moment du burnout

d’Land: *Comment définissez-vous le burnout ?*

Mika : Les gens pensent que c’est une sorte de dépression. Si c’en était une, il faudrait la multiplier par cent. Le burnout, c’est la perte du contrôle de soi. Tu te perds dans tes sentiments. Tu perds le contrôle physiquement. La définition qu’on trouve dans les livres est l’épuisement professionnel. La mienne : tu brûles de l’intérieur. Tu deviens une coquille vide et tu ne sais pas qu’elle s’est vidée. Je ne me suis pas rendu compte que ça n’allait pas. Au rendez-vous à l’ASTF, j’ai tout lâché. Les autres ne veulent pas voir. Une fois que tu es passé par là, tu reconnais les fissures. Les autres doivent le voir aussi, mais au lieu d’aider, on dénigre. Alors, tu ne peux pas dire en entreprise que tu es en burnout. Cela a une mauvaise connotation. Le mot est vulgaire. Il y en a qui se lèvent

un matin, ils arrivent à la banque, ils s’écroulent. Dans quelques entreprises on en parle. Les RH mettent une « hotline psychologique » en place, organisent des formations. Ça aide, mais cela ne résout rien.

Quelle a été la réaction de votre entourage ?

Les autres voient tes faiblesses. Ils jugent vite et manquent de sensibilité. En burnout, on a besoin d’être compris émotionnellement, pas d’être jugés. Mais dans l’entreprise, on n’essaie guère de comprendre la personne. J’ai cherché un psychiatre. J’ai passé nombreux coups de fils, il étaient tous « complets ». J’ai fini par en trouver un, mais c’était tellement léger. Il n’avait rien à dire. Alors j’ai parlé. Mon idée était de partir dans une clinique en Allemagne. Je voulais m’en sortir, quel que soit le coût. J’ai parlé au directeur des ressources humaines. Il a compris. Pas les autres. J’avais affaire à des gens qui ne portaient

qu’un titre de manager et des objectifs à remplir. J’ai été exploité. La loyauté n’existe plus dans le monde de la banque. Seule la rentabilité compte. Dans cet environnement toxique, je suis devenu une éponge. Je rendais service et on me demandait toujours plus. Je n’arrivais plus à recharger. Les gens ne comprenaient pas. Je n’arrivais même plus jouer au squash. Raquette en main, le cerveau ne fonctionnait plus. Je voulais jouer, mais le système disait non. Je n’étais plus dans mon corps. J’ai pensé au suicide. Je suis passé par là, mettre fin à mes souffrances.

C’est une spirale infernale ?

J’ai suivi une thérapie. Mais tu veux garder ton job, alors tu restes. Et à la banque, tu es le dernier des derniers. On te fait croire que tu n’y arriveras pas ailleurs. C’est « marche ou crève ». Les chefs n’ont pas le temps. Le burnout est seulement un sujet pour remplir les cases des formations.

J’ai été admis à la clinique Berus, en Sarre. On y soigne le corps d’abord. L’esprit ensuite. On a mal aux cervicales, mal au dos, les genoux qui lâchent... des insomnies même. Là-bas, il y a aussi des personnes toxiques. Les gens arrivent avec leur bagage chargé, les émotions multipliées par vingt ou trente. Je me suis éloigné de celles-là. Mon thérapeute me protégeait. On est vraiment choyé là-bas. On fait tout pour que tu t’en sortes. J’y suis resté dix semaines, mais il faut au moins deux ans pour tourner la page.

Vous vous en êtes sorti donc...

Il y a des émotions positives dans le burnout : le besoin d’appartenance, le besoin de se sentir compris. Il y a des émotions négatives : l’humiliation, la colère. Le burnout, c’est l’énergie du désespoir. La foi m’a aidé. J’ai beaucoup prié. La plus grande difficulté, c’était de reprendre confiance en moi. Le burnout te vide, te dévalorise. Il fallait se re-

connecter avec moi-même : Qui suis-je? Qu’ai-je fait ? Que dois-je faire ? La plus grande leçon du burn-out est de savoir désormais quelles sont les choses les plus importantes dans ta vie. Une fois la page tournée, la fragilité reste. Comme reste la connaissance de tes propres limites, un garde-fou, celui qui te dit : attention ! Aujourd’hui je sais ce que je veux, je sais ce que ne veux plus. C’est pas le travail qui me définit. J’ai appris à dire non. Je suis moi-même.

Comment mieux traiter le risque ?

Il devrait y avoir des séances de thérapie où on apprendrait aux managers de dire à l’autre : « Tu es une belle personne » ; de leur apprendre à dissocier la personne et le travail.

Que devient la personne dans cette traversée ?

C’est la remise en question complète. ●



Trop jeune pour un burnout

Nathalie*, étudiante en ingénierie environnementale, 22 ans au moment du burnout

d’Land : *Quand et dans quelles circonstances avez-vous subi un burnout ?*

Nathalie : Dans mon école d’ingénieurs, j’ai recherché les projets les plus difficiles pour compenser ce qui n’allait pas dans ma vie privée. Perfectionniste, j’ai stressé à cause des examens. Il fallait faire mieux que seulement réussir un diplôme. Comme ce n’était pas la meilleure des écoles dans les classements, je stressais encore plus. Il fallait travailler au maximum. Je ne pouvais pas gâcher mes chances. Et plus tu travailles, plus tu te dis que tu ne peux pas arrêter.

Quels ont été les signes annonciateurs ?

Les premiers signes de burnout sont apparus pendant la troisième année, cela remonte à 2015. Mais je ne suis pas tombée un jour, il n’y a pas eu d’arrêt brutal. En quatrième année, je suis partie en Suède avec le programme Erasmus. On avait moins de travail et pas de compétition à la française. J’ai pu souffler. Avant, j’étais souvent stressée. Je déclenchais des crises en faisant tout pour réussir mes examens. La différence entre burnout et dépression – je connais les deux – c’est le détachement dans la dépression. Je ne stressais plus. En revenant en France, il a fallu me réhabituer au rythme soutenu. Je n’y arrivais pas. La fin de la quatrième année, avec la préparation du mémoire, était tendue. Je ne parvenais plus à me concentrer. Ma famille a réa-

lisé mes souffrances à ce moment-là. Ma mère m’a aidée. Mon père, avec sa conviction qu’on doit finir ce qu’on a commencé, m’encourageait à aller au bout. Je me suis dit qu’il avait raison. J’ai fait comme j’ai pu, avec des examens de rattrapage. Et puis il y a eu mon stage de fin d’études. Durant cette période, je n’ai pas eu d’aide psychologique, j’ai seulement essayé la sophrologie. J’ai choisi un stage pas facile, dans la recherche, même si ce n’était pas adapté à ma situation. J’arrivais souvent en retard au travail. Je ne respectais pas des délais. J’ai pleuré devant mon chef... C’était vraiment compliqué, alors j’ai commencé à consulter des psychologues.

Ici au Grand-Duché ?

Le sentiment de stress s’est accentué de retour au Luxembourg, comme si je tombais abruptement. Je suis allée chez le docteur. Je ne voulais pas qu’il me mette sous anti-dépresseurs. J’avais l’impression qu’il banalisait mon état. Il se montrait incrédule, avec des phrases du genre « elle ne peut pas être en burnout, elle est jeune ». Cela a duré longtemps avant qu’on identifie la pathologie. Deux semaines avant la fin de mon stage, je suis allée demander un arrêt maladie. Une doctresse m’a dit : « Vous avez tous les symptômes du burnout ». Elle m’a donné « des tuyaux ». Je n’ai pas été prise en charge, mais laissée à moi-même.

Vous avez ressenti un abandon ?

J’ai été soulagée que l’on diagnostique un burnout et de ne pas avoir à finir le stage. Mais je

suis tombée ensuite en dépression. En burnout, je n’arrivais plus à gérer le stress, même les petites choses. Choisir une robe pour la remise de diplôme, me paraissait déjà trop. J’ai commencé à pleurer. Tu n’arrives plus à gérer aucun stress ! Alors que dans la dépression, tu te fiches de tout ! Aucune adrénaline, c’est un sentiment très différent. Pour m’en sortir, je lisais tous les blogs à la recherche de la solution parfaite ; dans la solitude, dans la monotonie. J’ai intégré le programme Protea**, mais à ce moment-là, j’étais davantage dans la dépression. Je présentais que cela allait durer. Le psychiatre de Protea m’a conseillé de partir en clinique Berus en Allemagne. J’y suis allée en 2019. Là-bas, le personnel ne comprend pas toujours la situation des gens. J’y suis allée parce que je n’étais plus fonctionnelle, on attendait de moi que je fonctionne selon un ordre établi. Alors quand j’ai raté les prises de médicaments et que j’en ai redemandé, on m’a dit : « On n’a pas que ça à faire ». Ce qui a fait que le traitement a pris plus de temps.

Quelle est la racine du mal selon vous ?

Pour moi, le burnout est un traumatisme du travail. Mais la définition qui me semble plus juste est celle de l’épuisement émotionnel. La société exige de la performance, elle encourage l’excellence, c’est notre identité. Par la suite, tout ce qui était lié au travail est devenu une source d’anxiété. Je n’arrivais plus ni à réagir, ni à agir. Dans la vie courante, je ne ressens plus

cette anxiété paralysante. Seulement quand je suis confrontée à un devoir. Alors tout prend plus de temps. Je continue la psychothérapie, car je veux avancer.

Dans quelle direction ?

Je me demandais si je reprenais mes études. Je ne veux pas stagner intellectuellement. Mais le faire me remettrait dans l’angoisse. J’ai un travail, mais il ne me satisfait pas intellectuellement. Il faudrait que j’envoie plus de cv, mais un travail plus exigeant signifie plus d’anxiété. Et alors, je procrastine, j’attends une opportunité qui n’arrive pas toute seule. Au fond, ça aussi m’angoisse.

Comment réagit votre entourage ?

Les gens autour de moi n’ont pas vu quand j’étais en burnout. Il y avait de plus en plus de symptômes, mais tout ce qu’ils disaient, c’était : « Elle est stressée. ». Quand j’ai annoncé que j’étais en burnout, ils étaient choqués. C’était pourtant mes amis ! Mes parents ont mis du temps à accepter. Mon père parlait du « petit burnout ». Il voulait adoucir la chose parce que c’est stigmatisé. Ma mère a réalisé plus vite. Avec la pandémie, on a parlé davantage de la santé mentale. Avant, je sentais plus de stigmatisation. Je ne connaissais personne de mon âge en burnout.

Où en êtes-vous maintenant ?

Je ne suis pas retournée pleinement dans la vie active. J’ai travaillé dans le bénévolat. C’était plus abordable du point de vue du stress. J’ai recommencé plus bas, malgré mes études d’ingénieur, je travaille maintenant avec des enfants. C’est moins bien vu dans la société, moins bien payé aussi. Et sans diplôme d’éducatrice, il est difficile d’avancer.

Quelles leçons tirez-vous du burnout ?

Elles sont nombreuses : j’ai pu refaire le point sur moi-même, reprogrammer beaucoup de croyances. Je vis mieux ma vie. Je suis plus heureuse, avec plus de perspectives ; et surtout je réalise que je me sors de la plupart des situations. J’ai découvert la spiritualité grâce au burnout. J’ai plus de clarté sur ce qui est important. Je suis davantage consciente de mes émotions. Avant, je vivais la vie et voilà ! Quant à mes relations, j’ai l’impression qu’elles se sont améliorées. Le tri s’est fait naturellement, les gens qui sont restés, ce sont ceux qui veulent que j’aille bien... Je ne sais pas si ça revient, mais je ne le verrai plus comme une faiblesse. ●

* prénom changé par la rédaction

** nom du programme de traitement du burnout au GesondheetsZentrum de la Zitha-Klinik à Luxembourg

LEITARTIKEL

Erstmal freiwillig

Peter Feist

Als eine Ministerin und zwei Minister gestern Vormittag die Energiesparkampagne „Zesumme spueren – zesammenhalen“ vorstellten, hätten sie das ganz offensiv tun können. Hätten davon sprechen können, dass Energiesparen dringend geboten sei, dass die EU dazu ein solidarisches Bündnis hibbekommen habe. Hätte erklären können, was das mit dem russischen Einmarsch in die Ukraine und dem noch immer andauernden Krieg zu tun hat. Hätte betonen können, dass der Energieverbrauch auch zum Klimaschutz gesenkt werden muss, dringend und deutlich und anhaltend.

Von all dem war ein wenig zu hören, aber eben nur ein wenig. Der Krieg in der Ukraine spielte die kleinste Rolle. Was vielleicht kein Wunder ist – von ihm spricht die Regierung kaum noch. Luxemburg habe „keine spezifische außenpolitische Position“ dazu, sondern unterstütze die der EU, erklärte LSAP-Außenminister Jean Asselborn am Dienstag. Hilfreich ist das nicht, wenn es darum geht, eine große nationale Energiespar-Koalition zu bilden. „Zesammenhalen“ ließe sich leichter begründen, wenn klar wäre, gegen wen oder gegen was eigentlich. Weil anscheinend nicht gegen den Aggressor Russland zusammengehalten werden soll, der in ein Nachbarland einmarschiert ist, und die Reaktionen der EU darauf in einen Wirtschafts- und Energiekrieg geführt haben, kann die Regierung nur sagen, dass Staat und Gemeinden, Privathaushalte und Privatunternehmen gemeinsam hohen Energiepreisen trotzen müssten. Die vielleicht wie eine Naturkatastrophe über das Land gekommen sind. Und dass die EU unter sich solidarisch sein müsse. Was sie auch beschlossen hat, was gestern aber selbst der so europaerfahrene Energieminister Claude Turmes (Grüne) nicht gerade hervorstrich.

Viel deutlicher wiesen er sowie Innenministerin Taina Bofferding (LSAP) und Mittelstandsminister Lex Delles (DP) darauf hin, dass Sparpläne und -ideen für Staat, Gemeinden und Betriebe vorlägen. Also nicht etwa nur an die Bürger/innen appelliert werde. Und dass das Mitmachen bei den Sparmaßnahmen „freiwillig“ sei. Vorerst jedenfalls. Genauso, wie in der EU das Vorhaben, den Gasverbrauch um 15 Prozent gegenüber dem Durchschnitt der fünf Vorjahre zu senken, für jeden Mitgliedstaat zunächst freiwillig ist. Das Luxemburger Modell, meinte der Energieminister, bestehe darin, auf freiwillige Maßnahmen zu setzen, „ehe wir in den Polizeistaat eintreten“.

Höchstwahrscheinlich wird der Polizeistaat selbst dann nicht Realität, wenn die Regierung das Energiesparen durch eine großherzogliche Verordnung, die Claude Turmes' Ministerium schon ausgearbeitet hat, zur Pflicht erklären würde. Die Energiepreise sind zum Sparen wahrscheinlich Anreiz genug – jedenfalls für den größten Teil der Bevölkerung, der es sich nicht leisten kann, Geld mit warmer Zimmerluft durch ein zu lange geöffnetes Fenster fliegen zu lassen. Spätestens als Turmes vergangene Woche wiederholt hatte, was von Energieversorger Enovos schon Mitte August zu hören war – eine Gaspreiserhöhung um 80 Prozent für den Herbst und eine Strompreiserhöhung um 35 Prozent ab Januar – dürfte auch dem Letzten klargeworden sein, dass es eine gute Idee ist, die Heizung ein Stück weniger aufzudrehen, öfter das Licht auszumachen und statt warm zu baden, warm zu duschen.

„Freiwillig“ heißt vor allem, dass die Regierung nicht jene gegen sich aufbringen will, die ihr die Schuld für die hohen Preise geben könnten. Zu viel von Pflichtmaßnahmen zu sprechen, wäre nicht gut, wenn weitere Entlastungen und Hilfen nur versprochen sind, die Tripartite über sie jedoch erst im Herbst entscheiden wird. Andere Länder sind da weiter, haben Milliardenpakete geschnürt oder diskutieren sie zumindest. Haben in ihre Energiemärkte eingegriffen, auch wenn das nicht ohne Risiko ist. Sie waren zumindest politisch tätig. In Luxemburg dagegen war Vakanz. An Notfallplänen zur Versorgung für den Fall, dass es ganz schlimm kommt und in der EU die Versorgung in Gefahr gerät, wurde gearbeitet, sogar sehr intensiv. Doch das war vor allem technisches Tun. Die Politik ruhte. Die Sparkampagne ist Ausdruck davon.

P O L I T I K

Alle auf der Plëss

Von der DP bis zu den Piraten hatten die politischen Parteien am Montag zur *Stater Braderie* Informationsstände auf der Place d'Armes aufgestellt und suchten den Kontakt *mam Bierger*. Besonders bemüht waren die Grünen. Sie betrieben zwei Stände: Auf der *Plëss* mit dem für die Gemeindewahlen in der Hauptstadt schon offiziell nominierten Spitzenkandidaten-Duo Claudine Reyland und François Benoy (Foto: Hadrien Friob), in der *Al Avenue* mit Parteipräsident Meris Sehovic, der schon morgens um halb neun Erläuterungen zu dem vergangene Woche von ihm und Ko-Präsidentin Djuna Bernard ins Gespräch gebrachten „Soforthilfe-Paket“ gab. pf

Noch ein paar Monate

Außenminister Jean Asselborn gelang es am Dienstag nicht, die Widersprüchlichkeiten des Wirtschaftskriegs zwischen Russland und der EU zu erklären. Auf einer Pressekonferenz stellte er fest, die russische Wirtschaft sei unter den Sanktionen „nicht zusammengebrochen“, aber das „war auch nie die Position der EU“. Ziel sei, „Putin die Mittel wen oder gegen was eigentlich. Weil anscheinend nicht gegen den Aggressor Russland zusammengehalten werden soll, der in ein Nachbarland einmarschiert ist, und die Reaktionen der EU darauf in einen Wirtschafts- und Energiekrieg geführt haben, kann die Regierung nur sagen, dass Staat und Gemeinden, Privathaushalte und Privatunternehmen gemeinsam hohen Energiepreisen trotzen müssten. Die vielleicht wie eine Naturkatastrophe über das Land gekommen sind. Und dass die EU unter sich solidarisch sein müsse. Was sie auch beschlossen hat, was gestern aber selbst der so europaerfahrene Energieminister Claude Turmes (Grüne) nicht gerade hervorstrich.“ Tatsächlich aber hatte Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen nach dem Sondergipfel der Staats- und Regierungschefs am 24. Februar proklamiert, „diese Sanktionen“ würden „Stück für Stück die industrielle Basis Russlands abtragen“. Jean Asselborn hatte erklärt, „wir tun etwas, das hat die Welt noch nicht gesehen“. Heute räumt er ein, dass Russland dank des Geschäfts mit teurer gewordenen fossilen Energieträgern „mehr Geld in der Kasse hat als vergangenes Jahr“. Sodass es Putin vorerst nicht an Mitteln fehlt, um den Krieg in der Ukraine weiter zu führen. Den Sanktionen schreibt der Außenminister offenbar eine eher allmähliche Wirkung zu: „Sie greifen bei Innovation, Automatisierung und Digitalisierung.“ So dass unklar blieb, woher er die Überzeugung nimmt, „in einigen Monaten wird den Russen bewusst werden, was ihr Präsident anrichtet. Russland wird um Jahrzehnte zurückgeworfen“. pf

Chamberbliedchen 2.0

Ein fast historischer Moment: Vergangenen Freitag wurde das *Chamberbliedchen* ein letztes Mal in gedruckter Form in drei Tageszeitungen verteilt. Dass es viele Leser hatte, bezweifelt Kammerpräsident Fernand Etgen (DP) offenbar, denn er meinte gegenüber *RTL*, „et sinn einfach esou vill Zeitungen an d'Poubelle gefall“. Deshalb sei die Entscheidung, das *Bliedchen* zu digitalisieren, ökologisch zeitgemäß. Nach einer internationalen Ausschreibung erhielt die Luxemburger PR-Agentur Brain & More den Zuschlag zur Ausarbeitung eines praktischeren Formats: „Mir wëllen



d'Chamberbliedchen erfreßchend opbereeden“, verspricht Etgen gewohnt unaufgereg. Wer es dennoch auf Papier lesen will, kann kostenlos eine neue Version im A4-Format abonnieren. Derzeit hat das *Chamberbliedchen* noch neun Monate Verspätung gegenüber den Plenarsitzungen. Doch das Team sei aufgestockt worden, um den Rückstand aufzuarbeiten. Günstig ist die Herausgabe des *Chamberbliedchen* nicht, sie kostet 1,2 Millionen Euro. Die Summe dürfte schrumpfen, falls die Nachfrage nach der gedruckten Version mau ausfällt. Am 10. Oktober trumpft die Kammer mit noch einer digitalen Neuerung auf: Ihre unübersichtliche Internetseite soll abgelöst werden. sm

G E S U N D H E I T

Die heilige Kuh

Mit der Bekanntgabe, dass die Verhandlungen zwischen CNS und Therapeuten-Dachverband Fapsylux über die Erstattung von Psychotherapien „gescheitert“ seien, gingen der CNS-Präsident und sein Minister Claude Haagen (LSAP) am Dienstag das kalkulierte Risiko ein, dass Druck auf ihn entsteht, politisch einzugreifen. Denn es ist sieben Jahre her, dass der Psychotherapeutenberuf in einem Gesetz definiert und dort auch das Prinzip festgeschrieben wurde, dass die Krankenversicherung für die Behandlung „psychischer Störungen mit Krankheitswert“ (*troubles mentaux*) aufkommt. Zuletzt konnten CNS und Fapsylux sich dem Vernehmen nach über Tarife nicht einigen: Die Fapsylux verlangte 175 Euro pro Therapiesitzung, die CNS wollte nur 120 Euro gewähren.

Noch hat der Sozialminister dazu nicht viel zu bestimmen, gilt die Tarifaufonomie von CNS und einem Verhandlungspartner. Strenggenommen muss der CNS-Verwaltungsrat kommenden Mittwoch den „échec de négociation“ noch formal feststellen. Tut er das,

sähen CNS und Fapsylux einander in einem dreimonatigen Schlichtungsverfahren wieder. In der aktuellen Krise aber dient die Vorab-Verkündung des Scheiterns auch dazu, die Forderungen der Fapsylux als überzogen darzustellen. Er habe einen Tarif „am Kapp“, erklärte Haagen am gestrigen Donnerstag im *Radio 100,7*. Scheitere auch die Schlichtung und er müsse entscheiden, werde er dazu „keine zwei Monate“ brauchen. „Wir sind keine Millionäre“, antwortete er auf die Frage, ob er 175 Euro für zu hoch hält.

Ein Hineinregieren in die Beziehungen zwischen CNS und einer Gruppe Dienstleister wäre für ihn aber politisch heikel – selbst wenn ihm nach einer gescheiterten Mediation nichts anderes übrigbliebe. Es wäre das allererste Mal, seit der Krankenkassenreform von 1992. Der damals gefundene politische Kompromiss machte die Tarifaufonomie in der Krankenversicherung zur heiligen Kuh. Als LSAP-Minister Mars Di Bartolomeo in der Gesundheitsreform von 2010 eine ganze Reihe von Regeln, die per Konvention festgelegt werden, in großherzogliche Verordnungen gießen wollte, rief der Ärzteverband AMMD „Staatsmedizin!“ und löste einen mehrwöchigen Bummelstreik aus. Als CNS und Fapsylux 2019 schon einmal vor einem Schlichter standen und das zu keinem Ergebnis führte, hielt Haagens Vorgänger Romain Schneider (LSAP) nur das absolute Minimum an Regeln in einer Verordnung fest. Die Fapsylux weiß all das natürlich. Statt sich einschüchtern zu lassen, gab sie am Mittwoch der CNS die Schuld am Stand der Verhandlungen. pf

J U S T I Z

Okaju bemängelt

In der neuen Ausgabe der Zeitschrift *Forum* äußert sich in einem Dossier mit dem Titel „Jugend zwischen Schutz, Hilfe

und Strafe“ Charel Schmit zu diesem Thema. Schmit, ist seit Februar 2021 Obudsman fir Kanner a Jugendlecher (Okaju). Nachdem es im Januar dieses Jahres gleich zweimal aufgrund von Unruhen unter Jugendlichen zu Polizeieinsätzen in der Unisec in Dreiborn gekommen war, wurden Schmit und der Obudsman Claudia Monti beauftragt, dem Parlament einen Bericht zu den Vorfällen vorzulegen. Charel Schmit erwähnt in seinem *Forum*-Beitrag, dass die Vorkommnisse auf Fehlentwicklungen der vergangenen Jahre hindeuten: So sei unter anderem das Jugendschutzgesetz von 1992 aus mehreren Gründen überholt, es fehlten darin beispielsweise „nähere Bestimmungen für den Freiheitsentzug bei Minderjährigen“. Außerdem orientiere sich das Gesetz nicht an dem Grundsatz, dass ein Freiheitsentzug klar begrenzt sein muss, denn der Aufenthalt in der Unisec könne unbegrenzt durch richterlichen Beschluss jeweils um drei Monate verlängert werden. Daneben könne die Unisec in Dreiborn keinem sozialerzieherischen Anspruch gerecht werden; die Wände der zu klein geratenen Gefängnisanlage seien nahezu ausnahmslos grau und die pädagogischen Interventionen seien vermutlich nicht an die Profile der Jugendlichen angepasst. Diesen Missstand zu beheben, sei allerdings nicht einfach, denn es mangle an kriminologischen Daten, Evaluationen und belastbaren Statistiken. Doch die Politik habe die Unzulänglichkeiten erkannt und Reformen seien unterwegs. Im März 2022 hinterlegten Justizministerin Sam Tanson (Grüne) und Bildungsminister Claude Meisch (DP) im Parlament drei Gesetzesentwürfe, die eine Reform der Jugendgerichtsbarkeit im Interesse des Kindeswohls bezwecken. Man rücke ab von Verfahren, die die Minderjährigen wie rein Deviante behandeln, hin zu Konzepten, die sie als Rechtssubjekte betrachten. Dementsprechend kommt ihnen auch ein Recht auf anwaltliche Vertretung zu. sm

R É F U G I É S

Sursis pour Passerell

Au début de l'été, l'asbl Passerell avait alarmé le public et les autorités sur sa situation financière. Le risque de voir son activité de soutien aux demandeurs, bénéficiaires et déboutés de la protection internationale stopée est pour l'instant écarté. Les bons résultats de la campagne d'appel aux dons a permis de conserver une partie des salariées : une des trois chargées de projet à temps plein sera maintenue. Deux postes sont donc supprimés ainsi que celui de l'interprète à temps partiel. Il s'agit de Marion Dubois, qui espère toujours un soutien public pérenne. « Sans un appui des ministères compétents (Affaires étrangères, Justice), que notre équipe sollicite depuis plusieurs années, le maintien des activités sur le moyen et long terme est loin d'être assuré. » En effet, aucun ministère ne subventionne à grande échelle des organismes actifs dans la défense des droits humains. « Dans un État qui siège désormais au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, cela nous questionne sur l'engagement réel des pouvoirs publics à soutenir ces organisations ». Une lettre ouverte a été adressée aux ministres concernés pour demander un dialogue et examiner les possibilités d'améliorer le soutien public à ce secteur. « Il faut un soutien public pour une société civile forte, diverse et active qui veille quotidiennement à ce que les droits humains, acquis aussi précieux que fragiles, soient appliqués et respectés au Grand-Duché », estime Passerell. fc

Blog

E Stater Jong

France Clarinval

Premier échevin à Luxembourg, Serge Wilmes brigue un rôle majeur dans la capitale. Il se verrait bien être celui qui mettra fin au règne du DP



Hadrien Frédo

« Une relation de respect et de confiance » entre Serge Wilmes et Lydie Polfer

Lundi, jour de braderie dans la capitale, tous les partis politiques ont installé un stand sur la Place d'Armes. Avant d'arriver sur celui du CSV, son parti, Serge Wilmes – bronzage, lunettes de soleil et marinière trahissant un retour tout récent de vacances – prend le temps de saluer, de plaisanter et de faire des photos auprès de Lydie Polfer et de plusieurs élus du DP à la Ville. Ce n'est pas une simple politesse, le Premier échevin de Luxembourg et la Bourgmestre affichent une réelle complicité et une confiance mutuelle. « Du respect et de l'estime », décrit Serge Wilmes, qui se sont construits au fil des années de coalition. Au début de la mandature, en 2017, le CSV sortait de douze années d'opposition. Avec ses 9 187 voix personnelles – autour de 2 000 de plus que les suivants sur la même liste, Isabel Wiseler-Lima, Maurice Bauer et Laurent Mosar – Serge Wilmes est la figure qui avait permis aux chrétiens-sociaux de revenir aux commandes en coalition. Belle revanche pour celui qui n'était que huitième au précédent scrutin communal, avec moins de la moitié des voix. Il comptait bien le faire savoir et se montrer sur chaque photo, à chaque inauguration pour prouver qu'il n'allait pas s'effacer derrière celle qui connaît tous les rouages de la fonction pour avoir été bourgmestre (par intermittence) depuis 1982, année de naissance du Premier échevin.

À quarante ans, Serge Wilmes a déjà passé la moitié de sa vie en politique, ayant tôt opté pour une carrière dans ce domaine. Le jeune loup s'est fait un nom et peaufine son style pour franchir, non sans ambition, les étapes d'un jeu assez codifié. Sourire permanent qui dévoile ses fossettes, physique longiligne, veste sans cravate, il a la communication facile et une éloquence que ses professeurs relevaient déjà au lycée. Né à Merl « avec la route de Longwy d'un côté et des champs de l'autre », d'un père ingénieur à la Cege-del et d'une mère au foyer, entouré de deux frères, Serge Wilmes vit aujourd'hui au Mullenbach, avec sa femme et leurs trois enfants. Ses parents étaient actifs au niveau local au sein de la section du CSV dans leur quartier. Il se souvient de discussions où « on parlait de tout » et d'avoir eu, dès l'adolescence, le sentiment d'être « chanceux de grandir dans une ville qui fonctionne et une famille aimante », raisons qui l'ont poussé à s'engager pour défendre « une vision humaniste de la société ». Serge Wilmes raconte avoir observé l'offre des différents partis, moment où il a été approché par un certain Xavier Bettel (DP), de neuf ans son aîné, lors d'une réunion de quartier en vue des élections de 1999. « Mais je venais de rencontrer Jean-Claude Juncker qui n'était Premier ministre que depuis quatre ans. Mon adhésion au CSV était toute fraîche. » Il n'a finalement jamais pensé à s'inscrire dans un autre parti : « J'ai été très critique vis-à-vis de l'Église comme institution, notamment en ce qui concerne les questions de société. Mais l'humanisme de doctrine sociale chrétienne reste ce qui détermine mon engagement. »

Les études d'histoire (« qui permettent de mieux comprendre la politique ») et une année aux Archives nationales semblent anecdotiques au regard du parcours politique balisé. En 2017, Michel Wolter, alors président du groupe parlementaire CSV, l'embauche

« Laurent Mosar et Paul Galle sont les deux faces d'une même médaille. C'est mon rôle de leader d'en faire la synthèse et d'établir un programme qui en tient compte »

Serge Wilmes

comme conseiller parlementaire. Un poste qui permet au jeune Wilmes d'apprendre tout ce qu'un politicien doit savoir : suivre les dossiers, connaître les enjeux, fréquenter les élus, comprendre le processus électoral, poser des questions et préparer des réponses... Le secrétariat du groupe parlementaire est d'ailleurs un tremplin traditionnel pour une carrière dans la politique (Jean-Claude Juncker, François Biltgen ou Frank Engel sont passés par là). De 2008 à 2014, il sera président des Jeunesses chrétiennes-sociales (Chrëschtlech Sozial Jugend, CSJ) où il se fait entendre comme réformiste et critique vis-à-vis de la vieille garde. Un premier échelon qui lui donne assez de visibilité pour rassembler près de 15 000 voix aux élections législatives de 2009 et de finir quatorzième sur la liste du CSV dans la circonscription Centre. Par un jeu de circonstances, les décès successifs de Mill Majerus et de Lucien Thiel puis la démission de Jean-Louis Schiltz, Serge Wilmes deviendra député en 2011. À 29 ans, il est le benjamin de la Chambre et sera réélu en 2013 (cinquième du CSV) et en 2018 (deuxième de son parti, troisième du Centre, tous partis confondus). Au cours des années, il s'est affirmé plus libéral que les caciques du parti chrétien-social, par exemple en votant pour le droit de vote des étrangers au référendum de 2015 ou en faveur de la libéralisation de la législation sur l'avortement proposée par le gouvernement DP/Vert/LSAP.

« Je suis fasciné par les villes que l'on peut comparer à des organismes complexes qui façonnent le devenir de l'humanité. C'est passionnant de voir comment cela fonctionne et comment améliorer cela. » À dix mois des élections communales, Serge Wilmes ne cache pas son ambition d'aller plus haut que sa fonction actuelle. « L'issue des élections s'avère sans doute plus tendue qu'auparavant. Il n'est pas impossible que mon parti (il le nomme rarement) gagne deux sièges. Devenir bourgmestre serait une fierté et un honneur. ». Une tâche difficile : Le parti libéral se maintient à la tête de la Ville sans discontinuer depuis 1969. S'il ne fait aucun doute qu'il figurera en tête de liste le 11 juin prochain, le Premier échevin ne veut pas précipiter les choses et se refuse à imaginer la composition de sa liste : « Il faut poursuivre notre travail à la Ville avant de se lancer en campagne. Et

il reste beaucoup à accomplir. » Après bientôt six années au pouvoir dans la capitale, Serge Wilmes se trouve dans la position inconfortable de défendre un bilan tout en affirmant sa singularité par rapport à son partenaire de coalition, qui va devenir son principal adversaire. Au rayon du bilan, il se félicite de la politique en matière de logement où « la Ville a mis tous les moyens possibles pour l'acquisition de terrain et la construction de logements abordables et où les nouveaux quartiers, axés sur l'humain vont voir le jour ». Il défend aussi le plan de mobilité qui « fixe des objectifs jusqu'en 2035 pour dépolitiser la question de la mobilité ». Son cheval de bataille, c'est la vitalité de la ville, les commerces et l'espace public : « Il amener de la vie les 24 quartiers de la capitale qui connaissent des histoires et des caractéristiques différentes. Il ne suffit pas de laisser-faire. La politique doit donner des impulsions, initier des projets et s'impliquer à tous les niveaux pour transformer Luxembourg en une métropole où il fait bon vivre ». Au passage, il lance une pique à Lydie Polfer qui, en bonne libérale, a toujours refusé d'intervenir auprès des commerces par exemple. Pour Serge Wilmes, la réflexion sur l'espace public constitue aussi l'une des réponses aux questions de sécurité : « C'est quand les lieux sont vides, qu'il n'y a pas de vie et pas d'animation que l'insécurité s'installe. »

Le Premier échevin sait que les avis sont divisés, sur cette question sécuritaire notamment, au sein de son parti. « Ces points de vue reflètent le caractère profond du CSV comme parti populaire. Chacun en tant que personne a des droits, mais la vie en société impose des règles qu'il faut respecter. » Il estime que le volet social et le volet répressif ne sont pas inconciliables et doivent être pris en compte dans leur ensemble. « Laurent Mosar et Paul Galle sont les deux faces d'une même médaille. Il me revient, en tant que leader, d'en faire la synthèse et d'établir une liste et un programme qui en tient compte », ose-t-il, non sans rappeler le « en même temps » d'Emmanuel Macron. Il a d'ailleurs rencontré le Président français en 2018, et y voit une personnalité « brillante, cultivée, d'une rare éloquence ». La future tête de liste considère que ces divisions au sein du CSV ne devraient pas le pénaliser lors des élections. « Le système électoral luxembourgeois donne une grande importance au vote préférentiel. Les électeurs choisissent d'abord des personnes qui peuvent rallier leurs idées. » Aussi, il ne ferme la porte à aucune configuration : « Je ne vais pas me lancer dans un jeu des coalitions possibles. Il faut attendre les résultats, discuter avec tous les partis élus pour créer une coalition au service de la ville et de ses habitants. Je n'exclus rien. »

Avec les élections législatives quelques mois plus tard, la question du cumul des mandats se pose forcément. La politique communale a sa faveur. « On y a un plus grand rôle à jouer, on travaille plus sur le terrain. Si je deviens bourgmestre, je le serai pour six ans. » Mais, en attendant qu'une loi soit votée pour éviter le cumul des mandats, Serge Wilmes entend bien rester à la Chambre. « Je veux être en position d'aider mon parti à revenir au gouvernement », martèle-t-il. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Angst und Ärger

Die hauptstädtische *Braderie* ist ein Auslaufmodell. Gucci und Prada verdrängen die Familiengeschäfte mit Wollsocken und Bratpfannen. Sie lassen auch die politischen Parteien altbacken aussehen.

Am Montag hatten die Parteien ihre kleinen Klapptische und Zeltdächer auf dem Paradeplatz aufgeschlagen. Nur Frank Engels Fokus musste abseitsstehen. Die Parteien verteilten Kugelschreiber und Faltblätter. Kommunalpolitiker übten Bürgernähe. Obwohl die Kandidatenlisten noch nicht fertig sind.

Den Parteien fehlten auch die Wahlprogramme. Die Programme sind noch nicht geschrieben. Sie sind aber schon Makulatur. Denn die Kammerwahlen nächstes Jahr sind unberechenbar. Die Gemeindewahlen stehen in ihrem Schatten.

Die zweite Legislaturperiode von DP, LSAP und Grünen bewies, dass eine Regierung ohne CSV kein historischer Unfall ist. Die liberale Koalition wollte die Staatsgeschäfte routiniert wie im CSV-Staat verwalten. Für kurz vor den Wahlen war eine millionenschwere Steuerreform geplant. Sie sollte die individualisierten Herzen der Steuerzahlerinnen und Steuerzahler kaufen.

Nach einem Jahr musste sich die Regierung auf Krisenmanagement beschränken. Wie 1975 ihr linksliberales Vorbild. Die Angst vor der Covid-Seuche machte die Aufhebung der bürgerlichen Rechte möglich. Sie setzte schier unbegrenzte Haushaltsmittel frei. Sie setzte die Opposition außer Kraft. Sie machte aus der unbekannten Technokratin Paulette Lenert die beliebteste Politikerin des Landes.

Nahtlos ging die Krise in die nächste über: Der Wirtschaftskrieg mit Russland verknappt und verteuert die Energie. Die für besiegt erklärte Inflation ist zurück. Den Betrieben gehen die Rohstoffe und das Halbzeug aus. Die Wahlen finden während einer Rezession statt. Das große Wahlgeschenk Steuerreform wird unbezahlbar. Stattdessen manipuliert die Regierung den Index.

Im Winter könnten das Erdgas rationiert, die Stromversorgung unterbrochen werden. Das war seit den Siebzigerjahren unvorstellbar. Der Strompreis steigt um die Hälfte, der Gaspreis um das Doppelte. In einem Jahr stieg der Benzinpreis um ein Drittel. Die Mehrkosten machen einen Mindestlohn pro Jahr aus.

Nicht jede wird sich das gefallen lassen. Die Tripartite soll *Gilets jaunes* und *Marches blanches* verhindern. Millionenzuschüsse

sollen die Haushalte und Unternehmer beruhigen.

Die Wahlen stehen im Zeichen von Angst und Ärger. Die Regierung verspricht Zuschüsse „bis weit in die Mittelschichten hinein“. Damit diese sich wieder schuttsuchend um die Machthaber scharen. Die Angestellten und Beamtinnen stellen die Kernwählerschaft der Parteien dar.

Teile der Arbeiterklasse könnten die Regierung für die Gas- und Stromrechnungen verantwortlich machen. Nach der gescheiterten Tripartite im Frühling könnte der OGBL ihnen auf der Straße Gehör verschaffen. Die Sozialisten versprechen, den Index zu retten, die Grünen die Gasversorgung.

Die Wahlprogramme sind noch nicht geschrieben. Sie sind schon Makulatur. Die Wahlen nächstes Jahr sind unberechenbar

In einer Rezession wird rechts gewählt. Doch der CSV fehlt ein Held. Der glaubhaft verspricht, das Land besser durch die Krisen zu führen als der liberale Xavier Bettel. Bei den Konservativen neigen die einen zum Burgfrieden. Die anderen wollen von Angst und Ärger profitieren.

Die ADR hatte sich rebellierenden Impfgegnern als parlamentarisches Sprachrohr angedient. Nun macht sie die Sanktionen gegen Russland für die Energiekrise verantwortlich. Die Regierung kann das nicht bestreiten. Deshalb gibt sie sich skandalisiert. Je teurer das Heizen wird, umso weniger Leute geben Putin die Schuld.

Der Wahlausgang hängt davon ab, wie sich der Krieg entwickelt, ob die Energieversorgung reicht, wie hart und teuer der Winter wird, ob die Tripartite als Erfolg erscheint. Wie in der Corona-Seuche werden die Versprechen der Parteien auf eine Rückkehr zur „Normalität“ hinauslaufen. Eine Normalität mit Waffenstillstand, Erdgas und automatischem Index. ● Romain Hilgert



Hadrien Frédo

Die Regierung verspricht Zuschüsse „bis

weit in die Mittelschichten hinein“. Damit

diese sich wieder schuttsuchend um die

Machthaber scharen



1961 schrieb das Luxemburger Wort, mittlerweile werde „jedes Eckchen Wiese Camping genannt“

Abenteuer *light*

Stéphanie Majerus

In den 1950-Jahren wandelten Öslinger-Bauern sich zu Campingplatzbesitzern. Das Geschäft lohnt sich. Eine sozio-historische Annäherung

Das Pod, eine Holzhütte in Zeltform, ist umgeben von Tüten voller Kleider und Spielbälle. Im Innenbereich liegt ein Naan-Brot in einer Pfanne auf dem Herd, der über einem Mini-Kühlschrank installiert ist. Die Jugendlichen aus einem Heim und ihre Betreuerin räumen auf dem Campingplatz im Heiderscheidergrund ihre Unterkunft, ihr Urlaub nähert sich dem Ende. Auf der gegenüberliegenden Seite wischt eine Putzfrau durch ein Woodlodge; anders als die zeltförmigen Pods haben sie eine Dusche und ein Klo. „Beide Einrichtungen sind beliebt, weil sie ganz aus Holz sind“, erklärt der Campingplatzleiter Marc Bissen. An den Wänden hängen Bilder von Hirschen und Bären, sie sollen das Flair von nordischen Wäldern unterstreichen. Die komfortablen Glamping-Mietunterkünfte (eine Wortneuschöpfung aus glamourös und Camping) ziehen zugleich andere Kunden an: „Sie werden von jüngeren Paaren und Familien gebucht, die kein Interesse daran haben, ihre eigene Campingausstattung herbeizukarren“, erklärt der Campingplatzchef. Er trägt ein himmelblaues T-Shirt, auf dem das Camping-Logo abgebildet ist: ein gelbes Zelt neben einer Fischerin. In der Hauptsaison kostet eine Woche Urlaub in einem Woodlodge 693 Euro, für einen Zeltplatz zahlt man dagegen 34 Euro.

Das Campinggeschäft brummt. In der Europäischen Union führt Frankreich mit über 8 000 Camping-Standorten, in Deutschland gibt es 3 000 und in Luxemburg 78, die vor allem in den Ardennen und im Müllertal situiert sind. Jede vierte für Luxemburg gebuchte Übernachtung führt ins Ösling und 70 Prozent der Buchungen sind an Campingplätze im Norden adressiert. Geschäftsführer Bissen beklagt sich ebenfalls nicht: „Seit zehn Jahren sind wir jeden Sommer ausgebucht.“ An Augusttagen übernachten im Schnitt 350 Personen täglich am Sauerufer. Studien aus Deutschland belegen, dass diese Reiseform seit 2016 stark zunimmt, dieser Trend zieht sich durch alle Vermögensstufen und viele Besserverdiener auf Campingplätzen anzutreffen sind. Bei Luxembourg for Tourism liegen die Auswertungen für August dieses Jahr noch nicht vor; aber es zeichne sich ab, dass man von einem Rekordjahr sprechen könne.

Warum entscheidet man sich dafür, Campingplatzbetreiber zu werden? Viele treffen diese Entscheidung nicht, sondern sie wird an sie herangetragen: In den 1950-er Jahren trafen erste holländische Touristen bei Marcs Eltern auf dem Bauernhof ein und fragten, ob sie an der Sauer zelten dürften. Mit den Jahren wuchs die Ausstattung, Toiletten und Duschen wurden gebaut. In den 1960er-Jahren kamen immer mehr Caravans angerollt, in den 1970-ern zogen die ersten Dauermieter in ihren Chalets ein, und in den 1990-ern begann die Familie Bissen, erste Chalets zu vermieten. „An den Flussufern des Ösling sind nahezu alle Campingplätze so entstanden; für Bauern war das auch finanziell interessant“, erwähnt Marc Bissen. Der steigende Wohlstand und höhere Ansprüche färben auch auf Gelände ab: So bietet Bissens Camping-

platz ein eigenes Bistro und hat ein Indoor-Kinderspielplatz sowie einen Saunabereich eingerichtet. „Die Saunen werden vor allem von deutschen Touristen genutzt, die seit drei bis vier Jahren vermehrt in Luxemburg buchen.“ Zwischen den Zeilen lässt Marc Bissen vermutlich den Stereotyp der knausrigen Niederländer anklingen: „Die Flamen und die Deutschen sind angenehme Gäste, die trifft man abends eher im Bistrot.“ Um seinen Campingbetrieb in der Klassierung von vier Sterne auf fünf zu upgraden, müsste ein Swimmingpool in die Wiese gegraben werden. Das möchte Marc Bissen wegen der Energiekosten und aus Sicherheitsgründen aber nicht. Bisher hat in Luxemburg nur der Campingplatz Birkelt in Larochette den Fünf-Sterne-Status erworben.

In Klappstühlen hat es sich ein Rentnerpaar halb im Sitzen, halb im Liegen bequem gemacht. Woher sie kommen? „Aus Antwerpen. Dort wohnen wir im Winter in einem Apartment; im Sommer kommen wir seit zwölf Jahren in den Heiderscheidergrund. Weil wir pensioniert sind, bleiben wir für vier bis fünf Monate hintereinander. Hier ist es gemütlich“, antwortet der Mann auf Deutsch mit flämischem Akzent. Er zeigt auf seinen grauen Kurzhaarschnitt: „Einmal im Monat fahren wir nach Hause zum Haareschneiden und solche Sachen.“ Ihr Golden-Retriever kreist nun um die Klappstühle; mit ihm gehen sie täglich spazieren, vor allem aber würden sie mit Bekannten in der Sauer fischen. Neben anderen Zelten und Autos mit Allradantrieb liegen Mountain Bikes und Elektro-Fahrräder. „Die Besucher interessieren sich für Outdoor-Aktivitäten, Museumsbesuche in Luxemburg-Stadt erwähnen sie nahezu nie“, erläutert Mark Bissen. Der Outdoor-Trend wird derweil auch auf den sozialen Netzwerken befeuert, wo unter dem Hashtag #vanlife Bilder von Reisen im VW California oder in einem (selbstgebauten) Wohnmobil zirkulieren und die Sehnsucht nach dem Leben im Freien genährt wird.

Dass sich das angestaubte Image des Campings verflüchtigt hat und der Verkauf von Wohnmobilen boomt, bestätigt ebenfalls auch der Camping-Shop Beim Fiischen. Die Verkaufszahlen steigen seit Jahren kontinuierlich, mittlerweile seien die Profile der Kundschaft querbeet. Von Aussteiger-Motivationen berichten die Käufer jedoch selten; eher könne man von einem seminomadischen Lebensstil bei Rentnern sprechen, die für ein paar Monate im Winter nach Südeuropa fahren. Dort profitiert die Babyboomer-Generation von Winter-Sonderangeboten und sucht das Abenteuer light.

Die ersten öffentlichen Campingplätze entstanden in den USA und waren zunächst gerodete Lichtungen. Hier konnten sich die Camper umzingelt von Bäumen aufhalten; vielleicht hielten sie dabei das 1908 erschienene The Camper's Handbook von Thomas Holding in der Hand, der als Begründer des modernen Campens gehandelt wird. Ab 1915 wurde Campen immer beliebter, auch weil eine Gruppe aus bekannten Persönlichkeiten wie Henry Ford, Thomas Edison und John Burroughs mit viel Tamtam jeden Sommer gemeinsame Campingausflüge unternahm, begleitet von Vans und Haushaltspersonal.

In Deutschland entstand 1931 der erste Wohnwagen, gebaut von Arist Dethleffs. Allerdings nicht aus einer Reiselust heraus: Seine Frau Fridel Edelmann, eine Künstlerin, und er beschlossen, gemeinsam auf Dienstreise zu gehen und setzten deshalb ihre Vorstellung von einem

so genannten „Wohnauto“ um. Doch das Misstrauen gegenüber Campern blieb zunächst. Sie galten bis in die 1950er-Jahre als unzuverlässig, weshalb an sie in bayerischen Wirtshäusern kein Bier ausgeschenkt wurde, wie bei Kristina Sommer, Professorin für Tourismusmanagement, nachzulesen ist. Als ab Mitte der 1950er-Jahre VW Käfer massentauglich, ein entsprechender Wohnwagen gebaut sowie Autobahnen geplant wurden, kam der Camping-Tourismus in der Mitte der Gesellschaft an.

1961 schrieb das Luxemburger Wort, mittlerweile werde „jedes Eckchen Wiese Camping genannt“. Und schon damals wurde der Schritt hin zum Glamping vorbereitet: Der Autor wunderte sich über die Luftmatratzen, Schlafsäcke, Kocher und flüssiggasbetriebenen Miniaturkühlschränke, die die Reisenden in ihrem Personenkraftwagen mit ins Zeltlager brachten. Wer vor dem Krieg mit den Pfadfindern ins Lager gezogen war, sei zu Fuß oder mit dem Rad unterwegs gewesen und habe gewusst, dass eine Zeltplane und etwas Schnur genügten, um ein wetterfestes Zelt aufzubauen. Nun sei Camping „Allgemeingut“ und „die neueste Mode, um Ferien zu machen“.

Vier Jahre später berichtet das Wort, das „Camping de la Route du Vin“ aus Grevenmacher sei „bereits in der ganzen Welt bekannt“, neben den üblichen Besuchern aus Frankreich, den Niederlanden und England, hätten hier auch Japaner, Indonesier und Australier übernachtet. Weil sich die Gästezahl am Moselufer innerhalb eines Jahres mehr als verdoppelte, werde der Campingbetrieb unter anderem seine Warmwasserduschen ausbauen. Noch heute spielt der Campingplatz in Grevenmacher in der obersten Liga mit; der Gemeinderat hat ihm sogar ein nicht zu kleines Freiluftschwimmbad nebenan geklatscht.

Aber nicht alle Sparten des Camping-Business sind gefragt. In der mittleren Allee des Campingplatzes im Heiderscheidergrund parkt ein Luxemburger Auto neben einem Chalet; ein Mann pflegt gerade seine roten und violetten Lieschen. Er komme aus Oberkorn, dort wohnen er und seine Frau in einem Apartment im Ortskern. Seit 25 Jahren miete er einen Jahrestellplatz für seine Ferienhütte. Die Stellplätze in Heiderscheidergrund sind zwischen 100 und 150 Quadratmeter groß und kosten mittlerweile 1 200 Euro im Jahr. „Das Chalet nebenan wird verkauft, weil die Frau kürzlich gestorben ist. Früher hatten wir hier viel Gespräch in dieser Gasse, aber die Dauermieter werden immer älter und kommen seltener.“ Bis vor 15 Jahren kamen die Jahresmieter öfter auch im Winter; „deemols louch nach Schnéi, an do konnt ee la-anglafe goen.“ Junge Menschen ziehe dieses Lebensmodell weniger an. „Ausser meng Duechter ass wéi geckeg fir heihinzekomme mat den Enkelnen.“ Der Mann im giftgrünen T-Shirt lotst seinen Besuch zum Ferienchalet nebenan, das der Tochter gehöre. Sie verbringe hier all ihre Urlaubstage. Und was unternimmt er hier in der Region? Der auf dem Kopf nur noch spärlich Behaarte zeigt mit einer Hand, an der er einen Gartenhandschuh trägt, auf seine Terrasse: „Dat hei ass Aktivitéit genuch.“ Außerdem würden stets Renovierungsarbeiten am Holzbau anfallen. „Das ist das, was ich bereits als Kind kannte, und was mir gefällt. Wir sind nie weit gereist. Mol bis op d'belsch Plage, méi wäit net.“

Der Camping-Tourismus im Ösling folgt einem anderen Rhythmus als der Kulturtourismus im Süden des Landes. Während die Besucher für Kulturangebote nur zwei bis vier Tage bleiben, werden im Norden die Zelte häufig für Wochen aufgeschlagen. Beide Tourismusarten verbuchen in Luxemburg jeweils etwas mehr als ein Drittel der Ankünfte. Während im Norden vor allem Niederländer unterwegs sind, geben in der Hauptstadt Belgier und Deutsche ihr Geld aus. Luxembourg for Tourism hat deutsche Touristen als noch weiter auszuschöpfende Marktlücke identifiziert, deshalb investieren sie den größte Teil des Werbebudgets im Nachbarland, erläutert der Geschäftsstellenleiter Sebastian Reddeker. Das Tourismusministerium, geleitet von DP-Minister Lex Delles, versucht derweil das gepäcklose Etappenreisen attraktiv zu gestalten, indem es einen Gratis-Gepäcktransport über die Seite movewecarry.lu organisiert.

Im Heiderscheidergrund neigt sich die Saison dem Ende entgegen. Marc Bissen ist mit seinem Beruf zufrieden: „Ich steh morgens nicht im Stau und muss mich nicht in ein Sakko pressen. Zwar ist im August viel los, aber die Stimmung ist gut, die Kinder schließen schnell Freundschaften. Auch ich habe hier meine Kindheit verbracht und nebenher Holländisch gelernt.“ Als Geschäftsleiter kann er der nächsten Sommersaison entspannt entgegen schauen: Die ersten Kunden haben sich fürs nächste Jahr schon eingetragen. ●



Der Camping-Tourismus im Ösling folgt einem anderen Rhythmus als der Kulturtourismus im Süden des Landes



Einkaufen,
kochen,
putzen, repeat

Who cares?

Sarah Pepin

Das gesellschaftliche System basiert auf unbezahlter und ungesehener Arbeit, die meist von Frauen verrichtet wird. Die Situation ändert sich schleppend

Hört Gleichstellung, wie unser auf Produktivität basiertes System sie definiert, auf, wenn die Wehen anfangen? Das LISER hat kürzlich eine Studie veröffentlicht, die zeigt, dass Frauen eher ihren Pendeljob aufgeben, nachdem ein Kind geboren wurde. Ausgewertet wurden die Karrieren von 86 500 belgischen Einwohner/innen, die zwischen 2007 und 2017 ein erstes Kind in der *Province de Luxembourg* bekommen haben. Durch die Nähe am Großherzogtum sind Jobs jenseits der Grenzen finanziell interessanter, doch sie setzen längere Pendelzeiten voraus. Die Studie zeigt, dass Frauen nach der Geburt die besser bezahlten Jobs in Luxemburg eher ablehnen, um näher an ihrer Familie zu bleiben; dass sie eher, im Gegensatz zu Männern, und nicht gekoppelt an die Höhe ihres Einkommens, aus dem Pendel-Arbeitsmarkt aussteigen. Der Employment Gender Gap ist in der EU laut Eurostat in den letzten zwanzig Jahren von 18,8 Prozent auf 11,3 Prozent gefallen, der Gender Gap, wenn es um Pendeljobs geht, ist jedoch auf 25 Prozent gestiegen. Warum das so sein mag? Stichwort Care-work.

Care-Arbeit ist ein Begriff, den Feministinnen im Laufe der 90-er Jahre prägten, um bezahlte und unbezahlte Fürsorgearbeit sichtbar zu machen: Letztere umfasst Kinder- und Altenbetreuung sowie Haushalt. Sie bleibt auch heute zumeist ungesehen, wird nicht besonders wertgeschätzt und nach wie vor eher von Frauen geschultert. All das erklärt die Zahlen des LISER: Nach der Geburt eines Kindes steigt die familiäre Verantwortung drastisch, die Zeit wird knapp, es folgt für viele Mütter der Rückzug ins Private. Manch einer mag den Terminus „Arbeit“ vielleicht nicht in Zusammenhang mit Kinderbetreuung und Fürsorge lesen, doch diese zutiefst erfüllende Aufgabe bedeutet eben auch Anstrengung und Arbeit. Millionen von Menschen leisten sie, und sie macht die eigentliche Erwerbstätigkeit erst möglich. Beim Gender Care Gap in der EU landet Luxemburg immerhin auf nicht allzu schlechter sechster Stelle, was die tägliche Fürsorgearbeit angeht, Vorreiter ist Schweden. Im Durchschnitt verbringen hierzulande 41 Prozent der Frauen laut EIGE (European Gender Equality Index) täglich Zeit damit, sich um andere zu kümmern, bei den Männern sind es 36 Prozent. Bei der täglichen Koch- und Haushaltsbetätigung sind es 78 Prozent der Frauen und 39 Prozent der Männer. Auch deshalb gibt es seit geraumer Zeit den *Equal Care Day*, der sich an einer öffentlichen Aufwertung der Care-Arbeit versucht.

Wir erreichen Isabelle Schmoetten, Politikbeauftragte des CID Fraen an Gender, um 17 Uhr via Zoom. Sie hat ihr einjähriges Kind gerade ihrem

Die Hilfsorganisation Oxfam errechnete vor zwei Jahren in einem Bericht, dass Sorgearbeit, wäre sie bezahlt, jährlich weltweit dreimal so viel umsetzen würde wie der IT-Sektor.

Partner übergeben, bevor sie sich ins Homeoffice zurückgezogen hat. „Man muss es selber erlebt haben, um zu verstehen, dass die Vereinbarung zwischen Beruf und Familie eine Lüge ist“, sagt sie. Es fehle immer noch an politischer Kreativität, an einer Flexibilisierung der Arbeitswelt, von einem Ideal sei man weit entfernt. In ihrem Umfeld beobachte sie Unzufriedenheit bei vielen Frauen, die das Gefühl nicht loswerden, dass beide Lebensbereiche irgendwie leiden. Sie hätten ein schlechtes Gewissen, und wie fast alle Mütter das Pflichtgefühl der völligen – auch emotionalen – Zuständigkeit verinnerlicht. „Es ist sehr viel Arbeit, sich selbst und die Art und Weise wie man sich benimmt, zu hinterfragen. Ich kann auch gut verstehen, wenn man das gar nicht machen will“, erklärt sie.

In *Die Erschöpfung der Frauen* schreibt die Schweizer Autorin und Forscherin Franziska Schutzbach über die Entgrenzung von Elternschaft: „Die enge Bindung an Kinder, deren radikale Abhängigkeit, die damit verbundene Emotionalität und pausenlose Zuständigkeit bringen Frauen in eine fragile Position, besonders in einer Welt, die der Bedürftigkeit von

Menschen gegenüber strukturell rücksichtslos ist. Die Zuständigkeit für Kinder macht auf eine Weise vulnerabel, wie man sie von anderen Arten der Arbeit nicht kennt.“ Und, über den *Mental Load*: „Frauen haben ihre Antennen meist in alle möglichen Richtungen gerichtet. Sich die richtigen Geschenke überlegen, mit Erziehungstipps befassen oder Listen erstellen kann natürlich auch Freude bereiten. Das bedeutet aber nicht, dass diese Aktivitäten nicht anstrengend sind. Und: Dass einige Frauen *gerne* an Geburtstage denken, ändert nichts an der Tatsache, dass viele das Gefühl haben, dass es von ihnen erwartet wird. Diese Pflichtgefühle sind oft so tief verwurzelt, dass Frauen akute Schuldgefühle bekommen können, wenn sie jemanden vergessen. Auch der Umgang mit diesen Schuldgefühlen oder anderen Gefühlen, etwa sich Sorgen machen, gehören zur mentalen und emotionalen Arbeit, die Frauen leisten – zu Hause wie im Beruf. Frauen ist oft nicht bewusst, dass sie neben der körperlichen Hausarbeit auch andauernde mentale und emotionale Arbeit leisten. Und auch sonst fehlt in der Gesellschaft dieses Bewusstsein.“

Auch die italienische Professorin und Philosophin Silvia Federici befand schon in den 70-er Jahren, dass es die Produktion ist, die honoriert wird, nicht die Reproduktion. Die Sisyphus-Arbeit des Familienlebens, die stetige Wiederholung des Kochens, Sorgens, Putzens und Waschens, sie bringt nichts Haptisches hervor, *produziert* oberflächlich betrachtet nichts, das sich in Profit umwandeln ließe. Die Hilfsorganisation Oxfam errechnete vor zwei Jahren in einem Bericht, dass Sorgearbeit, wäre sie bezahlt, jährlich weltweit dreimal so viel umsetzen würde wie der IT-Sektor. Ein Ding der Unmöglichkeit. Sie nicht mehr zu leisten, ist genauso unmöglich. Die Meinungen über eine (natürlich utopische) Bezahlung für Care-Arbeit gehen auch bei Feministinnen auseinander: Die einen befürchten, dass eine solche „Herdprämie“ zu noch mehr Rückzug ins Private führen könnte; die anderen sprechen von mehr Verhandlungsmacht und Aufwertung für Care-Arbeit, die allen, auch Männern, behilflich wäre.

Auch professionelle, bezahlte Fürsorgearbeit wie jene in Pflege- und Altersheimen, Kindergärten und Putzfirmen ist oft prekär bezahlt und von Frauen geleistet. „Die Entwertung liegt auch daran, dass diese Berufe weiblich konnotiert sind“, sagt Michelle Cloos, Zentralsekretärin des OGBL. „Irgendwas Grundsätzliches stimmt nicht in unserer Gesellschaft. Wir müssen uns fragen: Wieviel ist uns welche Arbeit wert?“, fragt Isabelle Schmoetten. Käme es zu einer größeren Wertschätzung von Fürsorgeberufen, finanziell und in der Mentalität, wären sie wahrscheinlich weniger unterbesetzt.

Absurde Wohnpreise und steigende Inflation führen heutzutage zu einem ökonomischen Zwang, der für die Allermeisten zwei Einkommen pro Haushalt voraussetzt, eine völlig andere Situation als noch vor vier Jahrzehnten. Von einer „Wahl“ zu arbeiten – Isabelle Schmoetten nennt es ein grundfeministisches Prinzip – kann eigentlich kaum mehr die Rede sein. Die Rate der erwerbstätigen Frauen im Alter zwischen 25 und 49 Jahren hat sich in den letzten knapp vierzig Jahren fast verdoppelt: 1983 arbeiteten 42 Prozent dieser Frauen, 2021 waren es 82,8 Prozent. Gleichzeitig belegt die Rentenlücke derzeit noch den Spitzenplatz in der EU und lag 2019 bei rund 44 Prozent. Das liegt unter anderem an der Teilzeitbeschäftigung, sie betrug im Jahr 2020 für Frauen 31 Prozent, bei Männern gab es im ersten Pandemiejahr ein Rekordwert von knapp 7 Prozent Teilzeitarbeit. Hauptgrund ist laut Erhebungen des Stateg Care-Arbeit für die Familie. Das Rentensystem führt dazu, dass Frauen hier bisweilen trotzdem noch nicht so sehr von Altersarmut betroffen sind wie etwa im Nachbarland Deutschland.

Mehr paritätische Erwerbstätigkeit ist natürlich generell positiv zu bewerten, Geld zu verdienen und aktiv die Gesellschaft mitzugestalten, motiviert und bedeutet für eine Reihe Auserwählte auch mehr als Lohnarbeit. Das Gleichstellungsministerium und seine Ministerin Taina Boffering (LSAP) scheinen jedoch vor allem daran interessiert, alle Beteiligten in Vollzeitarbeit zu

sehen. Feminismus, ja gern, aber offenbar nur wenn er dem allgemeinen Produktivitätsdrang dienlich ist. Die zweite Gratis-Schicht zu Hause kommt für Frauen dann einfach obendrauf, *Mental Load* inklusive. Obwohl alle munter über Work-Life-Balance plaudern, scheint eine größere Arbeitsbelastung ebenso überall fühlbar. Der permanente Druck auf (im Idealfall) zwei Menschen, die Idee der Kernfamilie die des Öfteren alles ohne erweitertes Familiennetzwerk auf die Reihe bekommen muss, kann gesellschaftlich nur schiefgehen. „Zwei Vollzeitjobs kann nicht gesund sein – Betriebe tun sich immer noch schwer mit der Flexibilisierung, doch wir werden nicht drumherum kommen“, sagt Michelle Cloos.

Wie die Plattform JIF (Journée internationale des femmes) fordert das CID eine Arbeitszeitverkürzung bei vollem Lohnausgleich, damit Familien die Möglichkeit haben, selber mehr Care-Arbeit zu leisten, anstatt sie auf andere – meist weniger privilegierte Frauen, die sich diese Delegation gar nicht leisten könnten – auszulagern, und um die viel beschworene Work-Life-Balance zu ermöglichen. Dass beide Elternteile beruflich zurückschrauben, die Möglichkeit haben, etwas weniger zu arbeiten, scheint ein Weg aus der Problematik. Die gerechtere Verteilung von Care-Arbeit fängt in den Babyjahren an: Durch die Reform des Elternurlaubs 2016 nehmen immer mehr Männer von Anfang an aktiv am Familienleben teil; der Wandel ist da, es gibt ihn. Ein Sich-Kümmern und Da-sein in der Anfangszeit ist nicht nur von bindungstechnischer Bedeutung, sondern führt zu verstärkten Verantwortungs- und Kompetenzgefühlen des zweiten Elternteils. Ein Tag pro Woche, wenn das Kind den Kindergarten bereits besucht, mag besser als nichts sein, kann aber kaum als ebenbürtiger Elternurlaub gewertet werden. In diesem Zusammenhang fordert die JIF einen *congé de naissance* von drei Monaten für den zweiten Elternteil, um Zeit zu haben, sich als Familie zu finden – und als Unterstützung für die Mutter.

Ist die Generation, die noch vor der Familiengründung steht, abgeschreckt? Lou Reckinger, 25 Jahre alt und Finanzstudium-Absolventin, hat die VJF (Voix de jeunes femmes Luxembourg) gegründet. „Ich würde jedenfalls aufpassen, mit wem ich eine Familie gründe“, sagt sie am Telefon aus ihrer Schweizer Wahlheimat Zürich. Jemand, der die Verantwortung teilt und sich als gleichwertigen Teil der Familie sieht, nicht als Babysitter. Sie habe den Eindruck, ihre Generation spreche in Beziehungen früher über dieses Thema. „Es tut allen gut, wenn beide mehr Zeit in Care-Arbeit investieren können“, sagt sie, und es klingt so selbstverständlich. ●

Ferme les yeux

Pierre Surlut

Le réchauffement climatique alimente l'inflation, selon des études publiées par la Banque centrale. Mais le risque climatique en général est mal pris en compte par le secteur financier

Démarchage commercial Dans un email envoyé cette semaine à son public-cible, l'agence de promotion Luxembourg for Finance invite à son cinquième Sustainable Finance Forum, les 4 et 5 octobre. S'y exprimeront (en ligne) les huiles de la finance locale (la ministre Yuriko Backes, le régulateur Claude Marx, la patronne de la Bourse Julie Becker ou encore le chef de LFF Nicolas Mackel) et d'autres hommes et femmes actifs sur cette problématique au niveau international. L'invitation, et très probablement l'événement puisqu'il s'agit de présenter le Luxembourg comme The place to do business, élève les banques et les professionnels de la finance dans la position de sauver le monde. « Record breaking heatwaves across Europe are causing extreme droughts, as well as lengthening wild-fire seasons, and the effects of climate change are only growing. In this environment, financial services finds itself thrust into the spotlight, playing a critical role in financing the transition of our businesses and economies to ensure a more sustainable future », lit-on.

De la même manière qu'au plus fort de la pandémie, les banques sont présentées par leur ministre et leur lobby comme « une partie de la solution ». Et surtout pas comme le problème donc, en écho à la crise des subprimes qu'elles avaient nourrie et qui leur avait valu un déluge de réglementations. La mise en conformité a impliqué un certain coût et « la finance » se place maintenant assez aisément en bouc-émissaire des « megatrends ». Deloitte introduit ainsi sa brochure *Integrating climate-related and environmental risks into risk management frameworks* : « Sustainability has become a major area of attention in today's society and it has rapidly climbed to the very top of the political agenda in Europe. As a consequence, financial institutions face increasing pressure from regulatory bodies, investors, and the general public to have a central role in the transition to a greener world ». Les institutions financières ne seraient donc contraintes à une prise en compte du risque climatique que parce que la pression électorale aurait poussé les autorités politiques à agir contre le réchauffement. Comme les footballeurs cette semaine qui ont suscité une vive polémique en France pour avoir fustigé la problématique environnementale (interrogé sur un possible recours au train pour les déplacements de son équipe, l'entraîneur du Paris Saint Germain a dit qu'il envisageait plutôt le char à voile), les banquiers (ce *white paper* a été réalisé en février en collaboration avec l'ABBL, le lobby des banques) envisageraient l'intégration du réchauffement climatique dans les politiques publiques comme la résurgence d'une mesure populiste ? On n'ose le croire. En tout cas, le risque climatique ne s'impose manifestement pas de lui-même dans la gestion financière.

Conscientisation La Banque centrale (BCL) a publié la semaine passée une série d'analyses alertant sur le réchauffement climatique en tant que risque à considérer par le monde financier. Le pouvoir de l'institution monétaire nationale s'est dilué avec l'avènement de l'euro et le transfert du processus de décision à Francfort. La BCL conserve néanmoins son rôle dans la préparation de la décision de politiques économique et monétaire puisque son président Gaston Reinesch siège au conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. La BCL informe en outre sur l'état de l'économie luxembourgeoise ainsi que sur l'adaptation de son secteur financier aux enjeux contemporains. Avec ses deux douzaines

d'économistes (dont une moitié détient un doctorat), elle constitue l'un des principaux réservoirs de la pensée financière et monétaire du Grand-Duché.

Dans sa *Revue de stabilité financière 2022* publiée cette semaine, les services de Gaston Reinesch alertent d'abord sur l'exposition du système bancaire aux prix de l'immobilier luxembourgeois : le premier des risques. La prise en compte de ce dernier « est d'autant plus importante que les perspectives de resserrement rapide des conditions financières dans un contexte de reprise vigoureuse de l'inflation et d'un endettement élevé des ménages au Luxembourg se sont matérialisées depuis l'amorçage de la normalisation des politiques monétaires par les principales banques centrales », écrivent les auteurs de la revue. L'inflation figure parmi les principales inquiétudes formulées dans le document. Celui-ci porte avant tout sur l'année 2021, mais considère l'agression russe de février et les événements postérieurs : « Bien que les estimations laissent présager une robustesse assurée du secteur bancaire, il est important de tenir compte de l'incertitude reflétée par les intervalles de confiance ainsi que du type d'enchaînement que peut induire la guerre russo-ukrainienne et l'accélération de l'inflation dans un contexte de ralentissement de la croissance économique ». Cet agglomérat d'événements pèse sur la confiance des agents, ménages et entreprises, et « favorise la progression de l'incertitude et les scénarios macrofinanciers les plus défavorables. » Voilà qui refroidit les plus optimistes. D'autant plus que le rapport produit par la Banque centrale propose en annexe un ensemble de mesures du risque systémique pour mieux appréhender les effets de contagion lors d'événements extrêmes de marchés. « Les récentes crises financières et sanitaires ont illustré les liens entre les différents acteurs économiques ainsi que les canaux de propagation des chocs », lit-on. Et le réchauffement climatique ? La sécheresse de cet été en Europe occidentale ? Trop récent.

Exemples historiques Mais dans deux études parues la veille de la publication de la *Revue de stabilité financière*, un autre économiste de la BCL (dont les propos n'engagent que l'auteur, prévient d'emblée l'éditeur du boulevard Royal) établit le lien entre réchauffement climatique, inflation et politique monétaire, puis informe sur l'augmentation de la récurrence d'événements extrêmes à l'avenir. Dans *Introduction to weather extremes and monetary policy*, Pablo Garcia Sanchez étudie la manière par laquelle les banques centrales répondent du mieux qu'elles le peuvent aux catastrophes naturelles. « Des recherches récentes révèlent que les chocs climatiques peuvent également avoir un impact sur l'inflation », écrit l'économiste. Pour rappel, la maîtrise de l'inflation est l'une des principales missions (sinon la principale) de la Banque centrale européenne. Sa cible se situe autour de deux pour cent. Ce mercredi, le Statoc informe que l'inflation au Luxembourg se stabilise à 6,8 pour cent après avoir grimpé en flèche ces derniers mois à cause de l'explosion du prix du gaz (liée au conflit en Ukraine) et des ruptures sur les chaînes d'approvisionnement (liées à la crise du Covid-19). Ici, l'économiste de la BCL fait valoir que la combinaison du réchauffement climatique et d'une plus grande fréquence des catastrophes naturelles contraind les banquiers centraux à se préparer « à des épisodes d'incertitude accrue et à une plus grande volatilité des agrégats économiques ». Les catastrophes naturelles sont certaines. Restent inconnus l'en-

La prise en compte du climat n'est plus un argument commercial, mais un impératif réglementaire. Du bon sens ? N'y pensons pas

droit où elles frapperont, les dommages qu'elles causeront et la date à laquelle elles interviendront. Selon les statistiques utilisées dans l'étude, 25 millions d'Européens sont exposés en moyenne chaque année à des événements climatiques extrêmes. Le chiffre atteindra 240 millions en 2070 et 350 en 2100. « By the end of this century, two-thirds of Europeans could experience extreme weather events every year », prévient l'auteur. Ce dernier recense trois épisodes historiques au cours desquels les catastrophes climatiques ont provoqué des dommages économiques (puis politiques, voire civilisationnels) majeurs. Le plus spectaculaire est la chute de l'Empire Romain au V^e siècle. Au III^e siècle, le climat serait devenu plus froid, plus sec et plus imprévisible, entraînant des sécheresses récurrentes et, souvent, de mauvaises récoltes. « It damaged the Empire's resilience to various threats including pandemics, political turmoil, or economic instability. It also brought the Empire into contact with a new force - the Huns. » Ce peuple avait quitté l'Asie après quarante ans de sécheresse. Les guerres consécutives ont fait le reste. L'Empire romain s'est étiolé comme peau de chagrin.

Les autorités politiques ont historiquement tenté de juguler, avec plus ou moins de succès, les aléas climatiques extrêmes. Dans l'histoire moderne, des étés très chauds ont déjà provoqué des hausses de prix, notamment dans l'alimentaire. Des événements ponctuels ne justifient pas nécessairement une action des émetteurs de monnaie pour contrôler le niveau général des prix. Mais, ajoutée aux tendances macroéconomiques et aux événements géopolitiques majeurs, la récurrence de vagues de chaleur, de tempêtes, d'inondations ou de sécheresse « pourrait brouiller les perspectives d'inflation à moyen terme et de cette manière dévoyer l'action des banques centrales », écrit le chercheur de la BCL. Il cite Benoît Coeuré en 2018, alors membre du conseil exécutif de la BCE : « Climate change will cause the signal-to-noise ratio to deteriorate and thereby increase the risk that central banks take action when in fact they shouldn't, or vice versa ». Enfin, Pablo Garcia Sanchez explique que les dommages causés par les événements climatiques extrêmes endommageront le canal de transmission des politiques monétaires : Comment contre la baisse d'activité (généralement en baissant les taux d'intérêt) tout en stabilisant l'inflation (en relevant les taux) ? interroge l'économiste. (Toute ressemblance avec une situation existante serait purement fortuite.) Hier la BCE a augmenté ses taux dans une proportion inédite (de 0,75 pour cent).

Guess what ? Dans une deuxième publication intitulée « On Climate tail risks », le même auteur développe un modèle démontrant

qu'une plus grande fréquence des événements naturels dévastateurs augmente la valeur sociale des ressources naturelles et donc devrait pousser les autorités à ménager ces dernières. L'auteur n'y fait pas mention mais le *Cygne noir* (*Black Swan*) de Nassim Taleb refait surface. Le statisticien libano-américain avait théorisé l'aveuglement des gens à la possibilité d'événements, violents, rares et durs à prédire, des anomalies statistiques qui sont hors des attentes normales... ces quelques occurrences qui forment la queue (*tail*) de la courbe en cloche gaussienne et qu'on sous-estime. Nasim Taleb l'explique justement par des biais cognitifs. Il est aussi question d'intérêts divergents. En juillet 2007 et alors que la bulle des subprimes menaçait d'exploser, le patron de Citigroup avait dit « as long as the music is playing, you've got to get up and dance » pour justifier la poursuite des investissements de la banque dans ce produit hautement toxique (la dette immobilière de ménages insolubles rassemblée dans des titres financiers).

Dans sa *Revue de stabilité financière 2021*, la BCL avait prévenu du risque climatique et des impacts potentiels « qu'occasionneraient sur la stabilité financière une période de transition rapide ou brusque vers une économie 'moins-carbonée' », notamment une explosion de défauts de paiements sur des prêts accordés à des projets, soudainement rendus obsolètes par de nouvelles réglementations environnementales (*d'Land*, 1.10.2021). La Commission de surveillance du secteur financier avait aussi tiré le signal d'alarme dans sa *Thematic review on Issuer's Climate & Environmental related disclosures 2020* : « An unexpected observation is that issuers generally do not disclose how climate-related matters can negatively affect them as it seems that it is difficult for them to see how they harm the environment ». Dans la dernière édition de ladite publication annuelle (2021 donc), les 36 émetteurs de valeurs financières ne convainquent pas d'ailleurs le régulateur : « Regarding climate information, there is no significant change as compared to our last year examination with too many issuers still obscuring the topic, while other struggling to provide a comprehensive information covering all aspects that recommendations from TCFD (Task force on climate-related financial disclosures) would require ». Pour l'heure, les opérateurs financiers se bornent à la publication des engagements environnementaux que la loi impose, dans une logique *boilerplating* voire de *greenwashing*.

La CSSF se rassure. La Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) votée le 21 avril 2021 sera plus contraignante et touchera plus d'entreprises financières. Le régulateur financier a également publié en juin 2021 une circulaire (21/773) à destination des banques pour qu'elles intègrent dûment le risque climatique à leur Risk management. Dans le rapport d'activité 2021 de la CSSF paru ce jeudi, son directeur Claude Wampach s'attarde longuement sur l'enjeu : « Nous attendons des banques qu'elles continuent à affiner leurs mesures d'exposition aux risques climatiques ». Les secteurs à fortes émissions de carbone, dont la construction, représentent près de 70 pour cent du portefeuille de prêts bancaires fin 2021, selon Claude Wampach. La prise en compte du climat n'est donc plus un argument commercial, mais un impératif réglementaire. Il ne fallait manifestement pas compter sur le bon sens. ●



La tornade de Pétange en août 2019, les inondations en juillet 2021, la sécheresse à l'été 2022



Steen Beuwer

Vous avez dit « effondrement démographique » ?

Georges Canto

La population mondiale a doublé en moins de cinquante ans. Sa diminution annoncée pose des problèmes. Mise en perspective des enjeux démographiques contemporains

Contrairement aux phénomènes économiques et sociaux qui peuvent connaître des variations brutales dans un délai assez court (on le voit bien aujourd’hui avec l’envolée de l’inflation), les évolutions démographiques obéissent à des tendances longues et modérées, ce qui facilite d’ailleurs les prévisions en ce domaine. D’où la surprise suscitée par la révélation par plusieurs médias, le 22 août, de l’existence d’un document de la banque HSBC prévoyant l’effondrement de la population mondiale d’ici la fin du siècle : elle passerait de huit milliards d’êtres humains en 2022 à quatre milliards en 2100, la chute intervenant en réalité à partir de 2050 environ. Problème : dans ce court rapport de six pages intitulé « How soon will the world’s population be shrinking ? », on ne trouve aucune mention de ce chiffre de quatre milliards, qui ramènerait la population mondiale à son niveau de 1974. Le document s’en prend en revanche aux prévisions publiées peu de temps auparavant par l’Onu sous le titre « World Population Prospects 2022, Summary of Results ».

Selon son scénario central, l’Onu estime que la population mondiale devrait atteindre les huit milliards d’individus à l’automne 2022 et continuer à augmenter jusqu’en 2086 pour atteindre alors un pic de 10,43 milliards et commencer ensuite à se stabiliser puis à décliner. En cause, la baisse de la fécondité moyenne : en 2021, elle était de 2,3 enfants par femme dans la période de leur vie où elles sont en âge de procréer, soit la moitié de la « fertilité » constatée dans les années 1950. Pour l’Onu, elle devrait encore baisser d’ici à 2050 pour atteindre 2,1, soit le taux qui permet de stabiliser la population, mais il faudrait encore attendre deux ou trois décennies avant que la population ne diminue. La baisse de la fécondité continuerait bien sûr au-delà de 2050 de sorte qu’à la fin du siècle, le nombre d’enfants par femme serait d’environ 1,85 dans le monde selon les estimations les plus récentes.

Dans leur note publiée le 12 juillet, les trois économistes de HSBC Global Research, James Pomeroy, Herald van der Linde et Prerna Garg jugent ce « scénario moyen » trop optimiste et se rallient à l’hypothèse basse de l’Onu selon laquelle la baisse de la fécondité sera plus rapide et plus importante avec un pic de population mondiale de 8,94 milliards d’habitants atteint vers 2053, soit environ trente ans plus tôt que selon le scénario central. À la fin du siècle, la planète n’abriterait plus que 7,3 milliards d’habitants, soit moins qu’aujourd’hui. L’écart serait de quelque trois milliards avec la prévision du scénario central et de sept milliards avec l’hypothèse haute.

Ces auteurs se situent dans la droite ligne d’un ouvrage au titre révélateur « Empty Planet : the shock of global population decline » paru en 2019. Dans un grand nombre de pays développés, notamment en Europe, la baisse de la fécon-

Pour de nombreux démographes les prévisions médiatisées de HSBC, qui sont en fait celles de l’Onu et d’autres d’organismes dans leur « version basse », ne sont pas réalistes

dité est ancienne et se traduit déjà par une diminution de la population, du fait de l’excédent des décès sur les naissances. (d’Land, 26.08.2022). Chez eux la tendance est confirmée, avec de nouveaux facteurs à l’œuvre comme la hausse des prix de l’immobilier qui est défavorable aux familles nombreuses. En revanche le phénomène toucherait, plus rapidement qu’on ne l’imaginait, les pays émergents et en développement, pour plusieurs raisons. L’intégration des femmes dans le marché de l’emploi retarde l’âge auquel elles ont leur premier enfant et diminue le nombre total d’enfants qu’elles vont mettre au monde. Le développement de l’éducation et le meilleur accès aux soins et aux pratiques contraceptives jouent également un rôle dans le fait que les familles font moins d’enfants, souligne l’étude de HSBC. Des événements ponctuels mais graves comme la pandémie survenue en 2020 ne peuvent qu’accentuer la tendance à la baisse du nombre de naissances.

Tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. La situation va continuer à se dégrader en Europe : « Au rythme où vont les choses, la population y aura diminué de moitié avant 2070, le continent risquant de perdre 400 millions d’habitants d’ici à 2100 ». L’Allemagne perdrait treize millions d’habitants passant de 83,3 millions en 2020 à 70,3 millions en 2100. Selon James Pomeroy, les politiques visant à remonter le taux de fécondité en Europe ont été des échecs, ne parvenant au mieux qu’à enrayer sa baisse et cela dans un nombre limité de pays. À Hong Kong, à Singapour, en Corée du Sud et à Taïwan, l’actuel taux de fécondité permet de prédire une division par deux de leur population d’ici à la fin du siècle. La Chine verrait la

sienne reculer à 1,17 milliard en 2050 (contre 1,4 milliard en 2020).

En revanche dans d’autres pays d’Asie et en Afrique subsaharienne, le niveau de la fécondité, bien qu’en recul, permet une poursuite de la croissance de la population. Ainsi en prolongeant la tendance actuelle, la population indienne (la plus nombreuse du monde dès 2023) grimperait à 1,54 milliard d’habitants en 2050 et dépasserait largement celle de la Chine. Celle de l’Afrique doublerait d’ici 2050 et avec 2,8 milliards d’habitants ce continent pèserait alors plus de trente pour cent du total mondial. Pour de nombreux démographes les prévisions des auteurs du document HSBC, qui sont en fait celles de l’Onu et d’autres d’organismes dans leur « version basse », ne sont pas réalistes.

En supposant qu’un maximum d’environ neuf milliards d’êtres humains soit atteint en 2053 (hypothèse basse de l’Onu) et que la population mondiale tombe à 7,3 milliards à la fin du siècle, cela signifierait une diminution de 1,7 milliard en quelque cinquante ans, soit 34 millions de personnes en moins par an en moyenne !

On serait sur un taux de décroissance moyen de 0,42 pour cent par an sur un demi-siècle, ce qui en supposant un taux de mortalité stable, impliquerait une baisse drastique de la natalité,

dont le taux serait divisé par cinq par rapport à son niveau actuel. Rappelons qu’aujourd’hui avec un taux de mortalité de 7,7 pour mille (0,77 pour cent), en baisse constante depuis plusieurs décennies, et un taux de natalité de 17,7 pour mille (1,77 pour cent), la population du globe augmente de un pour cent par an. Il s’agirait donc d’un bouleversement total de la dynamique démographique.

Ces chiffres ont naturellement fait le miel des néo-malthusiens, qui n’en demandaient pas tant. Il existe de longue date un courant d’idées qui estime que la Terre est trop peuplée. En Europe il a été notamment représenté par l’écrivain britannique Aldous Huxley et par le célèbre Commandant Cousteau. Aux États-Unis, le biologiste Paul R. Ehrlich, aujourd’hui âgé de 90 ans, publia en 1968 un ouvrage à succès intitulé « The Population Bomb » avant de fonder l’année suivante l’association Zero Population Growth. Aujourd’hui des associations comme Démographie Responsable (à Lyon en France) défendent toujours la nécessité d’un déclin démographique contrôlé qui réduirait la pression sur les ressources de la planète en eau, en produits agricoles et alimentaires, en métaux, et irait dans le sens d’un meilleur équilibre climatique.

Les partisans de la diminution de la population du globe s’étaient déjà réjouis des « prévisions

centrales » de l’Onu, revues à la baisse depuis l’édition précédente des *World Population Prospects* en 2019. À ce moment, il était prévu un pic à 10,87 milliards d’habitants en 2100. Il a été avancé de quatorze ans, avec un niveau légèrement inférieur. L’étude HSBC, qui apporte de l’eau au moulin de l’hypothèse basse en le fixant vers 2050, avec quelque deux milliards d’habitants en moins, ne peut que les combler d’aise. Mais c’est loin d’être l’opinion majoritaire. Les pays qui voient leur population diminuer souffrent de pénuries de main d’œuvre et voient leur marché intérieur se contracter. La baisse de la population s’accompagne de son vieillissement : en 2050 pour la première fois dans l’histoire de l’humanité il y aura davantage de personnes âgées de plus de 65 ans que de jeunes de moins de quinze ans. Le financement des retraites sera compromis. Dans les pays développés qui sont déjà dans cette situation on observe que les populations deviennent plus conservatrices, plus frileuses et surtout moins innovantes. Le recours à l’immigration leur pose d’importants problèmes politiques et sociaux. La situation est inédite et montre que, après avoir dû pendant plusieurs décennies faire face au défi de l’augmentation de la population (qui au niveau mondial a doublé en moins de cinquante ans) il faudra désormais affronter celui de sa diminution et des problèmes nouveaux qui l’accompagnent. ●



Creative Commons

Les annonces de déclin démographique font le miel des partisans des idées de Thomas Malthus, économiste contemporain de la Révolution industrielle qui a prévenu des dangers de la surpopulation

Planète vide

C’est en 2019 que les canadiens Darrell Bricker et John Ibbitson ont publié leur livre *Empty Planet The Shock of Global Population Decline*. Constatant que la population diminue déjà dans de très nombreux pays, comme le Japon, l’Italie et une grande partie de l’Europe de l’Est, ils observent que le taux de fécondité est devenu inférieur au seuil de renouvellement dans plusieurs grands pays émergents comme la Chine ou le Brésil, une évolution identique étant attendue parmi les pays en développement en Afrique et en Asie. Selon eux au rythme actuel de la baisse de la natalité, la population mondiale pourrait atteindre son pic aux alentours de neuf milliards d’êtres humains au milieu du 21^e siècle, pour ensuite décroître. Cette estimation est très proche de

l’hypothèse basse de l’Onu et de celle défendue dans le rapport HSBC.

Pour Bricker et Ibbitson, si le recul touche davantage de pays, y compris parmi les moins avancés, le déclin démographique ne pourra plus être compensé, comme c’est le cas aujourd’hui dans certains pays, par le recours à l’immigration. Selon eux les flux migratoires diminueront. C’est probablement le point faible de leur analyse. En effet tout indique que la population de la plupart des pays pauvres continuera à augmenter au moins jusqu’à 2050 ou ne diminuera pas de manière significative. Il y a donc toujours, notamment en Afrique, une masse importante de migrants potentiels prêts à se diriger vers les pays développés ou émergents en manque de main-d’œuvre. gc

ZU GAST

Recht op Gléck

Verschiedener dreeme Joren a Joerzéngte vum grouss Familljegléck. Ech hunn déi grouss Chance, dass ech meng kleng Famill hunn an dat mécht mech wierklech glécklech. Mee ech weess och, dass et vill Fraen dobausse gëtt, déi een aner Häerzenswonsch hunn – ee vun enger Zukunft ouni Kanner.

Dee Moment sinn se awer oft mat Virurteeler konfrontéiert. „Firwat wëlls du dann net?“, „Waart, wann s de bis de Richtege kenne geléiert hues, dann...“

Dobäi sinn sech vill Frae scho ganz fréi bewosst, dass se ni Kanner wëllen. Fir si ass d'Angscht, ongewollt schwanger ze ginn, wa si sexuell aktiv sinn, omnipresent – schlisslech bitt kee Verhütungsmittel honnertprozentge Schutz. An dat ass eng konstant mental Belaaschtung fir dës Fraen.

Ee Wee, fir dësér Angscht een Enn ze setzen, ass eng Sterilisatioun. Mee fir esou e medezineschen Agrëff, muss een déif an d'Täsch gräifen, well d'CNS d'Käschten, déi bei ronn 5 000 Euro leien, net iwwerhëlt. An eventuell muss ee virdrun och nach eng psychiatresch Analyse maache loossen, falls dës gefrot gëtt. Dat ass net nëmme mental belasschtend, mee suergt och fir eng sozial Diskriminatioun, well Frae mat engem méi klengen Akommes sech esou eng Operatioun net leeschte kënnen.

Virun allem jonk Frae stousse beim Thema Sterilisatioun op grouss Hürden. Et gi kaum Medezinner/innen, déi eng Sterilisatioun bei hinne wëllen duerchféieren. Et kritt ee gesot et soll een nach waarden, villäicht wëllt ee jo awer nach eng Kéier Kanner. Et gëtt gefaart, dass een säi Choix iergendwann beréit. Souguer wann d'Patientin e favorabele psychiatreschen Avis virleeë kann, gëtt et keng Garantie, dass den Agrëff wäert gemaach ginn. Dobäi kéint den Dokter oder d'Doktesch jo froen, ob een Eezelle wëllt afréieren, fir d'Dier opzeloossen, fir en eventuellen zukünftege Kannerwonsch. Mee et schéngt eng ongeschriwwé Reegel ze ginn, déi seet, dass een iwwer 35 Joer al muss sinn an am Beschte scho Kanner soll hunn, fir kënnen eng Sterilisatioun ze kréien.

Och jonk Männer hunn et hei net ëmmer einfach, mee well d'Chancen, fir eng Vasektomie réckgängeg ze maachen, besser

sinn, an de soziale Stigma vum Kannerwonsch bei Männer manner matspillt, sinn hier Chance méi héich, een ze fannen, deen hinne hëlleft.

Well et zu Lëtzebuerg fir jonk Frae ganz schwéier ass, een ze fannen, deen hirem Wonsch vun enger Sterilisatioun nokënnt, begi vill Fraen sech a medezinesch Behandlung an eise Grenzgebidder. Dat ass een Aarmutsbekenntnis fir eist Land, wat sech chancegläich a modern wëll ginn.

D'Mandy Arendt ass Präsidiumsmitglied bei de Piraten a Gemeindeconseillère zu Colmar-Bierg

D'Ministère Paulette Lenert a Claude Haagen hu viru kuerzem d'Méiglechkeet op den Dësch bruecht, dass d'Sterilisatioun soll vun der CNS iwwerholl ginn. Och wann dat ee gudde Schrëtt ass, fir sozial Diskriminatioun ze verhënneren, wat bréngt engem de Remboursement vun der CNS, wa sech kee fanne léisst, deen engem säi Wonsch gewäert? All d'Geschlechter sollen de Choix kënnen hunn, ob se Kanner wëllen oder eben net.

Zum Schluss nach eng perséinlech Anekdot: Eng Bekannten huet jorelaang Dokteren hei am Land ofgeklappert, bis se an Däitschland endlech ee fonnt huet, deen erkannt huet, dass d'Iddi vun engem Liewen ouni Kanner keng „Phase“ wier, mee een Häerzenswonsch. Nodeems d'Sterilisatioun gemaach war, sot hat, dass him ni bewosst war, wéi grouss dee Steen eigentlech war, deen ëm dunn vum Häerz gefall ass. Nach zwee Méint duerno hat et Tréinen an den Ae vu Gléck, wann et dovü geschwat huet, a kéint haut net méi glécklech iwwert seng Decisioun sinn. A genau dat wënschen ech mir fir all Fra, déi keng Kanner wëll – ee Recht op Gléck. ● Mandy Arendt

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Pressebriefing

Jacques Drescher

Et gëtt en haarde Wanter, Mee net fir jiddereen. Déi Kleng, déi musse spueren; Déi Déck sti net am Reen.

„Mir hunn de fräie Marché, Dee war eng helleg Kou! De Gas gëtt vill méi deier, An d'Dréchent koum derzou.“

D'Kris ass net hire Feeler; Et ass dach just d'Natur. Do laachen d'Krichsgewënner; Déi gi jo net geschuer.

De Premier muss bal kräischen; E weess, 't ass de Moment. Den Turmes huet beim Bretzen D'gréng Transitioun verpennt.

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Farah Diba und Winnetou

Michèle Thomar

Ende der Fünfziger trugen die Damen, die durch die *Groussgaass* promenierten, einen strammen wohlgeformten Turm auf ihrem Kopf. Er verlieh ihren diversen Antlitzen etwas Majestätisches. Kein Wunder, war er doch dem Haarkonstrukt nachempfunden, das die Gemahlin des Schahs von Persien auf ihrem Schädel balancierte. Diese Gemahlin, die dem Schah endlich die ersehnten Kinder schenkte, nachdem er die diesbezüglich inkompetente Soraya verstoßen hatte. Deren Bild in *Frau im Spiegel*, *Frau mit Herz*, auf den Titelseiten von *Quick* und *Bunte* prangte, eine Ikone, hätte man später gesagt. Mit ihren immer feucht wirkenden Rehaugen, den warmherzigen Lippen, der gutmütigen Nase und diesem Ausdruck, als sei sie von einer immerwährenden Liebe befallen.

Aber, dämmert es mir sechzig Jahre später, diese durch ganz Europa wandelnden Türme waren doch gar nicht auf dem Mist unserer Mütter, Groß- und Urgroßmütter gewachsen? Huchschluck! Sie hatten sie sich kulturell angeeignet... sie hatten kulturelle Aneignung begangen! Aber dann schon die Erkenntnis und damit – Uff! – die posthume Entlastung der unzähligen Farah Dibas: Die Schahbanu gehörte keiner unterdrückten Minderheit an und sie war wahrscheinlich nicht mal eine, außer höchstens, grübel, von ihrem royalen Gespons. Aber dafür leuchtete sie doch zu sehr? Also war die Turmepidemie, die Hausfrauen und Sekretärinnen und Damen von Geld demokratisch heimsuchte, auch nicht verwerflich. Und übrigens, welcher Kultur entstammte der Turm eigentlich? Für den Ayatollah auf keinen Fall der richtigen.

Ist das kompliziert. Wer hat das Patent wofür? Zum Beispiel für auf den Schädeln von Bleichgesichtern gezüchtete Zöpfe? Die haben diese weder rechtmäßig erworben noch legitim geerbt. Durch Schweiß, Blut und Tränen. Durch Unterdrückung. Es kann nicht irgendeine sein. Nicht weil die Mami zu lange gestillt hat oder die Partnerin toxisch ist. Hautfarbe gilt, sie ist das Unterscheidungsmerkmal.

Der Anschlag auf Winnetou hat den alten bleichen Männern einen Schlag ins Herz versetzt, Herzblut fließt. Lasst die Finger von unserm Winnetou! Die letzten Mohikaner rüsten auf zum letzten Gefecht. Mit Argumenten hochgerüstete Philosophen und von ahnungslosen jungen Kolleg/innen sich unterdrückt fühlende Journalisten ergreifen das Kriegsbeil gegen woke Weicheier/innen. Politiker werfen sich in die Mannesbrust, bekennen sich zum Weinen des Mannes. Strache und Söder outen sich, es ist par-

teiiübergreifend, Sigmar Gabriel und Claudia Roth (Mädchenquote, endlich!) vergossen einst bittere Tränen, als Winnetou sich in die Ewigen Jagdgründe zurückzog. Gabriel verdonnert die Nachkommen nun gar zum familiären Winnetou-Schauen.

Der sei in Wirklichkeit ein Preuße, lese ich in einem deutschen Medium. Sowohl die Besessenheit als auch jetzt der Bann scheinen ein deutsches Syndrom zu sein. In Tschechien startet gerade ein Film mit einem Öko-Krieger-Winnetou, der ausschaut, als seien Böhmisches Knödel mit Schweinebraten seine Leib-

Old Shatterhand und Winnetou (sitzend). Illustration von A. Hrdlicka zu Karl Mays Erzählung Mutterliebe (1898)



CHRONIQUES DE L'URGENCE

La dernière chance des forêts

Jean Lasar

Brûler du bois sous forme de pellets pour se chauffer a été promu par l'Union européenne comme une alternative au mazout, au charbon ou au gaz. Partant du postulat (erroné) que le bois constitue par définition une énergie renouvelable et que cette pratique relève de l'action climatique, l'UE a commencé à subventionner cette filière il y a une dizaine d'années.

Des biotopes de haute valeur, qui sont aussi des puits de carbone et des refuges de fraîcheur en cas de canicule, sont sacrifiés sur l'autel d'une obscure logique de rentabilité

On savait déjà que dans certains cas ces subventions avaient eu pour conséquence que des forêts précieuses étaient dévastées dans les Appalaches (et ailleurs dans le monde) pour fournir en agglomérats des chaudières de ce côté de l'Atlantique. Mais en Europe aussi, ce dispositif débouche sur des pratiques de déforestation insensées. Au point que le bois représente aujourd'hui une source d'énergie plus importante que l'éolien et le solaire dans l'UE, alors qu'il présente un bilan déplorable en termes d'émissions et de biodiversité.

Des reporters du *New York Times* ont suivi pas à pas une filière qui s'est mise en place à partir de forêts natives du nord de la Roumanie qui desservent les marchés de pellets d'une dizaine de pays européens. Des forêts roumaines, qui représentent les deux-tiers des surfaces boisées vierges de l'UE, font l'objet de coupes rases. Le bois est moulu et les poussières résultantes sont collées pour former les billes que des vis sans fin amènent, après qu'elles ont été acheminées et vendues en Italie, en Grèce, en Autriche ou en Allemagne, vers des brûleurs de chaudières. Le quotidien a publié des photos aériennes saisissantes du parc national des gorges du Bicaz et des monts Hasmas, dans les Carpathes orientales, qui documentent comment des versants

speise. Und die Angehörigen der First Nation haben sowieso andere Probleme, komischkomisch, von unserm Wildwesthelden haben die meisten nie gehört.

Als würde dieses Problem nicht sowieso aussterben. Wer liest Karl May noch? Außer Doktoranden mit Schwerpunkt Rezeption des Edlen Wilden? Hab schon seit Dekaden keine Karl-May-Leseratten mehr gesehen und anders als meine Brüder und mein Vater desertierte ich alsbaldigst. Zu meinen Zwölf Makkabäern, Fünf Freunden, zu Nesthäkchen. Der zweite Versuch vor wenigen Jahren nach einer Karl-May-Erbschaft scheiterte ebenfalls. Der feuchte Schwiegermuttertraum, der schöne, gute Pierre und die schöne, gute Marie am Silbernen See bezirzten aber auch mich. Ich mutierte zur Schulhof-Nscho-tschi-Fanin.

Psychologen erklären den waidwunden Aufbruch germanischen reifen Mannestums als eine Reaktion auf einen Angriff auf die eigene Kindheit. Die sitzt bekanntlich tief.

Wie nenne ich jetzt den so unwürdig geheißenen Stausee? Native-American-See? Er war immer mein Indianer/innensee. Mein Lieblingskindheitsindianer war der würdige Hakennasige mit dem majestätischen Federschmuck auf einer vermutlich längst ausgestorbenen Zigarrenschachtel. Er schaute aus wie mein Vater. ●

Image de l’islam et islam des images

Laurent Mignon

Des stéréotypes de l’Islam dans la culture populaire à l’instrumentalisation politique, une lecture critique

« El-watan batikh », c’est-à-dire, « la patrie est une pastèque ». Il s’agit là d’un des graffitis que l’on pouvait lire sur les murs en ruines d’un camp de réfugiés à la frontière syro-libanaise dans un épisode de la cinquième saison de la série d’espionnage américaine *Homeland*. Cela remonte à quelques années, en 2015, alors que Daesh, l’État islamique en Irak et au Levant, contrôlait encore de larges territoires en Irak et en Syrie. Un collectif d’artistes arabes engagé par la chaîne *Showtime* pour réaliser des décors réalistes avant le tournage avait saisi l’occasion qui leur était offerte pour dénoncer le racisme et l’islamophobie inhérents à la série en décorant les murs du camp avec des slogans parfois loufoques. « Homeland » se traduit par « watan » en arabe. « Batikh » – pastèque – peut être traduit dans certains contextes par « balivernes ». En d’autres termes : « Homeland, c’est n’importe quoi. » Il s’agissait donc d’un acte de guérilla artistique ayant pour but de révéler l’ignorance et le peu d’intérêt des producteurs de la série pour le monde qu’ils voulaient représenter à l’écran. Comme l’une des artistes, Heba Amin, l’expliquerait plus tard : « Nous avons découvert que personne ne faisait attention à ce qu’on écrivait. [...] À leurs yeux, les graffitis étaient de simples détails visuels accompagnant leur vision fantaisiste du Moyen-Orient. »

La représentation du monde arabo-musulman dans la fiction d’espionnage contemporaine est assez symptomatique des peurs d’un Occident qui ne sait toujours pas comment faire face à ce qu’il perçoit comme étant différent, et de ce fait menaçant. Alors qu’en fait cette différence fait fondamentalement partie de lui-même. Des séries comme *Homeland* ou le plus subtil *Bureau des légendes* obtiennent de larges parts d’audience. Ainsi, l’image de l’islam et du monde arabe qu’elles projettent imprègne aussi d’autres formes de fiction qui ont un impact plus modeste, mais une influence tout de même considérable, du moins dans le monde francophone, comme la bande dessinée. La récente parution du premier tome de la série *Au nom de la république* avec pour titre « Mission Bosphore » (scénario de Jean-Claude Bartoll, dessins de Gabriel Guzman et couleurs de Silvia Fabris) aux éditions Soleil représente un cas d’épée. La série retrace les faits d’armes d’une unité secrète de la Direction générale de la sûreté extérieure qui poursuit les ennemis de la France, souvent musulmans, et les élimine discrètement. Comme nous l’apprenons de la bouche du Pacha, la tête pensante qui conçut cette cellule secrète nommée Gamma, « Sarkozy, Hollande, Macron... tous ont voulu faire comme Obama avec ses drones tirés sur les zones tribales pakistanaïses. Et c’est ce qu’il faut faire. Éliminer chirurgicalement nos ennemis loin des caméras, voilà la seule solution. »

Le titre « Mission Bosphore » et le texte de présentation qui évoque une mission en Turquie sont toutefois trompeurs. À part une première scène où un commando de l’État islamique dispose sans ménagement d’un groupe d’agents français voulant empêcher une livraison d’armes dans le port d’Ambarlı à Istanbul, la Turquie ne réapparaît plus tout au long de l’album. Un premier message ayant toutefois été transmis : L’on ne peut faire confiance aux Turcs. En effet, un certain capitaine Ogluk – le nom a une vague connotation turque, même si un tel nom n’existe pas – aide le commando djihadiste « par conviction » et leur permet de quitter le territoire turc pour l’Allemagne. La des-

Dans les séries ou la bande dessinée, le monde islamique se ressemble et représente un danger pour l’occident

cription quelque peu inadéquate de l’album confirme en fait un des messages-clés de l’œuvre et plus généralement des discours à caractère islamophobe. Que ce soient le Pakistan des drones d’Obama, la Turquie ou bien le Maroc, où une grande partie de l’action se déroule, le monde islamique se ressemble et représente un danger pour l’Occident. En fait, il est toujours frappant que les tenants d’un discours anti-islamique s’approprient divers aspects de l’idéologie djihadiste et les présentent comme étant représentatifs de ce que penseraient ou croiraient toutes les personnes se définissant comme musulmanes. Ainsi ici, le discours islamiste sur l’unification du Daru’l-islam, la « maison de l’islam », est approprié par les créateurs de la série, quitte à en faire une Daru’l-harb, une « maison de la guerre », où les ennemis de la France et de l’Occident sont poursuivis coûte que coûte. C’est



« Allah wakhbar » comprend une erreur qui s’explique par le recours des auteurs à un cliché bien connu sur la langue arabe que l’on retrouve dans de nombreuses blagues et anecdotes à connotations racistes

Rachida, une militante de Daesh. Mais derrière chaque desperado se cache souvent un désespéré qui se rebelle contre les inégalités sociales et, peut-être, ne sait trop comment faire face au drame de la condition humaine



cette unité fictive qui explique sans doute pourquoi le capitaine Ogluk, rencontré à la page 6, ressemble étrangement à Nicolas Tharaud, un converti d’origine française combattant dans une milice de Daesh et portant le nom de guerre Omar al-Franki, dont on fait la connaissance quelques pages plus loin. Cela est-il dû à la palette limitée du dessinateur et de la coloriste, où bien y a-t-il là quelque message subliminal comme quoi « ils », c’est-à-dire les musulmans, sont quand même tous les mêmes ?

Mais revenons-en à la question de la langue. Étonnamment, il n’y a aucune représentation de l’alphabet arabe dans l’album, même pas dans les scènes marocaines, si ce n’est dans une case où un gribouillage est censé représenter l’enseigne d’un office quelconque. Les auteurs créent ainsi l’impression d’un monde illettré. Peut-être veulent-ils renforcer l’idée que les militants du Daesh ne sont que des voyous incultes, mais cette approche est difficile à légitimer quand il s’agit de représenter le Maroc, une des terres où se réfugièrent les lettrés et artistes fuyant la Reconquista espagnole. Si l’absence de l’alphabet en arabe renforce l’idée que le monde arabo-musulman est fondamentalement arriéré car « préhistorique » puisqu’il n’a pas « écrits », elle protège les auteurs de pénibles erreurs, comme celles survenues lors du tournage de *Homeland*. Néanmoins, la transcription en alphabet latin d’expressions pieuses en arabe semble aussi causer quelques bévues. Ainsi le « takbir », la proclamation de la grandeur de Dieu, est transcrit « Allah wakhbar » (voir illustration en bas), ce qui, loin de signifier « Dieu est le plus grand », veut en fait dire « Dieu et les nouvelles ». Ici l’erreur s’explique par le recours des auteurs à un cliché bien connu sur la langue arabe que l’on retrouve dans de nombreuses blagues et anecdotes à connotations racistes : la réduction de la langue arabe à quelques sonorités gutturales. Ainsi la lettre « kaf » dans « akbar » (superlatif de « kabir » signifiant « grand ») est remplacée par un « kha » guttural et devient donc « akhbar » (pluriel brisé de « khabar » signifiant nouvelle). Un début de respect pour la langue arabe aurait facilement pu éviter ce genre d’erreur, la question étant de savoir si ces erreurs ne sont pas volontaires.

Le statut de la femme musulmane obsède souvent le male occidental qui se verrait bien en libérateur. Ici aussi les clichés abondent. « Mission Bosphore » en reprend certains. Ainsi si Rachida, une militante de Daesh, manie la kalashnikov avec beaucoup de dextérité, elle sait aussi être soumise et servir le thé aux hommes, être sexy quand elle enlève son niqab et elle s’amourache de l’émir de son groupe. Pourtant il y aurait là aussi d’autres histoires à raconter. La lecture de témoignages de jeunes femmes ayant rejoint des groupes djihadistes rappelle que ce qui leur fait franchir ce pas fatidique est souvent un sentiment de révolte contre la misère et l’injustice dans nos sociétés et dans le monde. Bien-entendu cela ne légitime pas le recours à la violence et au terrorisme, mais rappeler leur révolte humanise ces jeunes. Derrière chaque desperado se cache souvent un désespéré qui se rebelle contre les inégalités sociales et, peut-être, ne sait trop comment faire face au drame de la condition humaine. Djihadiste, mon semblable, mon frère aurait peut-être écrit Baudelaire.

Mais n’est pas Baudelaire qui veut. Face à l’islam, l’esprit critique souvent entre en veille. Le mieux qu’il puisse produire alors est une dichotomie entre un islam fanatique et un islam tolérant, ici symbolisé par l’islam du royaume chérifien, allié de la France. « Le commandeur des croyants [le roi du Maroc] veille au respect de cette liberté [religieuse] accordée à tous », apprenons-nous de la part d’un haut fonctionnaire des renseignements marocains. Sauf que la diversité de vues et d’interprétations qui existe au sein de l’islam est bien plus vaste et ne peut être réduite à une opposition dichotomique. Elle est à l’image de la diversité qui existe au sein

de n’importe quelle religion. Fondamentalement, comme l’a déjà écrit Karl Marx, ce ne sont pas les religions qui font les hommes, mais les hommes qui font les religions. Cette opposition entre le « bon » islam, allié de l’Occident, et le « mauvais » islam critique de l’Occident est d’ailleurs une dichotomie classique du débat public sur l’islam sur lequel reposent bien des politiques d’État souvent synonymes d’une volonté de domestication de l’islam.

En fin de compte, le problème est peut-être plus profond qu’une question d’islamophobie. En effet, les lecteurs d’Ernest Renan se souviendront peut-être que pour le « religiologue » français, le problème était moins l’islam en soi que le fait que les musulmans qui ne s’émancipaient pas restaient « arabe d’esprit ». Ainsi, pour Renan, l’arabité de l’islam était le problème, son essence sémitique. Et l’on peut vraiment se demander jusqu’à quel point l’islamophobie dans la culture populaire n’a pas ses racines dans cet antisémitisme qui a si profondément marqué l’histoire de l’Occident et de sa pensée. Dans cette vision des choses, même intégré, ou bien allié de l’Occident, le « sémitique d’esprit » reste foncièrement différent. Une cinquième colonne potentielle. Ainsi dans les scènes finales de l’album, l’on peut assister au suicide d’un pilote marocain qui vole avec son hélicoptère tout droit dans des drones chargés d’explosifs qui menaçaient de faire sauter la Grande mosquée à Rabat et avec elle le roi du Maroc. Si l’acte du pilote est héroïque, il n’est pas sans rappeler les missions suicide des djihadistes. De même un agent des renseignements marocains exécutera un leader de Daesh à terre et sans défense, faisant preuve d’une violence évoquant la brutalité sanguinaire des militants de l’État islamique. Le pilote ou l’agent, même s’ils combattent du bon côté, restent fondamentalement différents de nous, foncièrement « autre » avec leur fanatisme et leur capacité à la violence. Ils ont en fin de compte plus en commun avec Daesh qu’avec leurs alliés français.

Le danger de surinterprétation d’un récit somme toute fort moyen comme « Mission Bosphore » existe toujours et il faut s’en méfier. Il ne faut sans doute pas chercher le mal, là il n’y a peut-être que de la médiocrité. Ce n’est pas seulement la langue arabe qui est écorchée dans cet album, mais l’allemand des auteurs est lui aussi un peu trop redevable à Google Translate : « Aufmerksamkeit zur Abfahrt ! » dit le chef de gare « attention au départ ! ». Ailleurs un gardien s’écrie « Wer geht dorthin ? » pour « Qui va là ? ». Les faux passeports suédois qu’utilisent les militants de la katiba djihadiste se transforment en passeports suisses au fil du récit. L’on ne se départit de l’impression que la finition de l’album a été quelque peu bâclée, ou du moins que le tome aurait mérité une relecture critique avant la publication. Il se peut donc bien que certains des aspects problématiques par rapport à la représentation de l’islam soient dus à la négligence plus qu’à l’idéologie. Toutefois cette bédé est un symptôme. À une époque où les actions islamophobes ne cessent d’augmenter en Europe – 17,6 pour cent des participants à une enquête menée en 2019 par l’Observatoire de l’Islamophobie au Luxembourg avaient été victimes de discriminations islamophobes – ce genre de négligences – s’il s’agit bien de négligences – alimente un discours négatif par rapport à une minorité religieuse. Les stéréotypes sur l’islam dans la culture populaire sont souvent intégrés dans la propagande électorale de mouvements d’extrême-droite dont l’influence ne cesse d’augmenter sur la scène politique européenne. Il importe donc de raconter d’autres histoires ou, du moins, d’apprendre à raconter les histoires autrement. ●

Laurent Mignon est professeur en littérature turque à l’Université d’Oxford.



Xavier Bettel rencontre le président ukrainien, Wolodymyr Zelensky, à Kiev. Depuis ce voyage la veille de la fête nationale, il n'a plus parlé en public de la guerre

Le Luxembourg au pied de la guerre

Victor Weitzel

Sans discours clair sur le soutien à l’Ukraine, pas de pacte social pour la soutenir

« C’est difficile d’arriver à l’essentiel en ce qui concerne la guerre, la fantaisie y résiste souvent. »

Céline, Voyage du bout de la nuit

La population du Luxembourg est, comme dans les pays voisins, en train d’être frappée de front par les conséquences de la guerre en Ukraine. Le Statec a évoqué dans son flash sur la conjoncture du mois d’août une forte hausse des prix du pétrole (cent pour cent), du gaz (90 pour cent) et de l’électricité (35 pour cent), et prévu une inflation de 6,6 pour cent en 2022 et de 5,3 pour cent en 2023. Tendances confirmées par le directeur du fournisseur de gaz Enovos à la fin du mois. Le Premier ministre, qui a bien compris que le Grand-Duché, cette fois-ci, ne tirera pas si facilement son épingle du jeu, a convoqué une tripartite pour la fin septembre. Il veut parer au choc social qu’aucune statistique ne peut représenter pour l’empêcher de se transformer en troubles sociaux, quand après les fêtes et l’oubli de cet été, la réalité du coût de la vie à la rentrée s’imposera inéluctablement aux ménages à la lecture des décomptes des fournisseurs d’énergie et des comptes courants. D’autant plus qu’il est d’ores et déjà évident que les mesures de la dernière tripartite - rabais sur les carburants, crédits d’impôts, quelques aides directes, index différé, subvention par l’État des frais des réseaux de gaz - ne sont plus en mesure d’atténuer le choc économique majeur qui touchera et déstabilisera les ménages à revenus faibles ou moyens.

Contrairement aux acteurs économiques, sauf les fournisseurs d’énergie eux-mêmes, les acteurs politiques luxembourgeois ont été bien silencieux en cet été 2022 sur ce choc qui népargnera que le train de vie des dix pour cent des ménages dont les revenus sont les plus élevés. Ils ont été encore plus taiseux pour expliquer aux citoyens le sens des sacrifices qui leur seront imposés pour une période indéfinie par les effets du rationnement des livraisons de gaz et de pétrole qui sont la réponse de la Russie aux sanctions européennes prises contre les responsables de l’invasion de l’Ukraine et des secteurs stratégiques de l’économie russe.

Confusion et silences

De Jean Asselborn, le Nestor de la politique luxembourgeoise, ministre des Affaires étrangères depuis 18 ans, inoxydable point focal des sympathies populaires, surface de projection de ceux qui aimeraient que rien ne change, les citoyens auraient pu attendre qu’il leur livre des explications sur le sens de la crise qui s’amplifie dans les deux longues interviews qu’il a en juillet et en août accordées au *Tageblatt* et au *Wort*. Or ce ne furent d’abord que de longues lamentations sur la blessure narcissique que lui ont infligé les mensonges de son homologue russe Sergueï Lavrov. Quant aux sanctions, il a déclaré au *Wort* qu’elles ne servaient « à rien ». Bref, Asselborn, censé être un catalyseur de la confiance dans l’action gouvernementale, offrait tout au long de ses déclarations l’image peu rassurante d’un homme meurtri, inquiet, angoissé, confus, déstabilisé, ballotté entre des trames discursives divergentes dont il était incapable de faire la synthèse tout en tombant dans le dos de l’UE.

Les membres du gouvernement interrogés sur les conséquences de la pénurie d’énergies, se sont eux abstenus de se référer à la guerre. Le ministre de l’Économie Fayot a fait part de sa crainte que le modèle social luxembourgeois ne soit mis à rude épreuve

Le découplage des liens économiques et financiers avec la Russie et le détricotage des relations entre cercles de personnes nouées sur le long terme dans le cadre de ces liens s’avère plus compliqué que prévu

lors de la tripartite. Le ministre de l’Énergie Turmes a évoqué fin août, après les annonces tardives d’Enovos, « de nouvelles mesures gouvernementales ciblées pour aider tous ceux qui souffrent le plus de la hausse des prix du gaz. » Mais aucune référence explicite à l’Ukraine. Quant au Premier ministre, d’habitude si volubile, il n’a plus parlé en public de la guerre depuis son voyage à Kiev la veille de la fête nationale.

Pourquoi ce silence ? Le découplage des liens économiques et financiers avec la Russie et le détricotage des relations entre cercles de personnes nouées sur le long terme dans le cadre de ces liens s’avère plus compliqué que prévu. Le Luxembourg a depuis le début du XXe siècle entretenu avec les Russes qui se sont succédées – l’Empire des tsars, l’URSS, puis la Fédération de Russie, d’abord celle des oligarques sous Eltsine, puis celle des *siloviki* qui les encadrent depuis Poutine – des liens économiques importants, même pendant la guerre froide. Il existe dans ce creuset luxembourgeois où se mêlent les milieux politiques et économiques une peur réelle que la guerre qui est en cours conduise à une rupture qui serait irrémédiable de manière systémique et mettrait le Luxembourg, grand exploitateur de niches, médiateur intéressé, mais petit État, sur la touche après le conflit. L’on craint également qu’à terme, les relations avec la Chine, autrement plus importante, ne serait-ce que par sa mainmise sur deux banques systémiques et son rôle sur la place financière qui figure en troisième place des lieux destinés aux investissements chinois en Europe, ne soient affectées à un certain moment selon le même schéma.

Le Luxembourg comme plaque tournante financière est l’otage de ses médiations, des ouvertures qu’il a facilitées et des dépendances qui s’en sont suivies. Les choses se compliquent depuis que la Russie et la Chine ont affirmé avec force leurs nouvelles ambitions face aux avancées occidentales sur ce qu’ils considéraient leur terrain, comme en Ukraine, et face aux vides créés par les réajustements stratégiques de leurs concurrents occidentaux, comme au Proche et Moyen Orients, en Afrique, dans l’Océan indien et le Pacifique.

Dans un tel contexte, le gouvernement luxembourgeois, voulant à long terme ménager la chèvre et le chou, ne joue pas vraiment franc jeu avec ses citoyens. Il traite ses derniers comme des simples que qu’il faut calmer à coups d’astuces redistributives que seul le budget limite, tout en essayant depuis 2015 de diluer leurs droits politiques et civils liés à la citoyenneté, notamment en les poussant à mettre l’accent sur leurs prétentions individuelles et moins sur leurs préoccupations politiques.

Expliquer la guerre

Vu les développements sur le terrain, le gouvernement luxembourgeois devrait, malgré ses réticences, commencer à expliquer pourquoi cette situation économique, pourquoi ces sacrifices, pourquoi avoir pris parti pour l’Ukraine, s’il veut éviter que ses citoyens refusent de le suivre ou ne se perçoivent que comme des victimes de manigances macro-politiques qui ne les regardent pas, mais dérèglent ou menacent leur vie quotidienne. Cette posture de victimes innocentes et harcelées par les vicissitudes de l’Histoire aisément adoptée au Luxembourg se lit d’ores et déjà dans les positions de nombreux syndicalistes, d’éditorialistes et évidemment dans les réseaux sociaux où convergent toutes les nuances du populisme et du nombrilisme sociétal.

Quel discours explicatif adopter ? Un type de discours qui court est basé sur l’indignation. Les crimes de guerre commis par la Russie obligeraient à la solidarité avec l’Ukraine et son peuple victimes de violences. Reste que ce type de discours a aussi été tenu face à d’autres conflits, comme ceux du Proche-Orient, mais sans les mêmes implications : sanctions contre l’agresseur, qui répond par des sanctions qui affectent les États sanctionneurs ; livraisons d’armes ; soutien financier ; perspective pour l’Ukraine, pays divisé et en guerre, de devenir, un membre de l’UE et de l’Otan. Bref, l’indignation seule, aussi naturelle qu’elle soit face aux crimes de guerre commis, ne suffit pas pour expliquer que la solidarité ait été portée à un tel niveau d’intensité par les États occidentaux.

Un autre type de discours place cette guerre dans le contexte d’une lutte entre systèmes économiques, politiques voire civilisationnels : démocratie contre régime autoritaire, économie libérale contre cleptocratie, Europe ouverte contre Eurasie, etc.. Ce discours, dont on ne se prive pas outre-Atlantique et dans les cercles ultra-atlantistes européens, stipule par ailleurs que l’Ukraine ferait « partie de notre famille européenne », alors que rien n’est moins évident au regard de ses mœurs politiques violentes que huit ans d’Accord d’association avec l’UE n’ont pas réussi à gommer, qu’elle est une démocratie, « a solid and well-grounded parliamentary and presidential democracy », pour citer la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen lors de sa visite à Kiev le 13 juin 2022, une affirmation qui marque plus une tendance qu’une situation, et un État de droit, alors que la même von der Leyen doit admettre que l’on pourrait mieux faire. Ce type de discours n’appelle pas seulement à soutenir l’Ukraine, qui, victime d’une agression russe qui viole chaque jour et à tous les niveaux les règles élémentaires du droit international et de la guerre, doit l’être. Il appelle à s’identifier à elle. Il conduit à une idéalisation et une héroïsation des Ukrainiens qui lutteraient d’abord pour nous, membres de la même famille, et incarneraient toutes les vertus guerrières, qu’ils possèdent assurément, et nos valeurs démocratiques et d’État de

droit, ce qui n’est que partiellement vrai. Le problème de ce discours est qu’il vise un renversement du modèle politique de l’adversaire, une victoire finale et totale. Même s’il ne fait pas l’apologie de conquêtes territoriales ni ne justifie d’avance des crimes de guerre, comme le fait le discours civilisationnel eurasiste des nationalistes russes, il se base sur une russophobie primaire avec son corollaire, la culpabilité collective des Russes, et une ukrainolâtrie souvent aveugle. Il n’est utile ni dans la guerre, ni pour une paix future.

Pourtant, un autre discours, plus en adéquation avec l’histoire du Luxembourg depuis 1919, serait également possible. Le salut du Luxembourg comme État a toujours été assuré, vu sa petite taille et donc son incapacité de miser sur la force pour influencer sur le cours des choses, par son adhésion au droit public international et au langage diplomatique contraignant qu’il génère, et par sa fidélité aux pactes et alliances contractés. Ceux-ci lui ont garanti jusque-là, et ce ne fut pas une mince affaire, de survivre comme petit État aux deux conflits mondiaux du XXe siècle, son intégrité territoriale et sa souveraineté, fût-elle, comme c’est le cas aujourd’hui, au sein de l’UE et de l’Otan, partagée et/ou assortie d’obligations économiques et sécuritaires nécessaires et proportionnelles aux protections garanties.

Ce discours consisterait à mettre plus clairement en avant la préservation de l’indépendance et de la souveraineté de l’Ukraine, mais surtout le corollaire de ces impératifs, le rétablissement de son intégrité territoriale, y compris la Crimée, et peu importe son régime politique. En 1991, le Luxembourg a bien soutenu la première guerre contre l’Irak pour chasser son armée du Koweït que Saddam Hussein voulait annexer. Or, le régime des émirats n’avait rien de sympathique. Avec une telle approche, le Luxembourg se positionnerait dans la logique qui a finalement rétabli et garanti sa propre existence, et ce dans un contexte où trois grandes hypothèses sur l’issue de la guerre sont instamment discutées : un « Diktatfrieden », une défaite de l’Ukraine ou un retrait de la Russie.

L’hypothèse « Diktatfrieden »

La première hypothèse, le Diktatfrieden, serait une paix imposée à Kiev par ses alliés pour nombre de raisons : un conflit ruineux pour leurs économies et fatal à leur stabilité politique interne ; un approvisionnement de l’Ukraine en armes nouvelles tellement exigeant en termes de quantité et de qualité qu’il peut, au-delà des coûts, compromettre, en période de ruptures intermittentes des chaînes d’approvisionnement et de pénurie de composants de tout ordre, la dotation adéquate des armées des puissances occidentales, y compris celle des États-Unis. Un aspect largement discuté outre-Atlantique. Cette issue est évidemment rejetée par l’Ukraine. À supposer qu’elle soit à un certain moment acceptée, elle ouvrirait la voie à une reconnaissance de fait des conquêtes russes et à une amputation du territoire de l’Ukraine telle qu’il a été reconnu depuis 1991.

Une telle paix, endossée par les puissances occidentales, les conduirait à jeter aux orties tout ce qui leur a servi de boussole depuis septembre 1939, quand la France et l’Angleterre sont entrées en guerre contre l’Allemagne qui envahissait la Pologne, après s’être encore reniées à Munich un an auparavant en acceptant d’abord le dépeçage de la Tchécoslovaquie démocratique, puis son occupation. Elles ne sont pas entrées en guerre en 1939 parce qu’elles

éprouvaient une grande sympathie pour le régime militaire et anti-sémite de Varsovie qui s'était encore servi au printemps 1939 d'un morceau de territoire tchèque, Teschen, qu'Hitler lui avait laissé en pâture. Ils l'ont fait parce que les violations du droit international commises par Hitler les mettaient en danger, tout comme l'invasion de l'Ukraine met en danger la stabilité du continent européen, de ses marges et de ses alliés.

Bref, une paix imposée à l'Ukraine qui subirait des coupes territoriales ne serait pas dans l'intérêt du Luxembourg, petit pays comme il y en a tant d'autres dans l'Europe morcelée, et qui a, comme nombre de ses partenaires, notamment les nouveaux États européens, tout à redouter des capitulations sur les grands principes de l'inviolabilité des frontières reconnues. Nul besoin pour arriver à cette conclusion de nourrir des sympathies particulières pour l'Ukraine. Même si elle était une dictature, il serait approprié que l'UE et l'Otan n'acceptent pas qu'elle fût dépecée par l'agresseur.

S'y ajoute qu'une paix imposée ne pourrait se faire sans garanties de sécurité occidentales. L'historien et politiste allemand Herfried Münkler a récemment mis judicieusement en avant que de telles garanties de sécurité dans le cadre d'un « Diktatfrieden » supposent que si la Russie devait rompre d'éventuels accords et de nouveau avancer sur le territoire ukrainien, les puissances devraient automatiquement intervenir, bref entrer en guerre contre la Russie. Or, les chefs d'état-major de l'Allemagne et de la France, le premier au printemps déjà et le deuxième en août, ont été très clairs. La Bundeswehr ne pourrait pas, dans son état actuel, défendre le territoire allemand, et l'armée française, qui n'est plus la grande muette, n'est pas en mesure de soutenir une guerre conventionnelle à haute intensité sur le territoire européen. Les forces conjuguées de l'Otan sont actuellement en mesure de dissuader la Russie d'une attaque contre un des États membres de l'alliance. Mais de là à entrer directement et délibérément dans un conflit ? Sans parler de l'acceptation politique d'une telle option par les citoyens de l'UE à l'état actuel des choses.

L'hypothèse « défaite de l'Ukraine »

Une autre hypothèse, celle que l'Otan et l'UE veulent à tout prix éviter, c'est la défaite de l'Ukraine cédant aux coups de boudoir russes. Elle entraînerait l'afflux de millions de réfugiés en provenance d'Ukraine et par ricochet éventuellement du Belarus, une déstabilisation multiple dans de nombreux États membres, notamment dans les ceux limitrophes de l'Ukraine, des tensions intenses aux frontières entre la Russie et des États membres de l'Otan, notamment celles des pays baltes avec leurs minorités russes, un prétexte pour la Russie de combler le « Suwalki gap ».Ce qui lui permettrait à la fois de désenclaver Kaliningrad et de couper l'accès terrestre entre le reste de l'UE et les États baltes , des risques de séparatisme interne dans l'UE, notamment du côté de la Hongrie et de la Bulgarie. La Moldavie serait une proie facile. La Serbie aurait la voie libre pour déstabiliser la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo. Et, en cas de victoire de l'extrême-droite aux élections italiennes du 25 septembre, la cohésion relative des grands États membres de l'UE pourrait être compromise.

Éviter cette défaite de l'Ukraine sera un processus à la fois nécessaire, risqué et extrêmement coûteux, qui aura un impact sur la vie de tous les citoyens, dans un premier temps surtout sur la vie des ménages à revenus faibles et moyens. Les gouvernements européens, dont celui du Luxembourg, devront donc tout faire pour que l'inflation, qui est le contrecoup de la politique de sanctions, ne débouche pas sur une crise sociale et politique. Il est difficilement envisageable qu'en période d'argent renchéri et de hausse des prix, les promesses d'allègements fiscaux qui profitent aux déciles supérieurs puissent être tenues. Malgré les contrefeux des partis libéraux de tout acabit, les gouvernements européens devraient pratiquer des ponctions fiscales sur tous les revenus élevés des personnes physiques et des entreprises à des fins de redistribution sociale, de réarmement stratégique et de réorientation énergétique, sans oublier le soutien à l'Ukraine, s'ils veulent un minimum de consensus social sur la question ukrainienne. Comme à d'autres moments cruciaux

de l'histoire depuis 1914, ce qu'on appelle les élites européennes seront confrontées à une épreuve où elles ont souvent échoué : soutenir avec des moyens extraordinaires l'ordre économique, politique et social qui les a portées à la tête de la pyramide sociale.

L'hypothèse « retrait de la Russie »

Reste l'hypothèse d'un retrait de la Russie du territoire ukrainien parce qu'elle serait dans l'incapacité de soutenir l'effort militaire que cette occupation exige suite à des défaites sur le champ de bataille, ou, plus probablement face à une impasse militaire débouchant sur une guerre d'usure. La restauration d'une Ukraine exsangue dans toute sa souveraineté irait de pair avec une déstabilisation de la Russie, vraisemblablement aussi du Belarus. Car il apparaît de plus en plus clairement que Poutine survivrait difficilement à un retrait. Un retrait de l'Ukraine serait ressenti par le camp nationaliste russe comme une défaite humiliante qui exigerait une revanche, et par le presque introuvable camp démocratique comme un signal de changer éventuellement de régime politique. Des troubles civils, des mouvements d'émancipation dans les républiques fédérales non-russes, une déstabilisation du Caucase et de l'Eurasie, des séparatismes dans la partie extrême-orientale aux confins de la Chine, une instabilité aux frontières russes, une incertitude autour du statut de Kaliningrad pourraient résulter d'un tel mouvement tellurique, sans oublier les vagues de réfugiés en provenance de Russie et, dans un sens contraire, les tentatives d'en finir avec les minorités russes dans les pays baltes, où l'on tient les Russes pour collectivement responsables de la guerre actuelle. L'UE aura du pain sur la planche, ne serait-ce que pour faire respecter ses normes en matière de droits fondamentaux chez soi.

La restauration de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, Crimée comprise, serait cependant, au regard du droit international, en



Ministres et députés à la Journée portex ouvertes au Centre militaire le 10 juillet

Oliver Hähnes

Malgré les contrefeux des partis libéraux de tout acabit, les gouvernements européens devraient pratiquer des ponctions fiscales sur tous les revenus élevés des personnes physiques et des entreprises à des fins de redistribution sociale, de réarmement stratégique et de réorientation énergétique, sans oublier le soutien à l'Ukraine

adéquation avec les intérêts à long terme du Luxembourg comme État souverain. Elle serait la seule solution qui ne créerait pas en Europe le précédent depuis 1945 qu'un grand État puisse se voir reconnaître des conquêtes territoriales acquises par la force au mépris des règles jusque-là reconnues entre les puissances. Cette issue impliquerait, sauf surprise démocratique non impérialiste à Moscou, une paix armée aux frontières de l'UE et de l'Ukraine et un processus d'adhésion de celle-ci selon les règles en vigueur du pays à l'Otan et à l'UE. Même sans garanties de sécurité formelles tant que les armées européennes ne seront pas prêtes pour soutenir un conflit de haute intensité sur le continent, alors que le chef du bureau du président Zelenski, Andreï Yermak, n'a eu cesse de les exiger en vue de la victoire de son pays dans des tribunes relayées par la presse internationale au cours de l'été, l'Ukraine sera de fait couverte par un parapluie stratégique occidental. Bref, il n'y aura, à moyen terme, pas de paix véritable en Europe. La question russe et la question ukrainienne domineront, quelle que soit l'issue de la guerre, la politique de l'Europe continentale pour de nombreuses années. Dans ce contexte, tous les États membres de l'Otan et de l'UE devront se réarmer et réviser leurs politiques militaires, y compris en termes d'effectifs, voire de type de recrutement, pour parer à ce qui va se passer sur les frontières et pour sécuriser le nouveau mode développement économique et énergétique qui sera à l'ordre du jour pour parer au possible déclin d'une Europe grevée par la division continentale.

En finir avec la confusion

Sur cette question de l'issue de la guerre, qui est riche en implications, le discours officiel du Luxembourg a été avare en mots clairs. Il a fallu attendre le 24 août et la fête de l'indépendance ukrainienne pour lire un tweet discret du Ministère des Affaires étrangères dont le texte est plus univoque que les déclarations de Bettel et d'Asselborn depuis le début de la guerre : « Six months after the start of the brutal and illegal war of aggression by Russia, #Luxembourg reaffirms its unwavering commitment to Ukraine's sovereignty, independence and territorial integrity. » Reste que, primo, le verbe « reaffirm » étonne, et que deuxio, un tweet institutionnel n'est pas un message d'un responsable gouvernemental qui en endosse personnellement le contenu. Comme geste politique, c'est bien, mais on pourrait faire mieux. À l'instar du Premier ministre belge Alexandre De Croo, qui a tweeté en son nom le même jour : « Crimea is an unalienable part of Ukraine. »

Les responsables luxembourgeois savent très bien que profiter à de nombreux égards, du monétaire au militaire, du parapluie d'autres États n'est pas un bénéfice unilatéral. Mais de l'autre côté, ils sont soumis à des pressions contraires issues de l'histoire des pratiques économiques de la place des dernières cinquante ans. Se cacher, louvoyer et tergiverser, autant de variations du « principe de prudence » font partie de l'habitus diplomatique du Luxembourg. De plus, si le Grand-Duché devait idéalement s'aligner sur ses alliés et expliquer les enjeux d'un conflit dangereux et qui influera sous peu sur l'ensemble du quotidien de ses citoyens, il se trouve que ses alliés, ne seraient-ce que ses voisins allemands et français, ne brillent pas non plus par la clarté de leur discours à l'égard de leurs propres citoyens quand il s'agit de leur expliquer les enjeux et l'issue du conflit qu'ils souhaitent.

C'est ce contexte trouble qui a visiblement jeté Jean Asselborn hors de son orbite vers des prises de position erratiques, notamment au *Tageblatt*. Même si l'on peut supposer qu'en son for intérieur, il préfère que l'intégrité territoriale de l'Ukraine soit rétablie, il ne l'a jamais dit lui-même ouvertement. Il entérine bien, mais à son corps défendant, la nouvelle politique d'armement du Luxembourg, menée à tambour battant par François Bausch, qui ne veut pas que les Luxembourgeois soient des « Luusserten », mais uniquement pour que le Luxembourg puisse continuer à participer aux décisions en Europe et dans l'Otan. Il ne croit pas à une solution à la guerre avant les élections législatives d'octobre 2023, donc dans plus d'un an, « außer wenn Putin dann sagt, ich habe den Donbass, ich habe den Zugang zum Schwarzen Meer, mir reicht das jetzt. » Au journaliste, qui lui fait remarquer que ce ne serait pas vraiment une base de discussion pour les Ukrainiens, il rétorque : « Trotzdem kämen alle dann wenigstens in eine Diskussion hinein. Aber solange Russland angreift, ist ein Dialog nicht möglich. » Comprenez qui voudra. Asselborn, qui ne croit pas non plus que les sanctions puissent changer la donne, penche en juillet pour le Diktatfrieden . Son Ministère tweete en revanche en août en faveur du rétablissement de l'intégrité territoriale de l'Ukraine qui n'ira pas sans un retrait russe. Lors de sa conférence de presse du 6 septembre, Asselborn admet qu'il appartient à l'Ukraine de dire quand il y aura des négociations, se moque d'une question de journaliste qui veut savoir si le Conseil de gouvernement a délibéré des positions du Luxembourg et ne pipe pas un mot sur la question de l'intégrité territoriale. En termes de consistance et de confiance quelle est censée créer, la diplomatie luxembourgeoise peut mieux faire..

Vers un vrai débat politique

Un gouvernement taiseux, mais tendu, un Premier ministre jusque-là introuvable sur la question ukrainienne, un chef de la diplomatie tout sauf néophyte qui fait étalage de tous les blessures d'amour-propre et dont les propos confus tirent à hue et à dia au lieu d'expliquer le sens du cours des choses, une armée renflouée financièrement qui peine à recruter des soldats professionnels et volontaires, métiers de refuge soudain devenus métiers à haut risque, des partis politiques sans messages éclairants, des citoyens inquiets des charges à venir dans un contexte d'inflation qui s'emballe, des syndicats et un patronat sur le qui-vive social, un pays qui se balance de fêtes d'été en grande kermesse de début d'automne, goûtant aux derniers plaisirs avant des temps pressentis moins fastes, le tout assorti d'un rating AAA, triple cache-misère suggérant la nostalgie du statu quo, alors que rien ne sera plus pareil, avec une grande année électorale en perspective où pour se faire élire, il faudra selon la tradition louvoyer, tergiverser, ne pas se fixer : Serait-ce la rentrée de tous les ratages et l'année de tous les dangers ? Ou bien, par miracle, l'année d'un débat politique qui donnerait un sens à travers un intérêt bien compris aux épreuves et sacrifices que les résidents du Luxembourg, comme leurs voisins, auront fatalement à affronter et à subir, non, vivre, pour soutenir l'Ukraine en lutte pour son existence (et son intégrité territoriale) et ne pas faire de cadeaux à Poutine, l'insatiable envahisseur ? ●



Deux ans avant la blessure narcissique : Jean Asselborn lors d'une visite à Moscou en février 2020 avec son homologue russe, Sergueï Lavrov



PERFORMANCES

Musique plastique

En prélude à l'exposition *Sound Without Music* qui explore le potentiel du son dans l'art contemporain, le Casino-Luxembourg propose plusieurs performances qui lient arts sonores et visuels. Ce vendredi (à 19h) et ce samedi (à 11h30), Anastasia Chaguidouline, la commissaire de l'exposition, a invité le Belge Hans Beckers (né en 1986 à Anvers) à présenter *La Floresta* (photo : Olivier Halmes). Partant de ses expériences sensorielles et de sa relation avec la nature, il explore les outils technologiques qui peuvent restituer des sons naturels. Ses instruments et les techniques mises en œuvre sont utilisés pour rendre tangible notre rapport à la nature. « Mon objectif, avec cette œuvre, est d'amener le public dans un état d'écoute profonde, dans un état de transe, et de lui permettre d'expérimenter le son dans ses différenciations et intensités profondes », explique-t-il. Également plasticien, réalisant des dessins, des gravures et des partitions pour le théâtre et le cinéma, Hans Beckers cherche un équilibre entre musique, art sonore et arts visuels. La plupart

de ses installations sont des instruments qu'il a lui-même fabriqués avec toutes sortes d'objets trouvés. Il recherche des objets, des machines, des matériaux issus de la nature, des appareils divers et des objets ménagers, chacun pour leur qualité sonore. Avec ces matériaux, il crée de nouveaux types d'instruments. Il a notamment développé une table de mixage qui amplifie les sons normalement inaudibles grâce à un champ magnétique. Dans ses performances, généralement présentées dans des festivals ou centres d'art, il s'appuie aussi bien sur ses compositions que sur son sens de l'improvisation.

Le 30 septembre, Lorenz Lindner sera au Casino-Luxembourg pour sa performance *Molto*. Dans une improvisation d'environ une heure, Lorenz Lindner combine des sons électroniques et analogiques pour créer un « récit atmosphérique » qui oscille entre le free jazz et la musique de film. D'abord pianiste, il a étudié les arts visuels à Leipzig et y travaille en tant qu'artiste interdisciplinaire et musicien expérimental. [fc](#)

14

KULTUR

ART CONTEMPORAIN

Pick and choose

Aus vier mach sechzehn: Die vier Kurator/innen, die ihm Rahmen des Robert Schuman-Preises nun in ihren jeweiligen Städten – Metz, Saarbrücken, Trier und Luxemburg – der Großregion vier Künstler/innen aussuchen, stehen fest. Luxemburg ist quasi doppelt vertreten: Marco Godinho, in Luxemburg aufgewachsen, nun Künstler und Kunstprofessor in Metz, wird für die französische Stadt seine Fühler auf die lothringische Szene richten, um dort vier interessante zeitgenössische Kunstschaffende ausfindig zu machen. Für Luxemburg fiel die Wahl auf Sandra Schwender, Kunsthistorikerin und ehemalige Leiterin der Kunstvermittlung im Casino, die derzeit beim CNA als Kuratorin tätig ist.

Katja Pilisi wird für den Raum Saarbrücken „rekrutieren“, den sie aus künstlerischen Projekten und ihrer Arbeit als wissenschaftliche Mitarbeiterin beim dortigen Stadtmuseum kennt. Für Trier wurde Bettina Ghasempoor zur Kommissarin – so heißen die Kurator/innen des Preises – ernannt; sie betreibt in Trier die Galerie Netzwerk. „Was die ganze Sache so spannend macht, ist, dass bei jeder Auflage neue Kommissare zum Zuge kommen, die ihren ganz eigenen, subjektiven Blick auf die jeweilige Kunstszene haben“, sagt Dr Bärbel Schulte, Organisatorin des Ausstellprojektes im Stadtmuseum Simeonstift in Trier, wo die Arbeiten der ausgesuchten Kunstschaffenden nächstes Jahr zu sehen sein werden. Durch das erstmalige Stattfinden im Sommer können sie auch den urbanen Raum mit in ihre Werke einbeziehen. Eine Jury befindet am Ende wie bei allen Preisen über den Gewinner. Seit mehr als dreißig Jahren fungiert der Preis Robert Schuman alle zwei Jahre als eine Art Aushängeschild der Gegenwartskunst, als Barometer aktueller Tendenzen und Themen – und ist mit 10 000 Euro auch der höchstdotierte der Region. [sp](#)

Transmission orale

Le duo Brognon Rollin inaugurerait ce jeudi une exposition personnelle à Paris, à la galerie mfc-michèle didier. *I'm All Tomorrow's Broken Hearts*, présente des œuvres inédites de David Brognon et Stéphanie Rollin qui s'inscrivent dans leur nouvelle approche numérique et immatérielle (Non-Fungible Token). Malgré l'intangibilité de ce travail, ces œuvres renvoient aux autres réalisations de Brognon Rollin qui partent généralement de détails

anecdotes pour prendre une dimension poétique, politique, spirituelle et sociétale. Légendes, récits ou rumeurs nourrissent un travail sensible qui questionne la perception du temps et de la réalité. Chaque semaine (les jeudis jusqu'au 7 octobre), une nouvelle œuvre sera dévoilée au cours d'une séance de « commémoration » par les artistes et différents narrateurs invités (Emanuele Coccia, Bernard Blistène, Pierre-Olivier Rollin, Jean-Hubert Martin et Marc Donnadieu). Dans cette approche, l'usage du virtuel et, pour cette exposition, de la transmission orale ajoute une dimension temporaire et mémorielle à leur travail. Les personnes bien présentes, leur expérience, leur mémoire, leur imaginaire feront partie intégrante de l'œuvre. Michèle Didier a fondé sa maison d'édition en 1987 à Bruxelles, elle produit et publie des œuvres originales d'artistes contemporains telles que des livres d'artiste, des prints, des installations, des multiples. Depuis 2011, elle est aussi présente à Paris et privilégie des collaborations avec des artistes inscrits dans une veine conceptuelle et politique. [fc](#)

INSTITUTIONS

L'amie Corée

N'ayant pas de ressources naturelles exploitables à grande échelle, la Corée du Sud vante depuis longtemps ses ressources humaines. L'État sud-coréen mène une politique de promotion de l'industrie culturelle et artistique sur la scène internationale. Les succès remarqués de groupes de K-pop



comme BTS, de la série Netflix *Squid Game* ou des films primés comme *Parasite* et *Minari* sont la partie immergée du phénomène *Hallyu*, littéralement « vague coréenne », lancé il y a trente ans. La Maison de la culture coréenne au Luxembourg, fondée il y a un an, entre dans cette démarche. Depuis peu, l'institution a pris du galon. Elle a été choisie par le ministère de la Culture sud-coréen pour établir le nouveau King Sejong Institute Luxembourg. Ce réseau de 234 instituts culturels dans 82 pays a été lancé en 2007 pour promouvoir la langue et de la culture coréennes dans le monde. Le choix du Luxembourg est fait dans l'année de commémoration des soixante ans de liens diplomatiques entre le Luxembourg et la Corée du Sud. Outre une offre de cours de langue et d'écriture, ce centre culturel propose des ateliers de Sumukhwa (la peinture à l'encre noire), des événements culturels (concerts, films) et des rencontres. Ça tombe bien: ce samedi, c'est Chuseok, une fête traditionnelle où les Coréens rendent hommage à leurs ancêtres en portant un *Hanbok* et en cuisinant de nombreux plats. L'identité visuelle a été confiée à l'illustratrice Keong-A Song dont on a pu voir des créations dans le *Land* (26.02.2021), au Casino Luxembourg ou dans le livre *Woow !!! Luxembourg*. Elle a créé une série de personnages

emblématiques comme Oncle Hoho, gentil tigre qui porte l'habit traditionnel. [fc/ai](#)

Bildung für alle

Ab Ende des Jahres wird man bei der Nationalbibliothek Luxemburg und anderen öffentlichen Bibliotheken eine Email-Adresse brauchen, um deren Angebote wahrzunehmen. Das sei im Zuge einer allgemeinen Digitalisierung der Nutzungsangebote und aufgrund von Sicherheits- und Authentifizierungsfragen nötig, so Direktor Claude Conter. Ob ein E-book oder ein analoges Buch ausgeliehen wird, spielt dabei keine Rolle. Die Sorge um einen Ausschluss von Kindern, Menschen mit Behinderung oder Senioren ohne Internetzugang bemüht sich Claude Conter beiseite zu räumen: „Diese Personen können über die Adresse von Eltern oder einer anderen Vertrauensperson auf unsere Angebote zurückgreifen“. Mittlerweile hätten die meisten 85-Jährigen sowieso eine Email-Adresse, und wenn nicht, ließe sich vor Ort eine Lösung finden, „damit jeder mitmachen kann“. Generell herrsche in Luxemburger in Bibliotheken eine liberale Attitüde vor, jeder könne sich das Angebot erstmal anschauen, auch ohne ein Nutzerkonto zu haben. [sp](#)

ÉVÉNEMENT

Souveraine pontife

Interroger la place des femmes dans l'Église catholique, de manière radicale, telle est la démarche du concepteur de projet et directeur artistique Stéphane



Land

09.09.2022

en vain. Les auteurs du projet explorent la contemporanéité de cette figure. L'hymne *O Ignee spiritus* de Hildegard von Bingen colorie musicalement le narratif de Papesse. Véronique Nosbaum prête sa voix à l'ange. [ai](#)

CARNET NOIR

Le dernier acte de Conny Scheel

La scène culturelle luxembourgeoise est en deuil. L'acteur, photographe et metteur en scène Conny Scheel est décédé à l'âge de 67 ans, samedi dernier, des suites d'une longue maladie. Passionné de théâtre, il était un habitué des planches de Kasemattentheater. Amoureux de la comédie et du cabaret, il dirigea Cabarenert et les Makadammen. L'acteur a tourné avec Andy Bauch et restera dans la mémoire du public luxembourgeois pour son rôle de Konrad Wackernagel dans *Troublemaker*. Également photographe indépendant, il sillonnait le pays pour capter ses sites et monuments, qui figeaient à travers l'objectif de son appareil de photo les paysages architecturaux. On se souviendra aussi de son engagement pour la reconnaissance du métier d'artiste, avec la fondation, dans les années 90, du premier syndicat d'artistes, l'Onofhängeg Artistengewerkschaft Lëtzebuerg (OAGL), qui a œuvré à la loi reconnaissant le statut des artistes intermittents et des intermittents du spectacle en 1999. Un homme à multiples facettes et engagements, un acteur qui a définitivement tiré le rideau de sa vie. [ai](#)

BEGEGNUNGEN AM MINETTTRAIL (6)

Fließende Grenzen

Franziska Peschel

Viel Wald im Grenzgebiet, viele Grenzgänger und der Zoll noch in der Findungsphase – all das hat Schmuggel im vergangenen Jahrhundert blühen lassen. Auf Spurensuche der Schmugglerpfade im Minett

Am Waldweg von Düdelingen nach Volmerange steht ein Schild. Zwischen Brennnesseln und Klee, zwischen dem Abhang des Hügels auf der einen Seite und dem Gestrüpp, das den Blick auf das ehemalige Stahlwerk Neischmelz freigibt, auf der anderen. Die beschriftete Beschriftung des Schildes blättert ab, darunter Rost. Nur vage ist noch zu erkennen, dass dort einst „Douane“ stand, darunter „Voie non autorisée“. Irene Portas Vazquez läuft mit uns hier entlang. Sie ist Forscherin am Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C2DH) und untersucht dort Schmuggelaktivitäten an der Luxemburger Grenze zu Frankreich zwischen den Weltkriegen. „Für die Schmuggler ist die Region im Süden optimal“, erklärt sie und deutet auf die Büsche und Hügel. „Hier ist überall Wald und sie konnten sich leicht verstecken.“

Die Voie non autorisée war ein Grenzübergang ohne Checkpoint, ein schmaler Waldpfad, nur mit besonderer Befugnis zu betreten. „Normalerweise hätten die Leute an einem Grenzbeamten vorbeigehen müssen, der fragte, ob sie etwas zu deklarieren haben. Wer stattdessen hier die Grenze überquerte, war sofort verdächtig“ erklärt Irene. Heute ist die Nutzung dieses Weges nicht mehr verboten, zwei Spaziergänger mit Hunden laufen an uns vorbei, Anwohner. Ob sie wüssten, wo genau die Grenze verläuft, fragt Irene sie. „Irgendwo hier.“ Das verrostete Schild ist der einzige Hinweis, dass hier überhaupt eine Landesgrenze ist. Grenzsteine wie an anderen Orten finden wir nicht.

Grenzen sind Irenes Forschungsthema und seitdem sie sich am C2DH als Doktorandin damit beschäftigt, stellt sie sie immer wieder in Frage: die Grenze zwischen Luxemburg und Frankreich, die zwischen Legalität und Illegalität, zwischen Richtig und Falsch, zwischen Geschichtswissenschaft und Anthropologie. Irene Portas Vazquez studierte in Utrecht Kulturanthropologie. Während Geschichtswissenschaftler traditionell einen quantitativen Ansatz verfolgen, versucht Irene, die Menschen zu verstehen, die den Alltag ausmachen, ein anthropologischer Ansatz. Sie ist Doktorandin im Rahmen des Forschungsprojekts zur Europäischen Kulturhauptstadt Esch2022 am C2DH der Luxemburger Universität. Das Projekt *Remixing Industrial Pasts in the Digital Age* bereitet die Industriegeschichte der Region auf, vom späten 19. Jahrhundert bis zum allmählichen Niedergang der Stahlindustrie in den 1970er Jahren. Ein Teil des Projektes ist die virtuelle Ausstellung *Minett Stories*, 22 persönliche Geschichten einfacher Leute als Akteure der Industrialisierung im Minett. Irene Portas Vazquez konzentriert sich in ihrer Forschung auf gesetzeswidrige Aktivitäten an der Grenze zu Frankreich zwischen den Weltkriegen,

vor allem auf Schmuggel. Ihre Recherche brachte sie ins Zollmuseum nach Bordeaux. Dort fand sie Register von Untergrundaktivitäten an der französischen Grenze. Ein Schatz, den sie noch auswertet, 1 700 Seiten. In Luxemburg sei es anfangs schwieriger gewesen, an Daten zu kommen, sagt sie. Viele sind sicher verwahrt in Archiven, Gerichtsfälle in Aktenstränken. Daher fing sie ihre Recherche bei den Menschen an, sprach mit ehemaligen Zollbeamten und machte schließlich die Reise nach Bordeaux. Noch vier Jahre hat sie für die Recherche als Doktorandin Zeit und langsam öffnen sich ihr mehr Türen und Datensätze.

„Schmuggel war Teil des Alltags“, sagt sie. „Die Leute kauften Huhn in Frankreich, denn dort gab es einen Tiermarkt, oder französischen Camembert, den sie in Luxemburg nicht fanden. Die meisten waren keine Kriminellen.“ Wie heute noch, brachten die Leute vor allem Tabak und Alkohol unverzollt über die Grenze, statt eines Päckchens eine Stange, und außerdem Lebensmittel. Oft schmuggelten Frauen. „Sie versteckten Waren unter den weiten Kleidern und spielten mit dem Bild der unschuldigen Frau.“ Außerdem seien die Grenzzöllner alle Männer gewesen. Um einer Frau unter das Kleid zu greifen, hätten sie jemanden rufen müssen, der dazu befugt ist, zu viel Aufwand. „Einige waren vermutlich Witwen, die durch den Tabakverkauf in Frankreich ihren Lebensunterhalt verdient haben.“ Das legen Irenes Daten nahe. „Doch oft haben sie kleine Mengen Butter, Mehl rübergebracht, nur um ein paar Cent zu sparen.“ Für Irene war diese Erkenntnis erstaunlich. Frauen werden im Kontext der Industrie- und Bergbaugeschichte oft in der einzigen Rolle als Hausfrau dargestellt. „In den Registern bin ich immer wieder auf Frauennamen gestoßen. Sie haben dafür gesorgt, dass die Familie über die Runden kommt.“ Irene möchte sich mehr damit beschäftigen, tiefer graben. „Schmuggler sind nicht unbedingt diese Outcasts der Gesellschaft. Sie sind normale Leute, die nicht genug Geld für die Einkäufe der Familie hatten.“

Dafür hat auch Nico Düsseldorf Verständnis. Mehr als 40 Jahre hat in der Zollverwaltung gearbeitet, bevor er 2018 in Rente ging. „Man muss menschlich bleiben“, sagt er. „Das gehört zum kulturellen Austausch. Vieles war hier billiger als drüben. Die Leute wussten das auszunutzen. Vielleicht hat der Metzger in Frankreich auch die bessere Wurst gemacht. Die Grenzgänger, die hier arbeiteten, haben zum Wohlstand des Landes beigetragen, und die dann wegen einer Wurst zu strafen, das wäre übertrieben.“ Diese Einstellung, so Nico Düsseldorf, sei beim Zoll gängig gewesen. Auch wurden die Arbeiter sowieso wenig kontrolliert. „Man kennt sich an den Grenzübergängen. Sie kamen jeden Morgen und Abend

da entlang. Jedes Mal zu fragen, ob sie etwas zu verzollen haben, wäre ja bescheuert.“

Ab und zu ist doch jemand aufgefliegen, wenn zum Beispiel der Grenzbeamte wechselte. Dann drohte eine kleine Geldstrafe. „Die Leute kannten das Risiko und das war es ihnen wert. Der Zolldirektor war befugt, mit gegenseitigem Verständnis zu schlichten. Das ist der freiwillige Unterwerfungsakt“, erklärt Nico. „Den gibt es immer noch. Man unterwirft sich der Schlichtung des Zolldirektors.“ Viele Fälle werden so vor Ort geregelt, ohne dass es zu einem Gerichtsverfahren kommt. „Der Zollbeamte konnte die Strafen nach eigenem Ermessen auf bis zu ein Zehntel heruntersetzen, dann haben sie statt 1 000 Franken vielleicht nur 100 zahlen müssen. Der Richter konnte das nicht.“ Auch die schwammigen Regeln, so Nico Düsseldorf, machen es den Schmugglern heute noch leicht. Wer behauptet, er habe nur für den Eigenbedarf zu viele Zigaretten dabei, könne damit unter Umständen auch vor Gericht durchkommen. „Gummiregulierungen“, nennt Nico sie.



Irene Portas Vazquez ist Doktorandin am C2DH

Besonders die Grenzgänger seien einfallsreich gewesen, sagt er, und flogen selten auf. „Einige haben mit Hunden geschmuggelt, ihn vollgepackt und losgeschickt. Der lief mit dem Gepäck durch das Gebüsch zurück und wusste genau, wo er hinsollte. Es war schwer, in den ganzen Waldgebieten einen Hund auszumachen. Der Mann lief später über die Grenze und hatte nichts dabei.“

Dabei war der Zoll zu Nicos Zeiten schon besser gerüstet als zuvor. Noch bis in die 1950er Jahre seien die Zöllner mit dem Fahrrad die Grenze abgefahren, um die vielen kleinen Übergänge zu kontrollieren, eine unmachbare Aufgabe, besonders da der Zoll noch immer stark unterbesetzt war. Erst seit dem Ende des Ersten Weltkrieges hat Luxemburg überhaupt eine eigene Zollverwaltung. Zuvor war Luxemburg Teil des Deutschen Zollvereins und der deckte auch die heutige französische Grenzregion ab. Denn seit dem vorangegangenen Krieg, dem deutsch-französischen 1871, war Lothringen Teil des Deutschen Reiches. 1918 fiel es an Frankreich zurück. Irene Portas Vazquez sagt: „Nach dem Ersten Weltkrieg verdoppelte sich die zu kontrollierende Grenze beinahe.“ Außerdem fiel das Personal des Deutschen Zollvereins weg. Luxemburg gründete mit Belgien die Belgisch-Luxemburgische Wirtschaftsunion, musste jedoch eine eigene Zollverwaltung aufbauen, inmitten der Nachkriegskrise. Luxemburg hatte kein Geld und sparte an Staatsbeamten, der Zoll war heillos unterbesetzt, die Beamten schlecht bezahlt und überarbeitet durch viel zu lange Schichten und unregelmäßige Arbeitszeiten. Es war unmöglich, die Grenze flächendeckend zu kontrollieren.

Da Grenzen zuvor kaum eine Rolle gespielt hatten, war der Süden außerdem stark vernetzt, weiß Irene. „Als Lothringen Teil von Deutschland war und Luxemburg im Deutschen Zollverein, wurde die Industrie über die Grenzen hinaus gebaut, ohne Barrieren. Die Industrie war ein grenzübergreifender Teppich. Die Grenzen sind sehr viel fließender, als man denkt.“ Man habe nicht einmal gewusst, wo sie genau verläuft. „Viele Grenzmarken wurden entweder von der Natur verschlungen oder sie mussten der Minen- und Industriearbeit weichen, wurden entfernt. 1938 haben Luxemburg und Frankreich eine Kommission gegründet, um herauszufinden, wo die Grenze exakt verläuft, und sie wiederherzustellen.“

Die Grenzgänger und sonstigen Schmuggler wussten das grenzübergreifende Netz der Minen zu nutzen, sagt Irene. „Die Minen sind Labyrinth, viele Arbeiter haben durch die Minen geschmuggelt.“ Sie sind in Luxemburg hineingegangen, un-

„Einige haben mit Hunden geschmuggelt, ihn vollgepackt und losgeschickt“

Nico Düsseldorf, ehemaliger Zollbeamter

terirdisch nach Frankreich gelaufen, haben dort ihre Waren abgeladen und sind durch eine andere Mine nach Luxemburg zurück. „Die Leute, die dort sechs Tage die Woche gearbeitet haben, wussten genau, wann und wo sie gehen konnten und was sie mitnehmen konnten. Das waren perfekte Bedingungen für Schmuggler.“ Zwar wurde ab und zu in den Minen kontrolliert, doch das sprach sich so schnell bei den Arbeitern herum, sodass sie vorgewarnt wurden, und die Zollbeamten durften nicht alle Grubengänge nutzen.

Unterirdisch wurden nicht nur Alltagsdinge, Tabak, Alkohol und Lebensmittel, geschmuggelt. Die kommunistische Arbeiterbewegung nutzte die Minen für den Schmuggel kommunistischer Zeitungen. „Viele der italienischen Gastarbeiter wurden hier politisiert. Sie arbeiteten in einem ausbeuterischen System, das sie wegschickte, sobald sie keine Arbeit mehr hatten.“ Die italienischen Kommunisten konnten hier viele neue Anhänger gewinnen. Sie druckten die Zeitung *Il Riscatto* in Brüssel und schmuggelten sie von dort nach Frankreich und Luxemburg geschmuggelt. Die Minenarbeiter hier lasen so über Kommunismus in Italien, Luxemburg und Frankreich.

Wo einst die Mine war zwischen Düdelingen und Volmerange war, ist immer noch erkennbar. Große Steinquader am Waldweg, überwuchert von Moos, markieren nicht etwa die Grenze, sondern wahrscheinlich die Mineneingänge, vermutet Irene. Wo die Grenze ist, sieht man heute ebenso wenig wie vor 80 Jahren. ●



Olivier Heimes

Große Steinquader am Waldweg, überwuchert von Moos, markieren nicht etwa die Grenze, sondern wahrscheinlich die Mineneingänge

CINÉMASTEAK

L'origine du mâle

Artiste à la filmographie placée sous le signe du désir, Josef von Sternberg (1894-1969) a fondé toute sa carrière sur sa passion des actrices (Dietrich, Gene Tierney, Akemi Negishi), qu'il a su mieux que nul autre diriger et mettre en lumière. Littéralement même, car s'il est un réalisateur de renom, Sternberg est aussi un grand chef-opérateur, inventant un système d'éclairage inédit où des ombres sensuelles parfaitement dessinées dissimulent autant qu'elles révèlent la splendeur des corps féminins. *The Shanghai Gesture* (1941) en constitue sans doute l'accomplissement technique. Quant au tournage de *Der Blaue Engel* (1930), premier film parlant de la UFA, il sut dompter l'indépendante Marlene Dietrich, qui deviendra sa muse pendant plusieurs années. Après ce coup d'essai réussi, la comédienne le rejoindra à Hollywood, où ils tourneront encore ensemble six longs-métrages pour le compte de la Paramount, de *Morocco* (1930) à *The Devil is a Woman* (1935). Une période pleinement créatrice au cours de laquelle l'amour et le travail tendent à se confondre.



Akemi Negishi est au centre du film

Dans son avant dernier opus, *The Saga of Anatahan* (1953), qui se présente d'emblée comme un « Post-scriptum au conflit dans le Pacifique », sont rassemblées les recettes qui ont fait sa réputation. Adaptée du roman de Michiro Muruyama, qui fut l'un des survivants de cette tragique épopée, l'histoire narre les mésaventures de soldats japonais échoués sur l'archipel des Mariannes pendant sept années (1944-1951), à mi-chemin entre le Japon et la Nouvelle Guinée. Un trou perdu, volcanique, contraire à la vie humaine, bordé seulement par le ressac des vagues. Ne sachant rien du terme du conflit mondial, ces derniers continuent à surveiller la côte au cas où les Américains tenteraient un assaut contre l'île – une intrigue qui rappelle, plus récemment, *Onoda, 10 000 nuits dans la jungle* (2021) d'Arthur Harari. Mais le film de Sternberg se distingue en offrant une énième variante autour de la femme fatale, puisque le groupe de soldats se disloque dès qu'il découvre la présence sulfureuse de Keiko (Akemi Negishi), unique femme dans l'île, devenant l'enjeu et la cible de toutes les convoitises masculines... C'est d'ailleurs une constance chez Sternberg : les hommes se battent entre eux pour obtenir, en vain le plus souvent, les faveurs d'une femme, qui sait utiliser ses charmes naturels pour manigancer, manipuler, arriver à des fins tactiques, à l'instar de *The Scarlet Empress* (1934) et de l'ascension opportune de la reine Catherine II (Marlène Dietrich). Pourtant le réalisme, comme la vraisemblance, n'intéressent que très peu Sternberg, plus porté sur la création artistique d'un milieu d'aspect exotique pour en faire une fable universelle. Ainsi les échanges en japonais ne sont-ils jamais traduits, résumés avec distance par une voix narratrice qui en souligne les enjeux, l'intrigue, et parfois même les enseignements moraux. La décadence des mœurs, répétée de film en film, obsède également le cinéaste.

Tout concourt dans *The Saga of Anatahan* à susciter le désir, à le refléter, à en souligner l'abîme aussi, telle la jungle hostile dans laquelle s'enfoncent aveuglément les soldats nippons qui se voit endosser une fonction psychologique – épaisse forêt anarchique dont les clairs-obscur, avec leur part lumineuse et leur point d'aveuglement, renferment des désirs méconnus. Il en est de même du mouvement incessant des vagues, métaphore de ce désir infini, dévorant, de cette activité vitale écumante. Enfin il y est question d'un mal invisible, car intérieur, celui dont la jolie Keiko est la figure révélatrice : désir sexuel qui ronge ces mâles en rut, qui boivent pour noyer leur chagrin, leur éloignement, leur faillite morale. ● Loïc Millot

Anatahan (Japon, 1953, Josef von Sternberg), 91', vo japonaise et anglaise stfr, est présenté mardi 14 septembre à 19h à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg

LES COULISSES DE LA MUSIQUE (7)

Pas si classique

Romuald Collard

À seulement 24 ans, Clémence Creff possède déjà l'assurance des plus audacieux. Souriante et enjouée, la jeune femme semble bien consciente de la tâche complexe que son job de « chargée de mission – classique, contemporain, jazz, world » au sein de Kultur:Lx lui demande. Quoiqu'il en soit, elle, elle est prête.

Son « titre » pourrait faire un peu peur : Chargée de mission, un énoncé quasi militaire, mais qui n'effraie pas le moins du monde Clémence. « Au contraire, moi, je trouve ça hyper gratifiant. Chargée de mission veut dire que tu vas gérer un, voire plusieurs projets et c'est une des choses qui m'a motivée à postuler à ce job. Alors oui, j'en conviens, ça peut faire un peu peur parce que c'est mon premier travail et que cela me donne une certaine responsabilité mais je trouve ça... plutôt grisant ». Elle précise que ce boulot est très diversifié : gestion de projets dans le cadre de la promotion d'artistes mais aussi toute la partie support, que ce soit financier ou en termes d'accompagnement et de conseils.

Passionnée de musique classique et de jazz, Clémence Creff n'a finalement fait que suivre une voie qui semblait être tracée pour elle depuis toute petite. Elle se souvient : « Petite, je rêvais de devenir danseuse professionnelle. C'était vraiment le grand projet de ma vie qui est resté assez longtemps dans ma tête. Après, j'ai voulu devenir commissaire-priseur. Puis un jour, je me suis dit que je ne serai jamais une danseuse professionnelle, ce qui ne m'empêchait pas de travailler pour les danseurs pro. » Elle revient sur les débuts. « Avant d'être ici, je terminais mes études. À côté, je travaillais dans une agence artistique à Paris – principalement dans la musique classique. Je savais que je voulais rester dans ce genre de job... mais dans le domaine public. Et l'offre d'emploi de Kultur:LX est parue au moment où je terminais mes études. C'est un concours de circonstances assez drôle car j'avais une idée assez précise de ce que je voulais faire et il se trouve que le poste offert ici était parfaitement compatible. »

Une sorte de fascination pour le Luxembourg

La journée-type de Clémence Creff se déroule selon un fil assez rodé : « Je prends un café et je discute un peu avec mes collègues. Ensuite, il peut y avoir des rendez-vous avec des artistes qui viennent présenter leur projet ou nous montrer l'évolution de celui-ci et. De mon côté, je vois ce que je peux leur apporter comme aide. » Ce soutien doit être adapté au stade où est l'artiste dans sa carrière, en tenant compte des grandes tendances de l'industrie de la musique, de savoir comment fonctionne une campagne de promotion, sans oublier les spécificités qu'il peut y avoir dans le classique, le jazz ou les musiques actuelles. « La journée peut aussi être ponctuée de réunions dans lesquelles on va parler des projets en cours. J'essaye aussi de toujours continuer à faire des recherches (contacts, festivals, etc...). » Le soir, généralement, elle assiste à un concert. « C'est un métier où il faut aimer le contact humain, évidemment on est amené régulièrement à aller vers les profes-



sionnels du milieu. » Autre qualité essentielle : l'écoute. « Il faut surtout savoir écouter les professionnels autour de nous, mais aussi écouter le secteur – notamment le secteur luxembourgeois, comprendre quels sont les enjeux ici et puis agir, proposer des choses. Il faut encore écouter les programmeurs des lieux ou de festivals pour savoir ce qu'ils recherchent. À l'étranger, la scène jazz est assez identifiable et j'ai régulièrement des gens qui me disent être venu, par le passé au Luxembourg – par exemple pour le Luxembourg Jazz Meeting, et qui gardent un souvenir formidable du pays. Il y a aussi pas mal de pros qui connaissent bien les artistes et ont une opinion très favorable. Et puis, il y a aussi ceux

qui se demandent comment nous fonctionnons dans un si petit pays. Il y a même, chez certains, une sorte de fascination pour le Luxembourg. »

Personnage sympathique s'il en est, Clémence Creff avoue que ses passions ressemblent à son job (concerts, danse, théâtre,...). Ce à quoi elle ajoute une touche de sport (« j'essaye de courir régulièrement et, étudiante, j'ai même fait du rugby ! ») et... doisi-veté ! « En fait, mon temps libre, j'aime bien le passer aussi à ne rien faire. Être simplement dans l'oisiveté, je trouve ça vraiment bien. » On valide ! ●

Playslis

Premier disque acheté ou reçu ?

Life in cartoon motion de Mika. J'avais dix ans, et je n'osais pas trop demander à mes parents de me l'acheter.

La chanson qui te rappelle ton enfance ?

À peu près toutes les chansons d'Etienne Daho ; un artiste qui a accompagné toute mon enfance.

La chanson qui arrive à t'émouvoir ?

Alors, déjà, je pleure régulièrement ! Mais en musique, c'est surtout la musique classique : le Concerto pour violons de Sibelius et une version particulièrement émouvante de Lisa Batiashvili et la Staatskapelle Berlin dirigée par Daniel Barenboim ; surtout l'introduction. Et puis aussi le deuxième mouvement du *Concerto en sol* de Ravel – un concerto pour piano. Ça me tire la larme à chaque fois !

La chanson qui te donne la pêche ?

Stabilise de Nilüfer Yanya

La chanson que tu ne peux plus entendre ?

Peut-être *Despacito*, c'est plutôt une chanson que je n'apprécie pas spécialement. Les goûts et les couleurs...

La chanson que tu as honte d'écouter ?

J'aime beaucoup les BB Brunes, par exemple. Je n'ai pas honte d'écouter ça, mais je sais que ça fait un peu rire. C'est toujours une question du regard des autres parce que, personnellement, je les trouve bon musiciens et il y a des super titres. Et c'est une musique qui a quand même accompagné toute une génération.

FESTIVAL DE SALZBOURG 2022 (2)

Sur les deux rives

Lucien Kayser

Des retrouvailles avec le Quatuor Ebène, un duo insolite, harpe et voix, de quoi ravir en-deçà ou au-delà des grandes productions

On ne le répètera jamais assez, le festival de Salzbourg ne se limite pas à telle enceinte de la vieille ville, Hofstallgasse bourrée de voitures cossues et de robes clinquantes. Il est des lieux plus modestes, plus lointains, tel Hallein, tel le Mozarteum, de l'autre côté de la Salzach, ou le Landestheater, même si cet été on n'a pas pu y mettre les pieds à cause de travaux. Raison pour laquelle le festival a pris possession de la Max Schlereth Saal pour *Ver-rückt nach Trost*, de Thorsten Lensing, pièce coproduite avec pas moins de sept institutions, dont les Théâtres de la Ville de Luxembourg où André Jung rentrera pour ainsi dire au bercail au début du mois de décembre prochain.

Il n'y a pas que cette dissémination des endroits. Le contraste est plus grand encore entre telles productions d'opéras, dans toute leur opulence sur les scènes amples du Festspielhaus ou de la Felsenreitschule, et telles soirées de musique de chambre, où jusqu'au Haus für Mozart, il se met à exister une intimité certaine, chose tout habituelle, normale, au Mozarteum. Avec un public on ne peut plus averti, auquel il arrive de n'en être pas moins fervent, enthousiaste, témoin l'atmosphère enfiévrée du concert du Quatuor Ebène, c'est quand même rare de voir et d'entendre le public à Salzbourg taper des pieds, crier son enchantement.

Au Luxembourg, nous connaissons bien les Ebène, depuis près de dix ans, en 2013, en quatuor bien sûr, en quintette,

avec Antoine Tamestit. Le 29 avril prochain, les cinq interprètes se retrouveront à la Philharmonie autour de Mozart, des *KV 515* et *516*. Et au fil des rencontres, si le pupitre de l'alto a connu deux changements, cela n'a strictement rien enlevé à la cohérence ni à l'entrain engagé de l'ensemble. Depuis 2019, c'est Marie Chilemm qui est au poste, en octobre dernier, avec Pierre Colombet et Gabriel Le Magadure (violons) et Raphaël Merlin (violoncelle), avec le premier quatuor de Janacek, entouré de Haydn et de Schumann.

À Salzbourg, la *Sonate à Kreutzer* figurait de même au programme, et quel plaisir de réécouter cette sauvagerie des sentiments, des passions (en réponse à Tolstoi), ces attaques qui donnent d'emblée une intensité qui ne faiblira plus, laissant toutefois de la place, de la durée à l'émotion de s'épanouir. Était-ce cette attente de pareil degré paroxystique qui a déjà fait écouter autrement le *KV 387* de Mozart qui a précédé ? Non, même si là encore, tout le mérite revint à l'interprétation, de nous mener au-delà de la délectation, d'accentuer les failles que le compositeur a ouvertes dans la tradition, la façon dont il s'y est mis en quelque sorte en opposition, en contradiction déjà. Une même mise en question, un regard tout en fraîcheur, sur le *quatuor n°3* de Brahms, j'emprunte la conclusion de la soirée au commentaire du programme sur la fin de cette œuvre : « Aber der Kreis schliesst sich nicht : Er

öffnet sich ins Unendliche. » Pareille ouverture démesurée sied à la musique.

Ailleurs, non moins légitimement, les espaces se resserrent. Ce fut le cas pour les lieder de Schubert, les mélodies de Fauré et Debussy, les airs de Rossini, lors du récital de Diana Damrau. D'autant plus contrairement à l'habitude, pas d'accompagnement au piano, à côté d'elle sur la scène Xavier de Maistre et sa harpe, rappelons qu'il a été en 1998 le premier Français à intégrer les Wiener Philharmoniker. Dans telle balade de Goethe, on n'allait pas l'écouter ce soir-là, il est dit du *Sänger*, « drückt' die Augen ein/ Und schlug in vollen Tönen », reprenant bien sûr l'image antique ; cela suffirait à justifier la harpe. Elle offrit une expérience nouvelle, d'un accompagnement plus léger, plus pointu, et quasiment volatile jusque dans ses accents les plus soutenus, face à la limpidité de la voix de Diana Damrau.

Et dans la partie française du programme, une chance de suivre comment Fauré et Debussy ont mis en musique Verlaine, son *Clair de lune*, l'amour vainqueur, les sanglots d'extase des jets d'eau. L'un célébrant davantage l'ambiance rococo, l'autre allant vers quelque chose de plus tendu. Après, ce fut Rossini, on se rapprocha de l'opéra, on y vint carrément avec le premier bis, un air de Bellini, pour finir sur *Les Chemins de l'amour*, avec la valse de Francis Poulenc. ●

ARCHITECTURE

Esch la verte

Marianne Brausch

Dans l'exposition *L'invention d'Esch-sur-Alzette, Josef Stübben et les architectes de la Ville*, on peut voir pour la première fois, le plan d'extension de celui auquel la commune a fait appel en 1924 dans l'idée d'un développement cohérent pour une ville de 34 000 habitants. Avant, Esch était un village rural (comme le montre la carte de Ferrantis de la deuxième moitié du 18^e siècle), puis passe à l'échelle du bourg au milieu du 19^e siècle et surpasse Bettembourg comme chef-lieu de canton (relevé cadastral de la commune de 1842) avant de devenir une ville en 1906. À l'époque, elle compte près de 12 000 habitants et prospère ensuite grâce à la sidérurgie (plan de SUDenergie). La ville compte trois usines et s'étend entre le vieux noyau médiéval et la gare. Malgré les constructions à fier caractère urbain, la rue de l'Alzette couverte devient l'artère principale, l'installation de toutes les infrastructures afférentes à une ville du vingtième siècle sont mises en place au niveau technique et de l'hygiène. Esch s'est développé si vite qu'elle va rechercher plus de cohérence pour son extension future.

On conseille au visiteur de prendre le temps de lire attentivement les fiches biographiques établies de manière irréprochable

À l'époque de cette commande, Stübben va avoir 80 ans, mais sa réputation est encore grande. Il a beaucoup travaillé dans la région : il a été architecte en chef des villes d' Aix-la-Chapelle et de Cologne. En Lorraine, après la guerre franco-prussienne, il est l'auteur des belles avenues du Quartier allemand de Metz et d'une grande partie de la ville de Thionville. En 1890, il a publié un ouvrage intitulé *Der Städtebau, Handbuch der Architektur*. Deux ans avant Esch, en 1922-23, Luxembourg a déjà fait appel à lui et les quelques « morceaux » de son plan transposé (avenue de la Liberté au Plateau Bourbon, Val-Ste-Croix, Limpertsberg), sont encore aujourd'hui immédiatement identifiables. Sa théorie repose sur la hiérarchie des voies de circulation séparées véhicules-piétons, la végétation est abondante sous forme de parcs et d'avenues plantées. Le bâti aussi est hiérarchisé : places devant les édifices publics, bâti en front de rue pour les édifices les plus hauts, jardins avant pour les maisons d'habitation des quartiers périphériques.

À Esch, Joseph Stübben aurait fait de la rue de l'Alzette une artère verte et les quartiers d'habitation, dessinés en îlots urbains réguliers, auraient été traversés par des chemins piétonniers plantés. En témoigne, aujourd'hui encore, même s'il a été transformé, le Parc Laval, un parc de quartier. Les aménagements éducatifs et sportifs y sont publics comme la bibliothèque municipale, il comprend des courts de tennis, des jeux pour les enfants, le tout ombragé par des essences d'arbres remarquables. La connaissance botanique n'est pas oubliée et l'embellissement et les bienfaits sur la santé par le végétal hautement estimés. L'allée centrale du cimetière Saint-Joseph est encore aujourd'hui un axe inter-quartiers apprécié, complété depuis par un axe transversal, ce qui confirme la justesse de son tracé prévu par Stübben, car naturellement emprunté par les piétons. Cette adéquation entre tracé et usage équivaut, dans le langage imagé du regretté Lucien Kroll disparu récemment, au « chemin des sioux ».

L'architecture pittoresque de Joseph Stübben, ne tendait pas vers la modernité. Il suffit pour cela de visiter Metz ou Thionville et dans l'exposition, de regarder les dessins, boulevard Servais à Luxembourg de l'imposante villa, (aujourd'hui l'Ambassade des États-Unis), construite en 1922 par

son émule l'architecte allemand Gust Schoppen (1890-1931). Les années 1920 voient la guerre des styles entre, les toits-terrasses prônés par le Bauhaus et les toits traditionnels à deux pentes. À Paris, en 1925, Le Corbusier présente le pavillon de l'Esprit Nouveau à l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes. Stübben est naturellement à ranger du côté du style « heimisch », régionaliste.

Comme dans beaucoup de villes, les entrées de Esch ont été négligées et ont même créé de véritables césures dans le tissu urbain, car abordées uniquement en fonction de la circulation automobile. Mais est-ce une raison pour présenter le projet du Parteiforum, dessiné en 1941 par Karl-Heinz Löb à la typologie idéologique national-socialiste avec ses arcades, ses formes géométriques, sa tour signal et, sa place destinée aux rassemblements du peuple comme un exemple à prôner aujourd'hui pour coudre le tissu entre Esch et Schifflange sur le site de l'usine Arcelor-Mittal transformé en quartier de ville ? On ne sait pas qui, des responsables de l'exposition (Christian Mosar, direction artistique, Alain Linster et Denis Scuto, curateurs) prône ce retour de boomerang dont les frères Krier ont fait leur pain post-moderne théorique et construit avec la Cité judiciaire à Luxembourg...

Tant qu'à être de parti pris, il nous semble que la modernité de Stübben serait aujourd'hui du côté du paysagiste Michel Desvigne (1958), qui actuellement plaide pour et met en œuvre des îlots forestiers urbains pour contrecarrer la surchauffe dans un futur plus proche qu'on ne croyait. Il serait aussi assurément apprécié d'un Jan Gehl (1936), l'urbaniste danois appelé dans le monde entier pour redonner la mixité urbaine nécessaire à l'usage de la ville par le pas de l'homme ou à distance d'une petite course en bicyclette. Mais revenons à l'exposition. Certes, elle présente l'original de Josef Stübben qui est la pièce maîtresse de l'exposition.

Des exemples sont également rassemblés de réalisations ou de projets d'architectes de la Ville. On reconnaîtra l'entrée principale du terrain de foot de la Jeunesse Esch de Christian Scholl-Mersch (vers 1935) et on appréciera du même, la modernité de la villa Probst (1938), ainsi que le projet de concours pour le Monument aux Morts, même si on se refuse à rentrer dans le jeu de la polémique concernant le classicisme – mal compris aujourd'hui – du projet réalisé par Nicolas Schmit-Noesen avec Laurent Schmit pour l'actuel Musée de la Résistance (MNR). Sont également à voir le pavillon café-restaurant au Gaalgebierg de Robert Van Hulle (dessin de 1954), lequel, apprendra-t-on, succéda à ce poste à Isidore Engler qui est l'auteur de l'actuel Hôtel de Ville d'Esch en 1937. De Nicolas Schmit-Noesen, on verra les plans du fameux cinéma Rex, place du Brill (1938) : les polémiques ont du bon, puisqu'il est connu de tous, ayant été l'objet d'un long combat pour sa conservation.

Alain Linster et le Lëtzebuerg Architektur Musée (LAM), s'efforçant depuis de longues années de réunir des archives, c'est peut-être déformer le propos de l'histoire de l'architecture eschoise et des architectes en chef de la Ville que de voir des projets hors Esch de la « star » Schmit-Noesen qu'on a déjà pu voir par ailleurs (voir *d'Land* du 16.01.2015 et du 22.07.2016). On conseille donc au visiteur de prendre son temps et de lire attentivement leurs fiches biographiques – établies de manière irréprochable. On comprend mieux l'importance qu'ont eu les architectes de la Ville d'Esch : Paul Flesch, Paul Wigreux, Isidore Engler, Gust Schopen, Prosper Colling.

Esch, la Métropole du Fer, regorge de projets et d'architectures bâties remarquables. On aurait aimé aussi pouvoir bénéficier de repères visuels et graphiques qui permettent de comprendre l'extension de la ville suivant la localisation des quartiers d'Esch, dont les noms sont pour beaucoup inconnus sinon à être eschois, voire architecte. ●

L'exposition *L'invention d'Esch-sur-Alzette – Josef Stübben et les architectes de la Ville* est à voir jusqu'au 15 septembre au Bridderhaus, 1 rue Léon Metz à Esch/Alzette



Re-Retour de Babel 17.09—11.12. 2022

Centres d'Art Nei Liicht & Dominique Lang, Dudelange

re-retourdebabel.lu

#DUDELANGE2022

HOME CINEMA

Warten auf Befreiung

Marc Trappendreher



Thirteen lives von Ron Howard ist die vierte Verarbeitung des Tham-Luang-Dramas

Eigentlich ist das Tham-Luang Höhlensystem in Thailand ungefährlich, bei Trockenheit lässt es sich sogar ganz unbeschwert durchqueren. Nicht so aber bei starken Regenschauern, dem Monsun, der die thailändische Berglandschaft in regelmäßigen Abständen heimsucht. 2018 wurde das zwölf Kindern und deren Fußballtrainer, der die Gruppe führte, schmerzlich bewusst, als sie bereits etliche Meter in das Tunnelsystem vorgedrungen waren.

Durch den Starkregen, der die Grotte überflutete, waren sie dem sicheren Tod ausgeliefert. Durch eine großangelegte Rettungsaktion, die die Welt während rund achtzehn Tagen den Atem anhalten ließ, schrieb das Unglück der Tham-Luang-Höhle schnell Geschichte und hat mit *The Cave* (2019), *13 Lost: The Untold Story of The Thai Cave Rescue* (2020) und *The Rescue* (2021) kurzerhand bereits drei Aneignungen durch den Film gefunden.

Mit *Thirteen Lives* unter der Regie von Ron Howard hat sich nun ein routinierter Hollywood-Filmmacher des Stoffes angenommen und erzählt das Rettungsdrama aus der Erlebniswelt der britischen Taucher Rick Stanton (Viggo Mortensen), John Volanthen (Colin Farrell) und dem australischen Anästhesisten Richard Harris (Joel Edgerton), die freiwillig an dem Bergungsversuch teilnahmen. Dass der Vorfall sich als Hollywoodfilm besonders eignet, dürfte freilich nicht überraschen, wird hier doch von der großen Wirkungsmacht der kollektiven Geste, der Befreiung durch die gemeinsame Tat, erzählt. Doch bevor es soweit ist, vergeht erstmal viel Zeit. Anstatt dem allesentscheidenden Rettungsmoment entgegen zu hasten, nimmt sich Ron Howard viel Zeit, die Vorbereitungsarbeiten für die Mission zu schildern und die unterschiedlichen Sichtweisen und Gefühlslagen gegenüberzustellen. Die Rettungsaktion, die *Thirteen Lives* abbildet, ist von einem seltsamen Ineinander von Zögern und Pragmatik, Zweifel und Kreativität geprägt. Über allem aber lastet die Unabwendbarkeit des Zwangs. Mortensen trägt die Last dieses Verantwortungsbewusstseins und damit den Film ganz eindrücklich auf seinen Schultern – eine schauspielerische Tour de Force. Freilich unterdrückt der Film die Lesart des White savior-Narrativs indem er immer wieder die Diversität der Beteiligten einschließt. So arbeitet etwa ein Wassertechniker aus Bangkok zusammen

Der Vorfall eignet sich als Hollywoodfilm besonders, wird hier doch von der großen Wirkungsmacht der kollektiven Geste, der Befreiung durch die gemeinsame Tat, erzählt

mit einem naturverbundenen Ortskundigen an einem lebensrettenden Abflusssystem. Daraus wird ersichtlich, dass es hier nicht so sehr um die Behauptung von Helden geht, sondern um die entschlossene Hingabe, die in eine geradezu wahnwitzige Entschlusskraft mündet.

Thirteen Lives mag so als einer der gelungensten Versuche eines Dialogs zwischen amerikanisch-hollywoodschen Befindlichkeiten und realen Gegebenheiten gelten, nicht nur was die film-sprachlichen Aspekte anbelangt. Ron Howard

hat seinen Film ganz bewusst mit Respekt gegenüber dem Realvorfall angelegt; er will, im Gegensatz zur gewohnten Mainstream-Verarbeitung, die realen Ereignisse nicht verfälschen, ersetzen, zuspitzen, ja dramatisch überschreiben, sondern vielmehr erinnernd bearbeiten und dabei auch in die Kontinuität der eigenen Arbeit stellen. Die Kontinuität in seinem eigenen Werk wird vor allem durch die Extremsituation gestiftet. *Apollo 13* (1995), *Cinderella Man* (2005) oder *Rush* (2013) basieren auf realen, einschneidenden Ereignissen, die Menschen in Extremsituationen zeigen. Da wie hier macht die Aufrechterhaltung der Spannungskurve die filmische Intensität aus. Was *Thirteen Lives* in seiner beklemmenden Wirkung aber in besonderem Maße prägt, ist die Reduktion des filmischen Raumes auf wenige Sets und die Kulmination der Handlung an dem immergleichen Ort der Grotte. Das macht die filmische Stärke aus, nicht zuletzt, weil der Film das Breitbildformat der Kinoleinwand eindrucksvoll für sich zu nutzen weiß. *Thirteen Lives* zeigt eine klaustrophobe Welt, in der es keine vertikale Flucht geben kann, nur die Horizontale bleibt, ganz direkt die Durchquerung der Schächte. Das Ausdehnen der Aktion in der Breite wird da spürbar – ein Eindruck, den Heimmedien nur bedingt wiedergeben können. Dass *Thirteen Lives* überwiegend auf dem Streamingdienst Amazon Prime zu sehen ist, spricht generell nicht für Streamingdienste. ●

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Ponts et Chaussées
Division des ouvrages d'art

Appel de candidatures

Procédure : européenne concurrentielle avec négociation
Type de marché : Services

Réception des offres ou des demandes de participation :

Date limite : 19.10.2022
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
OA1009

Description succincte du marché :
– Mission d'ingénieur en génie civil relative à la réalisation d'un passage à faune mixte en remplacement de l'OA1009 sur l'A6 – phase : études de conception.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Les intéressés peuvent retirer les documents de soumission gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Les services d'ingénieur en génie civil relative aux « Études de conception » comprenant les volets « Voirie » et « Ouvrages d'art ».
La remise d'un DUME est obligatoire.

Réception des candidatures :
La remise électronique est obligatoire.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :

07.09.2022

La version intégrale de l'avis n° 2201846 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Le ministre de la Mobilité et des Travaux publics, François Bausch

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 13.10.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de façades à exécuter dans l'intérêt du Centre mère-enfants Pro Familia à Dudelange.

Description succincte du marché :
– Façade isolante, système d'enduit et de peinture.
La durée des travaux est de 45 jours ouvrables, à débiter le 2^e semestre 2023. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des

charges :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
08.09.2022

La version intégrale de l'avis n° 2201841 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 11.10.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :

Travaux de toiture à exécuter dans l'intérêt du Centre mère-enfants Pro Familia à Dudelange.

Description succincte du marché :

– Le présent marché comprend l'étude et la réalisation de travaux de charpente en bois, de couverture en ardoises, zinc ou autres, de travaux de zinguerie en toiture et façade ainsi que l'isolation intérieure des combles et de l'isolation de façades sous bardage.
La durée des travaux est de 49 jours ouvrables, à débiter le premier semestre 2023.

Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
08.09.2022

La version intégrale de l'avis n° 2201817 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 12.10.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de menuiseries extérieures à exécuter dans l'intérêt du centre mère-enfants Profamilia à Dudelange.

Description succincte du marché :
– Le présent marché comprend l'étude et la réalisation de travaux de menuiseries extérieures.
La durée des travaux est de 79 jours ouvrables, à débiter le premier semestre 2023.
Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :

BANDE DESSINÉE

La Bigaille, une utopie devenue réalité

Pablo Chimienti

Avant d'être le titre d'une bande dessinée, la Bigaille est le nom du bar associatif ouvert en 2012 à Marennes (Charentes maritimes) pour contrer l'absence d'événements culturels en milieu rural. Un petit local rêvé, mis sur pied et géré par des bénévoles depuis maintenant dix ans qui propose une programmation artistique et culturelle allant des concerts de punk, métal ou hip-hop aux spectacles pour enfant en passant par des expositions, des ateliers ou encore des réunions publique... Un endroit ouvert à tous, avec tarifs très accessibles.

Thibaut Lambert (*Al Zimneur, Au coin d'une ride, De rose et de noir, Lamour n'a pas d'âge, Si je reviens un jour...*), auteur belge installé justement à Marennes, a décidé de raconter ce lieu, son histoire, ses gens. Un de ces lieux, écrit l'auteur, « qui dégagent quelque chose. Difficile de savoir quoi exactement. Pourtant, en y entrant, on sent qu'ils sont chargés en énergie. Comme si les

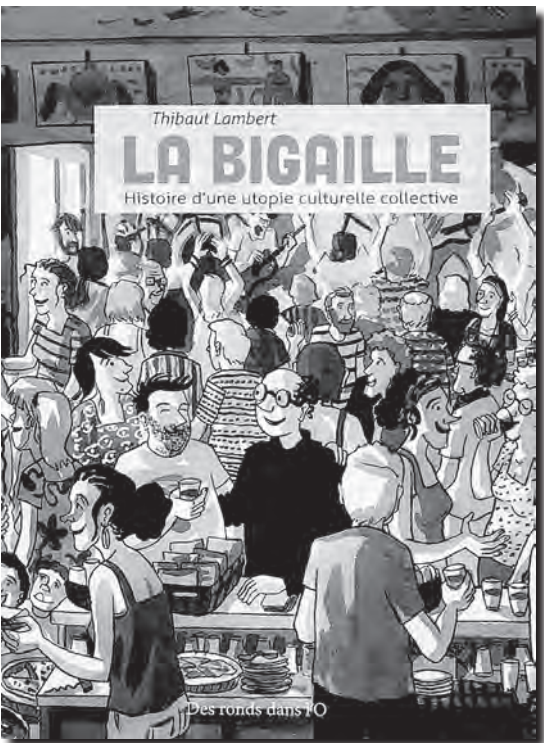
Un récit terriblement touchant de cette utopie culturelle portée par une bande de doux rêveurs, mais aussi drôle et agréable à lire

murs avaient capté une parcelle de l'aura de celles et ceux qui les ont fréquentés ».

L'auteur est allé à la rencontre de ses fondateurs. Il y a Matthieu, Antoine, Laurent, Nico, Fits, Gwéna, Willow, Julie, Béber et quelques autres dont les lecteurs n'apprendront pas nécessairement les noms. Certains étaient animatrice culturelle ou technicien du son, d'autres étaient chef de projets informatique, pompier, géographe, maraîcher, ostréiculteur... Des métiers bien éloignés de celui de programmeur, booker ou encore gestionnaire d'un bar. Mais tous avaient en commun d'être originaires de la campagne ou de milieux péri-urbains, d'être partis étudier ou travailler en ville et d'avoir fait leur « retour à la terre ». « Besoin de verdure. D'espace. Mais également de culture », explique l'un d'eux qui avoue sans détour le fait d'être passé, pendant sa période citadine, par une étape « bobobrancheuille ».

Mais chez eux, « après 19 h tout est fermé (...) il ne se passe rien ». Il y a certes un cinéma, mais les films à l'affiche ne semblent pas toujours répondre aux attentes artistiques de ces chasseurs de culture ; et pour les concerts, c'est deux heures trente de bagnole aller-retour. « On a qu'à en faire nous des événements », lancera un jour l'un d'eux. Une association verra ainsi le jour, histoire d'organiser des concerts dans des salles mises à disposition pour un soir par différentes communes. De premières expériences de bénévolat, faites de système D et de bric et de broc : les meubles de l'un pour occuper l'espace, des guirlandes de culottes pour décorer ces salles des fêtes sans âme...

Une deuxième association, le LAC, pour Lieu d'Action Culturelle, prendra le relais et ira taper aux portes des élus locaux pour obtenir un local pérenne jusqu'à ce que l'un d'eux, frai-



chement élu maire et cherchant une manière de redynamiser sa commune, ouvre sa porte à ces doux rêveurs. Il a l'argent, ils ont l'envie, l'énergie et un début d'expérience. Le lieu se fera attendre, mais finira par arriver. L'utopie culturelle cessera ainsi d'être SDF et s'installera dans une ancienne caserne des pompiers. C'est petit, pas du tout adapté, mais c'est bien là que naîtra la Bigaille, un mot de patois pour parler d'un « ensemble de petites choses qui individuellement ne valent rien... mais rassemblées ont une force ». Le chantier sera

long et compliqué, mais ne dit-on pas que le chemin est aussi important que la destination ?

Thibaut Lambert raconte cette histoire en 124 pages et en quatre chapitres : le point de départ, le chantier, l'arrêt public (autrement dit la naissance de la structure) et la transmission. Car dans cette utopie, personne ne doit se croire indispensable et pour éviter que la structure ne se retrouve cadencée par des bénévoles éternels, chaque membre du CA ne peut rester en place que trois ans, fondateurs y compris. Les créateurs ont depuis passé la main, de nouveaux bénévoles ont pris la relève, eux-mêmes remplacés par la suite. Un principe qui a fait ses preuves, La Bigaille a fêté ses dix ans en juin dernier.

L'album de Thibaut Lambert, lui, est sorti le 24 août. Documentaire, l'album n'est pas pour autant dénué d'humour avec son lot de bons mots, apartés, clin d'œil nombreux à l'univers de la BD ou à la culture pop... Ce *Bigaille* est non seulement terriblement touchant, par le récit même de cette utopie culturelle porté par une bande de doux rêveurs qui a réussi à voir le jour et à tenir dans la durée, mais aussi très drôle et agréable à lire. Le dessin est semi-réaliste, en noir et blanc et le découpage fait de cases aussi libres que les personnages qui y sont représentés.

L'album donne surtout très envie de s'engager, de donner de son temps, de (re)faire du bénévolat... Il donne aussi envie de découvrir ce lieu culturel, qui parvient à recréer du lien social, du vivre ensemble à travers des projets culturels et sociaux. Dommage qu'il se trouve à quelque 900 kilomètres de Luxembourg ! ●

La Bigaille – Histoire d'une utopie culturelle collective de Thibaut Lambert. Des ronds dans l'O

MOSTRA INTERNAZIONALE D'ARTE CINEMATOGRAFICA

Never let the truth get in the way of a sad story

Tom Dockal

Der Sexskandal um den Pädophilenring des US-amerikanischen Geschäftsmannes Jeffrey Epstein erschütterte vor nicht allzu langer Zeit die Gemüter. Die hohen Wellen, die dieser Skandal schlug, waren unter anderem auf das Netzwerk um Epstein und seine rechte Hand Ghislaine Maxwell zurückzuführen: Sogar der damals amtierende Präsident wurde mit ihnen in Verbindung gebracht. Die traurige Wahrheit aber ist, dass dieser Vorfall keine Ausnahme ist. Vor fast 20 Jahren spielte sich auf dem latein-amerikanischen Kontinent etwas Ähnliches ab. Zu Beginn der Nullerjahre war Chile in Aufruhr wegen des sogenannten *Caso Claudio Spiniak*, ein Fall, der monatelang heiß mediatisiert und diskutiert wurde. Auch er war ein Geschäftsmann, der über Jahre Sexpartys organisierte und Kindesmissbrauch ermöglichte. Genau an dieser Stelle, und mit dem richtigen Skandal als traurige Inspiration, knüpft Fernando Guzzonis neuer Spielfilm *Blanquita* an. Vergangenen Sonntag hatte dieser Film seine Weltpremiere im Orizzonti-Wettbewerb der Filmfestspiele von Venedig.

Blanca oder Blanquita ist die titelgebende Figur, die man zu Beginn des Film mit ihrem in den Armen haltenden Kind antrifft. Die 18-Jährige scheint ruhig, doch es dauert nicht lange, bis sie mit einem Jungen, Carlos, konfrontiert wird. Carlos schmeißt während einer brutalen Panikattacke Möbel herum und schlägt um sich. Während sie den Mitbewohner des katholischen Heims zu beruhigen versucht, erfährt sie von seinen jahrelang anhaltenden Missbrauchserfahrungen. Blanquita hat selbst diese traumatischen Erfahrungen gemacht und die Schilderungen von Carlos lösen etwas bei ihr aus. Mit der Hilfe des Verantwortlichen des Heims, einem strengen aber engagierten Pfarrer, wagt sie den Schritt an die Öffentlichkeit und an die Behörden, um auszusagen. Die Aussagen von Blanca machen sehr schnell die Runde: Medien werden in Rekordgeschwindigkeit auf sie aufmerksam und zeichnen das mutige Portrait dieser jungen Frau, die schon manche Misere in ihrem Leben durchmachen musste. Blanca und Priestervater Manuel ziehen jedoch nicht exklusiv solidarische Stimmen an sich. Die

Täterseite besteht aus Geschäftsleuten, Reichen und Politikern und die schwerwiegenden Vorwürfe lassen diese Menschen nicht einfach auf sich sitzen. Irgendwann wird an der Glaubwürdigkeit von Blancas Aussagen gezweifelt und werden versteckte Motivationen vermutet.

Fernando Guzzonis dritter Spielfilm *Blanquita* macht keinen Hehl daraus, dass etwas faul im Staate Chile ist. Und nicht nur seit Kurzem. Die Welt, der der Regisseur den Spiegel vorhält, scheint ein einziger sozialer Brennpunkt zu sein, aus dem ein Ausweg alles andere als gegeben ist. Ein Brennpunkt, in dem sich Institutionen und die Reichen gegenseitig unter die Arme greifen und die Hände rein waschen. Die Kameraarbeit von Benjamin Echazarret lässt an diesem Tatbestand keine Zweifel aufkommen. Der Kameramann, der u.a. mit Sebastián Lelio bei dessen Filmen *Una mujer fantástica* und *Gloria* mitgewirkt hat, schenkt

Blanca, Pfarrer Manuel, den anderen Figuren und den Orten, an denen sie sich bewegen, nur sehr wenig Licht. Die Dunkelheit erschwert es ihnen, den Hoffungsstrahl zu finden, an den sie sich klammern könnten, um einigermaßen heil auf der anderen Seite ans Tageslicht zu gelangen. Dabei funktioniert *Blanquita* jedoch nicht nur als Sozialdrama. Echazarrets Bild- und Lichtgestaltung und die Inszenierung von Guzzoni sind auch die eines Thrillers. Oft spielt sich Blancas Erzählung in Verhörräumen und geschlossenen Zimmern ab, die lediglich von Tisch- und Deckenlampen beleuchtet werden. Es sind aber auch keine expressionistischen Kompositionen, wie man sie aus einem *film noir* kennen könnte. Flache Grautöne, die offenbar den letzten Rest Emotionalität im Kontext der traurigen Umstände abgetötet haben, dominieren den Film. Es geht nur noch ums Überleben und um den einzigen und letzten Versuch, Gerechtigkeit zu erhalten.

Diese auf der Oberfläche anmutende Härte erkennt man auch in Laura López Blanca wieder. Die Gesichtszüge dieser Frau, mit der man sich zu Beginn zu identifizieren hat, werden im Verlauf zu einer Fassade, die die Zuschauer den Kommissaren ähnlich zu untersuchen haben, um vielleicht doch andere Motive und Lügen zu erkennen. *Blanquita* ist gerade deswegen kein Film, der auf kathartische Erlösung aus ist. Je nachdem und abhängig davon, wieviele Filme dieses Schlags man schon gesehen hat – Guzzonis Film macht eine ganze Reihe Häkchen hinter Elemente, die ein von Festivals gern gesehener Film aufzuweisen hat – er eröffnet aber letztlich den Raum für die Frage, ob und in welcher Hinsicht eine Lüge letztlich doch die Essenz, die Wahrheit an den Tag legen kann. Das Kino, mit dem die Geschichte von Blanquita erzählt wird, lebt seit Beginn von exakt dieser These. Von einem erlogenen, fabrizierten Konstrukt, hinter dem sich eine Wahrheit verstecken kann. ●

Flache Grautöne die, wie es scheint, den letzten Rest von Emotionalität im Kontext der traurigen Umstände abgetötet hätten, dominieren den Film



Ouïe !

Cyril B.

Interrogé sur son implication en faveur de la société Uber lorsqu'il était ministre, le président Macron a répondu cet été : « ça m'en touche une sans faire bouger l'autre ». Il est toujours surprenant d'entendre un chef d'État évoquer son anatomie intime quand rien ne l'y oblige. (Bill Clinton aurait préféré rester muet sur le sujet.) En l'occurrence, cette répartie pour le moins désinvolte était d'autant plus étonnante qu'elle s'avère être une citation d'un ancien président français, Jacques Chirac, qui aimait manier un vocabulaire particulièrement fleuri.

Certains Français cultivent un snobisme consistant à émailler leurs propos de métaphores imagées, voire osées, surtout si elles sont tirées de dialogues de Michel Audiard ou d'un sketch de Coluche. C'est une référence culturelle pour montrer que l'on connaît par cœur les *Tontons flingueurs*. Pas évident pour un non-francophone de s'y retrouver et de faire la différence avec un bon vieux « Merde alors ! » dont le ton répondait directement à l'outrance de propos dépourvus de toute humanité tenus par un populiste.

Dans ce contexte, comment s'étonner de la généralisation de l'expression « je m'en bats les c... », qui semble avoir gagné l'ensemble de la population francophone, sous sa forme abrégée encore plus percutante, « m'en balek », voire en un très bref « balek ». L'expression a gagné en

concision ce qu'elle a perdu en potentiel évocateur, mais ses origines sont immuables et n'ont rien à voir ni avec Balbec, station balnéaire imaginaire chère à Marcel Proust, ni avec la balleke, boulette de viande de nos voisins belges, ni même avec Christian Balek, fameux skieur sur gazon autrichien.

Malgré la distance progressivement prise par rapport à son étymologie anatomique, l'expres-

sion n'en paraît pas moins inappropriée quand elle est utilisée par des personnes de sexe féminin. Évidemment, leur corps leur appartient, et libre à elles d'en faire ce qu'elles veulent pour exprimer leur désintérêt le plus extrême : s'en friser les ovaires, s'en secouer les trompes de Fallope, s'en battre les steaks, ou s'en tamponner le coquillard, mais une limite physiologique semble s'imposer. Si l'égalité des sexes doit passer par une élévation du niveau de vulgarité pour

atteindre celui d'un supporter de football atteint du syndrome de la Tourette à l'heure de pointe sur le périphérique parisien, autant enrichir nos expressions d'images autrement évocatrices que celle d'une moissonneuse batteuse dans le caleçon. Il me semble peu probable, pour appartenir à cette catégorie de la population, que quiconque muni de testicules puisse sérieusement envisager de les utiliser comme accessoire pour jouer au base-ball ou au jokari.

Au-delà de ces considérations anatomiques, « balek » est surtout une expression sans appel, dont la forme volontairement vulgaire renforce le sens. Pas besoin de délicatesse pour exprimer sans détour qu'aucune réaction n'est à attendre de notre part. Autrefois, Ponce Pilate déclarait « je m'en lave les mains », ce qui était plus conforme aux gestes barrières, mais il semblerait que nous soyons désormais entrés dans « l'ère du balek ». Confrontés aux notations, avis, commentaires, ou appréciations en tout genre, digitales ou bien réelles, la tentation est grande d'adopter une attitude de désintéressement généralisé. Le « balek » s'est imposé comme le contraire du « like ». Il est tentant de ne plus quitter nos carapaces, forgées sur l'enclume des réseaux sociaux, pour répondre aux sollicitations ou aux évaluations incessantes par une indifférence, feinte ou réelle.

Ne pas lire les conditions d'utilisation avant de cliquer sur « accepter tout », travailler en tongs ou en claquettes de piscine, bloquer une rue entière parce qu'on attend quelqu'un et qu'on a la flemme de se garer, consulter son téléphone en plein milieu d'une discussion, bénéficier d'investissements publics pour valoriser des hectares de terrains constructibles puis bloquer des travaux d'infrastructures quelques années après... c'est quel niveau sur « l'échelle du balek » ? Et, d'ailleurs, un article entièrement consacré à cette expression, franchement, ce ne serait pas un peu limite ? ●

« Vous pavoisez haut mais vous visez bas... », écrivait Henri Chapier lors de la sortie des Tontons flingueurs en 1963



Stil

L'ENDROIT



De la vigne au verre

Sans doute grâce au talent de nombreux sommeliers mis en vedette dans les restaurants pour proposer de beaux accords entre les mets et mes vins, les bars à vin se multiplient comme les champignons en saison. Lucas Feduzi fait partie de ce lot. Ce jeune spécialiste en pinards venu de Meurthe-et-Moselle a débuté

sa carrière gastronomique chez nous au restaurant Les Roses à Mondorf en 2012. Si, dix ans plus tard, il a décidé de se mettre à son compte dans un coin plutôt isolé de Gasperich, à la lisière de la Cloche d'Or (21, rue Evy Friedrich), c'est sans doute parce que ses passages chez Vinissimo et au Cercle Münster lui ont permis de se créer un beau carnet d'adresses et de clients. On ne sera donc pas surpris de croiser à son « De la vigne au verre » l'un ou l'autre restaurateur coté, voire des sommeliers tel Aurélien Lion, ancien de chez Léa Linster et toujours chez Vinissimo. Dans cet antre carré où le mobilier n'est pas le but de la visite, Lucas a opté pour une série de vins issus de domaines plutôt confidentiels, de taille modeste mais de qualité supérieure. Il n'hésitera pas à ouvrir l'une ou l'autre bouteille

pour vous faire goûter un vin du Chili bien rond et parfumé, un vin noble de Montepulciano ou un Saint-Estèphe bien classique. Du jeudi au samedi soir, il accompagne ses beaux flacons par de la tourte juste parfaite, des planchettes aux produits goûteux (photo : GD) ou une tatin pas trop sucrée. Les amateurs de crus locaux repartiront avec du Ruppert ou une sélection de Château Pauqué. Que du noble, que du bon. GD

L'ENDROIT

Kaffeebar N°12

Vegane und glutenfreie Brötchen sind nun auch in dem

Ardenner Touristenstädtchen Diekirch angekommen. Das Interieur dieser neumodischen Kaffeebars ist mittlerweile bekannt: Statt Lampenschirmen hängen Glühbirnen von der Decke und die Fliesen aus dem letzten Jahrhundert sorgen für den Retro-Touch. Da sich der Laden in der Fußgängerzone befindet, profitiert er von einem großen Außenbereich; hier hat er sich neben der



alteingesessenen Dikkricher Stuff und dem beliebten Café Miche ins Stadtbild gequetscht. Der Kaffee schmeckt gut, das Essen auch – vielleicht könnte das Preis-Leistungsverhältnis ausgewogener ausfallen. In Zeiten von hohen Energiepreisen und steigender Inflation ist es womöglich einfach nur seiner Zeit voraus. Der Laden öffnet und schließt früh (7.30-18 Uhr), sodass die Speisekarte vor allem ein Frühstücks- und Mittagssnack-Angebot aufweist. Die junge Bedienung spricht charmantes Lenglich, mischt Luxemburgisch mit englischen Wörtern, und stellt den Gouda im Freezer ab. Nicht nur Touristen, sondern auch die Schüler:innen der Sekundarschulen dürften sich über ein weiteres Gastgewerbe im Zentrum der 7 000-Einwohner-Stadt freuen. sm

L'OBJET

The Fabulous Five

L'idée de *jado.lu* est de proposer des idées cadeaux personnalisables avec des produits luxembourgeois de qualité. Après les gins et les bières, et avant le calendrier de l'avent, voici les deux coffrets de spiritueux Fabulous Five. L'un est composé de cinq apéritifs, l'autre de cinq digestifs, tous issus de maisons locales. Pour les incarner, des petits personnages ont été créés afin d'attribuer un caractère à chaque boisson. Fred The Drëpp, Miss Ora Orange ou Papa Pastis font risette sur les bouteilles de gin, de liqueur de fleur de sureau au miel, de bitter, de pastis et ou d'un amer



(photo : fc). Dans l'autre boîte, Honey O'Rum, Prof Poire ou Grumpy Kräider vantent une liqueur aux pommes, une eau de vie de mirabelle, une liqueur aux herbes, un rhum au miel et une liqueur de poire et cognac. C'est ludique, c'est bon (presque tout, mais c'est une affaire de goût), c'est un chouette soutien aux producteurs locaux et un cadeau sympa pour 24,9 euros (48 pour les deux). fc

